

PROGRAMME COMMUNISTE

CE QUI NOUS DISTINGUE

- la revendication de la ligne qui va du Manifeste Communiste à la Révolution russe d'Octobre et à la fondation de l'Internationale Communiste.
- la lutte contre la dégénérescence de Moscou, le refus des Fronts Populaires et des blocs de la Résistance.
- la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et parlementariste.

S
O
M
M
A
I
R
E

	Page
Editorial	
Qui fait les frais de la grandeur nationale	6
Remarques sur la question coloniale	7
Le rôle du parti dans la révolution russe	19
Sur la méthode dialectique	40
Notes d'actualité	53
Blousons noirs. Délinquance et lutte de classe	
La grandeur et son parti	

EDITORIAL

A propos de la rencontre au sommet.

SOMMET DE LA SCATOLOGIE

Ce titre nous est inspiré par le « colloque du siècle », cette entrevue qui doit avoir lieu entre Ike et Nikita et qui passionne notre imbécile monde moderne. C'est bien en effet l'occasion de parler de scatologie et non pas... d'eschatologie. De ce colloque, nous n'attendons rien de meilleur ni de pire que de la situation actuelle ou, en général, de ce siècle infâme de capitalisme universalisé. Il ne justifie ni l'attente ni la surprise qu'il suscite, car il ne peut en résulter ni salut miraculeux ni catastrophe. Mais la base qui soutient les deux « sommets », cette masse de niais qui va rester à les contempler, rappelle dignement la matière à laquelle notre titre fait allusion. L'histoire humaine traverse une phase excrémentielle, et n'en sortira certes pas parce que le sommet oriental dépassera l'occidental ou vice versa, ou parce que tous deux se nivelleront pacifiquement.

Le phénomène historique qui mérite d'être commenté n'est pas la rencontre des deux sommets, mais bien le fait que toutes les directions, toutes les hiérarchies, qui cloisonnent la fourmilière humaine dans le monde entier, se concentrent sur cet épisode vide et se démènent avec des airs affairés en marge de ce prétendu événement. C'est que deux milliards d'êtres humains soient passivement convaincus que le sort de générations entières dépend d'une pareille rencontre.

**

La conjoncture actuelle confirme deux thèses que nous, marxistes intégraux, avons énoncées tout de suite après la guerre, dans le cercle restreint où nous pouvions nous manifester.

La première est qu'il n'y aurait pas à brève échéance de heurt armé entre la Russie et l'Amérique. La seconde, que le résultat de la guerre n'était pas la victoire des formes démocratiques de gouvernement capitaliste sur les formes dictatoriales et « fascistes », mais bien le contraire, et cela, quoique Hitler ait été brûlé, Mussolini pendu par les pieds, et le peuple nippon transformé en premier cobaye atomique.

Et voici, aujourd'hui, qu'avec la grande embrassade des deux chefs suprêmes, la guerre s'éloigne encore, après s'être fait attendre quinze ans. Il est probable que, comme le précédent, cet entre-deux-guerres atteindra le quart de siècle.

Le trio fasciste qui voulait se soumettre le monde et qui, aux dires des imbéciles, aurait été balayé par la volonté générale des nations de se gouverner elles-mêmes, le voici remplacé par un duo : la réunion — « au sommet », encore — de cinq ou six pays étant déjà considérée comme une base trop large pour faire quelque chose de sérieux. Pour nous sauver de la troisième guerre : le minimum de chefs suprêmes ! Telle est la stupide directive du moment, et les premiers à la donner sont les « rouges », les partis des « masses travailleuses », c'est-à-dire ceux-là mêmes qui se vantent d'agir selon la volonté des plus larges « bases »...

Une génération s'est fait massacrer pour éviter d'être soumise au trio fasciste ; mais sa descendance se prosterne devant le duo qui lui succède.

Voilà à quoi ont abouti les idéologies visiblement fausses et vouées à la faillite, qui sont à l'honneur dans le monde libre, dans les démocraties parlementaires comme dans les démocraties populaires.

*
**

Ces deux thèses que nous défendons depuis quinze ans sont des thèses marxistes classiques qui ont plus d'un siècle d'existence. Voici quelques pages qui les éclairent. On les trouvera dans toute leur ampleur dans la littérature de la grande école marxiste, dont nos écrits d'après-guerre sont l'expression la plus récente, mais toujours fidèle.

Lorsque les armées venues de l'Atlantique et de la Moscovie se rencontrèrent sur les ruines de l'Allemagne nazie, nous ne crûmes pas un instant qu'elles allaient s'affronter par les armes. Le procédé des rencontres au sommet avait déjà été adopté, et bien que Staline se fût fait le porte-parole résolu d'une énergie anticapitaliste moribonde, les deux vainqueurs avaient en commun une préoccupation unique, qui était de démanteler les puissants appareils militaires et industriels des vaincus pour éviter l'erreur de 1918. A l'époque, en effet, on n'avait ni occupé ni désarmé l'Allemagne, non « par erreur », mais à cause du potentiel révolutionnaire que représentait alors le prolétariat russe et mondial. Le résultat fut que moins de deux décades plus tard, le danger de la dictature ressurgissait. Or on ne conjure la dictature qu'en adoptant les méthodes.

Le traitement infâme infligé au peuple allemand pour parachever son « abjuration » de l'hitlérisme — et pour ce faire Est et Ouest se sont trouvés pleinement d'accord — a consacré le triomphe de la méthode dictatoriale. Dans les mains des Etats, comme dans celles des classes, c'est la seule qui soit susceptible de vaincre et de conserver la victoire.

Aux dires des propagandes, cette guerre gigantesque n'aurait eu d'autre but que de sauver quatre-vingts millions d'Allemands du nazisme et de les rendre à la démocratie. On a claironné le triomphe de cette cause perdue d'avance. Mais ces Allemands, victimes de la guerre de leur Etat contre l'alliance (prévue par Marx) des Slaves et des Latins (et des Anglo-Saxons), comment doivent-ils être organisés ? Voilà une question qu'aucun organisme ne saurait trancher..., sinon ces deux non-Allemands qui vont se rencontrer

au sommet outre-Atlantique et outre-Vistule ! Le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, une des plus grandes duperies de l'histoire, pouvait-il faire une fin plus pitoyable ?

Les deux alliés de 1942-1945 eurent donc un plan commun et ils déçurent tous ceux qui s'attendaient à les voir en venir aux mains. Pour cela, les bourgeois d'Occident n'étaient pas assez bêtes, car s'ils visaient à effacer la dernière trace de la révolution russe et de l'Internationale Communiste, l'auto-défaitisme de Moscou leur avait épargné jusqu'à la peine de le faire eux-mêmes. C'est dans les rangs ouvriers (et à cause, en particulier, de la faiblesse d'un certain nombre de camarades qui critiquaient pourtant l'opportunisme stalinien) que l'illusion prit naissance : on y crut à un retour miraculeux de la situation du premier après-guerre, qui reconverterait au léninisme ceux qui l'avaient renié, c'est-à-dire à la résurrection des possibilités révolutionnaires de 1918. Mais l'histoire ne restitue pas de telles occasions, et le renégat du communisme révolutionnaire est une telle charogne qu'il ne lui reste plus qu'à pourrir jusqu'au bout.

Il est vrai qu'en 1939, Staline avait promis de répondre à chaque coup de l'ennemi par un coup double; mais il était déjà un de ces ignobles défensistes flétris par Lénine, et ne menaçait que pour conjurer le danger d'un assaut mondial contre la Russie, assaut qui, logiquement, n'avait aucune raison d'être donné à une révolution dégénérée. Aussi, au lieu d'une alliance générale des Etats bourgeois contre l'Union Soviétique avions-nous prévu des alliances qui les lieraient successivement tous avec elle. Ce fut d'ailleurs le dernier rêve de Mussolini avant de mourir. C'est ce qui se produisit, mais cela a marqué la fin de la tactique consistant à abattre un à un tous les alliés successifs. Cette tactique n'est pas dépourvue d'un certain sens dialectique quand il s'agit de classes et de partis, mais elle est fautive quand il s'agit d'Etat.

C'est pourquoi pas plus qu'au mythe d'une U.R.S.S. livrant à l'Amérique une guerre révolutionnaire, nous n'avons jamais cru, non plus, à l'imminence d'un conflit U.R.S.S.-U.S.A.

Si nous avons refusé de croire au chantage pseudo-révolutionnaire de Staline, à toute possibilité pour le stalinisme de guérir de son opportunisme, à l'imminence, enfin, d'une troisième guerre — et eu, ce faisant, raison en tout point, c'est grâce à une juste application du marxisme.

Mais une chose doit être bien claire : notre position est tout le contraire, aussi bien de la thèse antimarxiste de l'impossibilité d'une guerre entre les Etats capitalistes, au nombre desquels il faut évidemment compter la Russie que de celle de l'évitabilité de la guerre grâce, qui pis est, aux rencontres au sommet par laquelle la propagande actuelle de Moscou se surpasse dans la honte !

Tant que la forme capitaliste et mercantile survivra (et on ne peut pas compter sur la proximité de sa chute), la guerre entre les Etats bourgeois restera inévitable, tout comme au temps de Lénine.

Ce que la recherche historique n'est par contre pas en mesure d'établir,

c'est de quelle façon les Etats bourgeois se regrouperont pour un troisième conflit, ni si celui-ci sera prévenu par la révolution prolétarienne. Pour cela, il faudrait, en effet, à supposer même qu'elle ne faillisse pas comme après la première et la seconde guerre mondiale, qu'elle ne tarde pas comme en 1914, mais éclate avant la guerre elle-même.

Il n'est donc pas de façon plus fausse de présenter la tragédie historique que celle qu'on peut bien nommer krouchtchevienne, et qui s'appuie sur les fausses doctrines répandues par les derniers congrès de Moscou : la coexistence pacifique permanente, non pas d'Etats capitalistes et socialistes (blasphème inutile et insensé contre le marxisme), mais d'Etats impérialistes rivaux et armés jusqu'aux dents et la perspective du désarmement, plus fausse encore, si possible.

Lorsque, dans notre seconde thèse, nous affirmions qu'à l'issue du dernier conflit la victoire n'était pas échue à la démocratie, mais au fascisme, c'était en vertu d'une explication marxiste, et non pas vulgaire de ces deux formes. Car si l'orientation révolutionnaire à laquelle le prolétariat était parvenu après la guerre précédente a été détruite jusqu'au dernier vestige, la faute en est précisément à l'antifascisme vulgaire.

La démocratie est le contenu politique et juridique de la forme capitaliste et elle ne perdra pas ce caractère, quel que soit le temps qu'il lui reste à survivre. Elle est un pacte d'alliance trompeur entre classe dominante et classe dominée. Tout comme l'U.R.S.S. s'est elle-même vendue à l'Amérique dans l'alliance de 1942, la classe prolétarienne est vendue au Capital dans toute alliance démocratique à laquelle elle participe.

Démocratie signifie collaboration de classe, neutralisation de toute lutte de classe, conservation maxima de la forme sociale existante. Aucun fascisme, aucune dictature de la classe capitaliste ne peuvent être plus conservateurs que la démocratie, acceptée par le Capital aussi longtemps que le prolétariat a la faiblesse de l'accepter. Historiquement, comme l'a démontré Engels à la fin de sa vie, le fascisme représente une situation plus révolutionnaire que la démocratie. La raison en est qu'il laisse à la classe dominante la responsabilité et l'initiative de la rupture de la trêve libérale et du déclenchement de la guerre de classe moderne. C'est donc tout autre chose que ce retour du régime bourgeois à un despotisme féodal dont parlaient stupidement les « staliniens » européens de 1922, pour la honte des staliniens italiens plus encore que des autres.

Une façon inepte de comprendre le fascisme est celle qui réduit le rôle du communisme à faire campagne pour la sauvegarde et la consolidation de la forme démocratique, au lieu d'accepter le défi avec joie; elle revient à éterniser la forme bourgeoise pour laquelle la proclamation de la guerre sociale, seule, constitue une menace.

C'est pourtant à une telle campagne que Zinoviev, le président de l'Internationale Communiste, invita les communistes en 1922, erreur historique qui, reconnaissons-le, n'était pas encore irrémédiable, dans la mesure où, à condition de posséder une puissance formidable, un parti ouvrier aurait pu, comme

lors de l'Octobre russe, canaliser vers la dictature prolétarienne des forces collectives qu'animait encore une certaine nostalgie de la liberté.

La formule de la trahison sans appel, c'est à Staline qu'on la doit, puisque vingt-cinq ans plus tard il lançait l'incroyable consigne enjoignant aux communistes de ramasser les drapeaux patriotiques que les bourgeoisies auraient soi-disant laissés tomber.

Démocratie et fascisme travaillent donc tous deux à la conservation de la même forme bourgeoise ultra-moderne, et non de formes sociales différentes. Ce n'est pas parce qu'il foule aux pieds la liberté, laquelle nous a toujours été refusée, à nous prolétaires, que le fascisme se montre notre ennemi, mais sur un plan plus superficiel, en substituant audacieusement aux formes vides de gouvernement collectif le personnage de l'Unique qui conduit la politique et fait l'histoire à lui seul. Quand la bourgeoisie en arrive là, alors, oublier que ce ne sont pas les individus, mais les classes organisées en partis qui font l'histoire, signifie renoncer aux conquêtes révolutionnaires, à la théorie marxiste. Car le mot d'ordre marxiste ne serait pas : A bas la dictature personnelle !, mais : Vive la dictature de classe !

Le fascisme, nous ne l'avons craint ou maudit ni lorsqu'il apparut, ni par la suite; mais nous avons prévu que son effet le plus néfaste serait l'antifascisme qui lui succéderait, et dont nous respirons encore les miasmes. Et ce qu'on trouve à l'origine de cet antifascisme, ce n'est pas la dictature de Benito, Adolphe ou autres pantins, mais bel et bien l'opportunisme qui avait miné et détruit le parti révolutionnaire.

Il n'en reste pas moins que le « grand homme » ou la « grande figure » actuels, la prosternation universelle devant la personnalité suprême, et la naïve croyance selon laquelle de pareils personnages (qui ont fait leur apparition jusque dans les plus ridicules petits pays) tiennent dans leurs mains les rênes de l'histoire sont autant de phénomènes fascistes. Or voici que la maladie gagne du terrain. Cette personne fantoche qui n'est qu'un abcès de l'histoire et qu'on aurait dû traiter d'urgence par la dictature de classe, ce fantoche, épargné, pullule aujourd'hui de toute part. Que vous l'appeliez big, sommet, chef ou maître de quelque nom que vous le pariez, c'est toujours le même fantoche. Et lorsque vous vous agenouillez devant lui, ô démocrates, c'est devant le spectre même, qui a suscité en vous tant d'horreurs hypocrites, devant ce fascisme que vous vous êtes si bruyamment réjouis, en 1945, d'avoir expulsé du monde !

Ceci, nous l'avons déjà rappelé lorsque la France, ce pays-mère de toute démocratie, servit de scène à de Gaulle pour y jouer les comédies les plus cyniques ou lorsque les présidents de républiques plus modestes prirent des attitudes de personnages de farce.

Mais à la lumière de ce prochain spectacle, de ce duo suprême qu'on monte à grands frais de mise en scène, vous montrerez vous aussi votre vrai visage, vous, prétendus démocrates, de toutes les idéologies et de toutes les parties du monde, méprisables lèche-bottes, idolâtres de la personnalité, FASCISTES PASSIFS !

QUI fait les frais de la GRANDEUR NATIONALE

Depuis désormais quarante ans la France vit dans un état de marasme économique dont l'orgie de la reconstruction elle-même n'a pu la sortir. La IV^e République émit continuellement des traites dont les échéances furent payées par les ouvriers : elle ne réussit pas pour autant à se rétablir. De Gaulle promit de tonifier la bourgeoisie décrépite avec le mythe de la « grandeur ». Hélas ! il a tiré de nouvelles traites.

Un rapport de l'Institut pour les études d'économie sur la « conjoncture française » — bien qu'accordant les hommages qui se doivent à la politique économique des hommes au pouvoir — permet une première approximation du coût de la « grandeur » que le général jura de restituer à la « France Eternelle ». Le bilan est clair : la grandeur se fait attendre et, encore et toujours, les ouvriers payent des traites.

Parlons-en donc, puisque ce sont les bourgeois eux-mêmes qui nous fournissent les données. On commence par claironner ce fait « positif » (et unique en son genre) : pour la première fois, depuis l'institution du franc Poincaré, la dévaluation a « pleinement réussi ». Pour les prolétaires, c'est une vieille histoire : la dévaluation, c'est le paradis du grand capital ; plus elle réussit, plus cela va mal pour eux. Mais ce n'est pas tout : si la dévaluation a réussi, c'est-à-dire n'a pas provoqué — à l'origine — de hausse excessive du coût de la vie, c'est essentiellement parce qu'elle a coïncidé avec un début de récession qui a empêché les prix de monter plus qu'ils ne l'auraient fait normalement.

Première traite : les prix n'ont pas augmenté excessivement, mais le travail a diminué : le résultat est le même.

Deuxième traite : la situation économique plus ou moins stable au début de l'expérience va rapidement « en se détériorant » depuis les derniers mois et surtout les dernières semaines. En effet, de juin 1957 à octobre 1958, l'indice des salaires a augmenté de 15 % pendant que l'indice du coût de la vie augmentait de 20 %, de sorte que les salaires « réels » ont diminué de 5 %. D'autre part, la « réalité » de ce processus est encore plus grave : « La dimi-

nution effective des payes ouvrières a été sensiblement supérieure à ce pourcentage. » En effet, dans la période précédente de sur-emploi, les ouvriers bénéficiaient du fait que les heures supplémentaires (d'usage courant dans presque toutes les industries) leur apportaient une augmentation de 50 % de leur paye normale, et, qu'en outre, afin d'attirer la main-d'œuvre, les industriels proposaient au personnel une qualification supérieure à celle qu'aurait exigée le poste. Or, avec la récession, la durée du travail s'est trouvée réduite, dans de nombreuses industries, à moins de 40 heures, et « les payes effectives tendent à se conformer au salaire théorique de catégorie ». En d'autres termes, on peut dire que bon nombre de familles ont connu, depuis ce mois de juin fatidique, *une diminution de revenu au moins égale à 20 ou 30 %*, juste au moment où augmentaient différents prix et tarifs (gaz + 14 %, électricité + 11 %), et où on supprimait le remboursement d'une partie des frais médicaux par la Sécurité sociale (autre amputation du revenu d'environ 2.000 francs par mois pour une famille de 4 personnes) (1).

Cette situation se reflète dans une diminution de la demande et donc de l'activité productive. C'est bien la demande de la grande masse de la population laborieuse qui a diminué, puisque l'industrie automobile n'a pas enregistré de fléchissement notable, sa clientèle, composée de bourgeois nationaux et étrangers, n'ayant pas de traites à payer pour une « grandeur » qui est sa propriété exclusive. Mais les paysans, boucs émissaires de toutes les expériences napoléoniennes et pseudo-napoléoniennes, souffrent eux aussi de la crise : un des secteurs les plus touchés, en effet, est celui de l'industrie des tracteurs.

Il est vrai que le gouvernement possède dans ses tiroirs un programme d'investissements concernant aussi bien le secteur nationalisé que le secteur privé. Mais le rapport de l'I.S.E. fait lui-même remarquer qu'en période de crise, une augmentation de 534 à 650,9 milliards dans le secteur nationalisé et de 60 à 70 milliards dans le secteur privé est peut-être insuffisante à apporter l'oxygène nécessaire à une économie chancelante. Il y a ensuite des phénomènes curieux : la dévaluation a rendu avantageux l'achat, en France, de biens instrumentaux comme l'acier et l'aluminium : la conséquence en est que le marché international et surtout le marché allemand « pompe » ces produits en les soustrayant à l'industrie française de transformation, aggravant donc la situation des ouvriers, en particulier dans les entreprises mécaniques.

Depuis plus de quatre ans, l'expansion industrielle se poursuivait sans interruption au rythme annuel de 9-10 % : en mai 1958, le taux d'accroissement est de 8 %, en août de 4 %, en novembre de 1 %, et en décembre l'indice descendait à - 3,6 %, de sorte que la reprise habituelle après les fêtes n'a pu tonifier l'industrie. La production de charbon a augmenté, mais la consommation a diminué de 9 %, et celle des produits pétroliers a cessé de s'accroître au cours du quatrième trimestre de l'an passé ; le nombre des tracteurs immatriculés est tombé de 9.000 en janvier à 6.400 en décembre ; par rapport à la même période de 1957, la production de scooters a diminué de

(1) Cette mesure a été abolie depuis.

18 % au cours du troisième trimestre 1958; l'indice de la production lainière est tombé, durant le même temps, à — 9 %, et celui de l'industrie cotonnière à — 2 %; le nombre des chômeurs touchant un secours a augmenté de 85 % par rapport à 1957, et celui des demandes d'emploi insatisfaites, de 68 % (chiffres de février 1959).

Quatrième traite : la situation du marché du travail est pire dans la réalité que dans les statistiques vu que l'immigration s'est ralentie, que nous sommes dans une période de « classes creuses » (dues à la faible natalité des années de guerre), qu'il existe un chômage latent ou potentiel (entreprises ayant du personnel en surnombre), que la guerre d'Algérie « écume » le marché du travail et qu'enfin, comme nous l'avons déjà dit, de nombreuses usines travaillent à un rythme réduit. S'il n'y avait ces faits contingents, la fissure deviendrait un abîme. En effet, si l'indice moyen de la durée de la semaine de travail est tombé, en octobre, à 45,6 heures, alors qu'il était de 46,1 heures en 1957, dans les industries textiles, la chute a été jusqu'à 41,2, dans l'habillement à 40,3, dans l'industrie des cuirs et peaux à 41,7; quant aux effectifs travaillant moins de 40 heures par semaine, ils atteignaient 197.000 en octobre 1958, contre 63.000 seulement le même mois de l'année précédente.

Le résultat est que nous nous trouvons dans une brillante situation : « Une démobilisation imprévue aggraverait momentanément le marasme et mettrait plusieurs industries en difficulté »; les ouvriers hésitent à réclamer des augmentations de salaires qui contraindraient les industries en cause à réduire ultérieurement l'horaire de travail et se traduiraient finalement par une compression de leur revenu global : « Paradoxalement — dit le rapport — la conquête sociale qu'a été, en France, l'institution de la semaine de 40 heures a eu pour effet de rendre l'ouvrier plus solidaire de la prospérité de l'entreprise qu'il ne le fut dans le passé. » Restez donc sages, par peur du pire !

Ainsi, de quelque côté qu'il se tourne, l'ouvrier français se fait étriller : il doit... rendre grâce à la guerre que ça n'aille pas plus mal; il doit rester bien sage s'il ne veut pas perdre ses heures supplémentaires. Tôt ou tard, il se rebiffera, nous en sommes certains. En attendant, grâce à la complicité des partis opportunistes qui, ces jours derniers, ont retiré l'ordre de grève des cheminots, il reste immobile, et ce, alors qu'en Algérie la guerre se rallume et que de nouveaux actes de terrorisme éclatent en métropole; tandis qu'on enregistre des agitations de grande ampleur, en Angleterre et en Italie, il ne bouge pas.

Il faut bien nous comprendre : de Gaulle et Debré n'ont fait que développer à fond la politique de la IV^e République; ce n'est pas en revenant à un régime parlementaire plus ou moins « pur » que l'on guérira les plaies dont souffre la classe ouvrière française. L'alternative n'est pas dictature bourgeoise ouverte ou dictature bourgeoise voilée, mais dictature bourgeoise ou dictature prolétarienne. De Gaulle a célébré avec enthousiasme les fastes napoléoniens de 1859; la classe ouvrière internationale n'oublie pas que les gloires du grand capital parisien de 1850-1870 finirent dans l'incendie de la Commune : il est souhaitable que le même cycle se reproduise à brève échéance... jusqu'à la disparition définitive de toute traite.

Quelques remarques sur la Question Coloniale

Le manque de place, la périodicité trop longue de notre revue ne nous ont pas permis jusqu'ici de consacrer à l'analyse systématique de la « question coloniale » la place qu'elle mérite. De plus, les textes que nous avons déjà publiés (1) se trouvent, par la force des choses, « éparpillés ». Enfin certaines études historiques sur l'évolution des pays afro-asiatiques n'ont pas encore pu être publiées. Le texte qui suit essaye de suppléer à cette carence. Présenté sous forme de « thèses », il a pour but de donner une vision d'ensemble sur notre position programmatique et politique fondamentale vis-à-vis des révolutions anticolonialistes, sans prétendre, évidemment, épuiser tous les aspects de la question. Au contraire, de nombreux points de ce texte devront être repris par la suite dans des études spéciales. Les divers points sur lesquels portent ces « thèses » n'ont pas été choisis au hasard, mais en fonction d'une polémique objective avec les positions les plus couramment défendues aujourd'hui.

**

1° La révolution qui se développe actuellement dans les colonies, ou dans les ex-colonies, s'insère étroitement dans le cadre historique général de l'époque actuelle, où les formes économiques et sociales du capitalisme ont cessé de se développer comme un processus historique nécessaire, tandis que les formes économiques et sociales du socialisme sont déjà implantées potentiellement à l'intérieur du corps social. Le pouvoir bourgeois, concentré dans de monstrueux appareils d'Etat, n'a d'autre but et d'autre objet que d'empêcher l'écroulement de la dictature de classe de la bourgeoisie. En d'autres termes, en l'absence d'un assaut révolutionnaire du prolétariat, la phase historique que Lénine a définie comme *impérialisme* et dont il situait le début à la fin du XIX^e siècle, se perpétue.

2° Le mode de production et l'organisation sociale du capitalisme apparaissent, à l'échelle mondiale, comme développés de façon inégale et discontinue. Ainsi, alors que dans certains pays le capitalisme a parcouru toutes ses phases et atteint la phase finale impérialiste, dans d'autres il s'est développé incomplètement, et dans d'autres encore il n'est présent que sous la forme d'un noyau isolé au sein d'un corps économique différent, de formation plus ancienne.

(1) « Physionomie sociale des révolutions coloniales » (N° 2, janvier-mars 1958) ; « Les causes historiques du séparatisme arabe - La question coloniale : un premier bilan » (N° 4, juillet-septembre 1958) ; « La question algérienne : a) Les fastes de la colonisation française (R. Luxembourg), b) Compléments statistiques, c) L'avant-garde et l'Algérie, d) Le P.C.F. et la question coloniale » (N° 5, octobre-décembre 1958) ; « Promotion de l'Afrique - Encore le P.C.F. et la question coloniale » (N° 6, janvier-mars 1959) ; « Particularités de l'évolution historique chinoise - Aspects de la révolution africaine - Sidérurgie, pétrole et sous-développement - Le Congo belge entre dans le front anti-impérialiste » (N° 7, avril-juin 1959).

Dans le premier cas, on se trouve dans l'aire du capitalisme impérialiste, limitée géographiquement à l'Amérique du Nord et à l'Europe, Russie comprise. Dans le second, il s'agit de l'aire d'un capitalisme sous-développé et retardataire, dans laquelle l'économie sociale est incontestablement dominée par la forme capitaliste de production, mais où cette dernière ne s'est développée que dans certains secteurs, laissant en arrière des branches importantes de la production. Un tel secteur géographique, dans lequel les phénomènes désormais classiques de la monoproduction et de la monoculture apparaissent au grand jour, constituant la base économique de l'assujettissement des petits Etats aux super-Etats impérialistes, est représenté par les pays de l'Amérique latine. Dans le troisième cas, enfin, on a le secteur du pré-capitalisme, qui comprend les pays coloniaux, ex-coloniaux ou para-coloniaux de l'Afrique et de l'Asie.

3° Vis-à-vis des formes économiques existant dans le monde, le capitalisme est la forme de production et d'organisation sociale dominante. Ceci signifie, non seulement que le capitalisme détient les moyens les plus puissants de la production et de l'accumulation de la richesse sociale, mais aussi qu'il empêche que d'autres formes de production en cours de développement dans le secteur non capitaliste dépassent le stade capitaliste. Le capitalisme, en l'absence de la révolution prolétarienne communiste, est le plafond infranchissable vers lequel tendent les formes arriérées de production des pays du secteur pré-capitaliste. En d'autres termes, les centres mondiaux de l'impérialisme, dont le colonialisme est un aspect de la domination, ne peuvent empêcher l'évolution sociale consécutive à la lutte victorieuse contre le colonialisme; mais ils peuvent, tant que le capitalisme demeure le mode de production dominant à l'échelle mondiale, empêcher que la révolution économique et sociale mise en mouvement par la révolte anticolonialiste débouche sur le socialisme.

Les pays du secteur précapitaliste peuvent espérer passer au socialisme à la seule condition que le prolétariat des pays de l'aire impérialiste conquiert le pouvoir politique et brise les formes de production capitalistes. C'est seulement si la révolution prolétarienne réussit à vaincre dans les principaux pays du secteur impérialiste, que les pays coloniaux ou ex-coloniaux (qui, sous nos yeux, procèdent à la suppression des vieux rapports de production hérités de la domination coloniale) peuvent espérer « sauter » la phase capitaliste et passer directement au socialisme.

Dans l'hypothèse d'un retard de la révolution prolétarienne communiste qui doit intervenir dans le secteur capitaliste, les nouveaux régimes politiques surgis des ruines du colonialisme, malgré tous les efforts généreux qu'ils peuvent tenter, ne pourront éviter de conduire leurs plans d'industrialisation sur la base du salaire et du despotisme de fabrique, qui constituent les caractères fondamentaux du capitalisme.

4° Les formes juridiques et politiques présentes dans les pays du secteur précapitaliste ont leur cause et leur origine dans le stade atteint localement par les formes économiques et sociales. A chacune d'entre elles (la vaste propriété rurale semi-féodale indienne, la propriété tribale de la terre en Afrique, etc.) correspondent des formes sociales appropriées. Ces formes sociales

représentent le stade de développement auquel étaient parvenus, à l'époque de la conquête coloniale, les pays qui, aujourd'hui, en conservent de larges survivances. Bien plus, dans de nombreux cas, l'implantation du régime colonial a signifié, outre la destruction de l'impulsion évolutive, le retour en arrière, à des formes dépassées de l'existence de l'espèce humaine (esclavage).

Le colonialisme a entraîné une interruption brutale et violente du développement social des pays assujettis, ainsi que le démontrent les événements de l'histoire des pays d'Asie et d'Afrique, dans lesquels le stade de la barbarie apparaissait comme dépassé plusieurs siècles avant la conquête coloniale. L'évolution de l'Etat et de la société « frôlait », au moment de la conquête, le niveau atteint par les pays conquérants.

Il découle de tels faits que la présente évolution des pays coloniaux et ex-coloniaux doit être expliquée non seulement par les conséquences internationales de la seconde guerre mondiale, mais aussi et surtout en tenant compte de l'évolution historique passée et de la longue tradition révolutionnaire que les peuples coloniaux alimentèrent inlassablement durant leur résistance à l'oppression coloniale, et continuent d'alimenter en luttant énergiquement contre l'impérialisme. La révolution anticoloniale, comme du reste tous les grands bouleversements historiques, est déterminée par des causes d'ordre international et local, externe et interne.

5° La révolution nationale des peuples coloniaux est le complément de la révolution antiféodale, commencée il y a cinq siècles environ, c'est-à-dire à l'époque des grandes découvertes géographiques et de la formation du marché mondial qui en découla — événements d'une importance décisive, et qui mirent virtuellement fin au molécularisme féodal. L'énorme retard des pays coloniaux, qui avaient pourtant déjà éliminé de leur propre corps social, au moment de l'introduction du colonialisme, certains aspects particuliers des économies de type féodal et avaient ébauché des formes spécifiques au capitalisme (Chine, Inde, Perse, Etats du Soudan occidental, etc.), peut être attribué à la façon dont s'est développé la révolution antiféodale en Europe. Le retard des pays coloniaux est étroitement lié à la lutte que conduisit la bourgeoisie européenne contre le féodalisme, à l'époque du déclin du Moyen Age.

L'histoire du colonialisme démontre amplement la thèse marxiste selon laquelle chaque progrès accompli par la bourgeoisie capitaliste sur la réaction féodale n'a été possible qu'au prix d'énormes souffrances des classes sociales inférieures. Le colonialisme a catalysé le développement, puis la victoire du capitalisme dans le sein de la société féodale. La conquête des terres d'outre-mer, rendue possible par la suprématie navale des Etats européens, ainsi que la saisie et la mise en esclavage de leurs forces productives, ont été un puissant instrument de l'accumulation capitaliste.

La bourgeoisie européenne, avant même d'exploiter la main-d'œuvre salariée, a trafiqué des esclaves et saccagé les nations d'outre-mer, de la même façon qu'elle expropria, sur le vieux continent, les communautés agraires héritées du moyen âge. Ce n'est pas autrement que la bourgeoisie européenne (qui fut seulement la première à opérer la transformation du mode de production social dans le sens capitaliste : des éléments d'une bourgeoisie commerciale sont présents également dans les sociétés afro-asiatiques de la période

coloniale), la bourgeoisie européenne donc, a réussi à accumuler des capitaux monétaires considérables, puis les a réinvestis dans les premières manufactures. Il serait antiscientifique de se mettre à imaginer dans quel sens se seraient développés les Etats de l'aire extra-européenne, au cas où ne serait pas intervenue la conquête coloniale. Mais il est certain que la révolution antiféodale en Europe, dont la bourgeoisie occidentale s'est attribué tous les mérites, a été rendue possible, par un processus dialectique, du fait des conséquences décisives de l'assujettissement et du pillage des pays d'outre-mer. Il est plus que sûr que le développement rapide des principaux Etats d'Europe (Espagne, Portugal, Hollande, France, Angleterre) qui, les premiers, entreprirent des conquêtes coloniales, a été payé de l'immobilisation et de la décadence des pays colonisés, qui étaient presque toujours le siège de civilisations importantes.

Même en tenant compte de la dureté et des infamies de la domination bourgeoise, le marxisme reconnaît que la bourgeoisie capitaliste a rempli une fonction révolutionnaire. Mais cette étape de son développement est désormais close depuis longtemps. Le rôle de « force motrice » de l'histoire qui, pendant une période historique, a été dévolu à la bourgeoisie, a cessé avec la destruction du féodalisme en tant que forme économique et sociale dominante. Aujourd'hui le féodalisme ou, en général, les formes précapitalistes qui subsistent encore dans le monde, même si elles continuent de régner sur des zones étendues, sont un obstacle réactionnaire de loin mineur comparé au capitalisme. C'est le capitalisme impérialiste qui barre réellement la route aux forces révolutionnaires : lors de son écroulement, tout autre obstacle contre-révolutionnaire devra nécessairement s'effondrer à son tour. Il en résulte que la seule classe véritablement révolutionnaire, c'est-à-dire capable d'ouvrir une nouvelle ère historique, c'est le prolétariat.

La liquidation de l'aire précapitaliste, et donc des résidus féodaux qui se maintiennent dans les pays ex-coloniaux, ne redonnent pas pour autant le moindre rôle révolutionnaire à la bourgeoisie, qui demeure une classe réactionnaire et donc contre-révolutionnaire, en dépit de tout réformisme démagogique. Il n'est pas possible non plus de soustraire à ce critère d'appréciation générale les bourgeoisies qui continuent de naître dans les pays qui se sont récemment libérés du joug colonial.

6° Le déclin du colonialisme et la naissance des Etats indépendants afro-asiatiques ramène la discussion sur les rapports entre Etat national et capitalisme. Le mouvement doctrinal et politique du communisme a toujours eu des idées claires sur cette question. L'Etat national est la forme du pouvoir politique qui se concilie le mieux avec les intérêts de la classe bourgeoise. Pour le comprendre, il faut examiner sous l'angle historique la question des rapports entre Etat national et capitalisme. La revendication de l'Etat national, drapeau idéologique et programmatique des révolutions bourgeoises passées, a été imposée à la bourgeoisie par les conditions dans lesquelles se développait la lutte contre les ordres féodaux. La bourgeoisie mercantile et industrielle appuyait, sous les monarchies absolues, la formation de l'Etat unitaire ayant pour base l'unité ethnique de la nation, en opposition au particularisme du pouvoir féodal qui se base sur le fief seigneurial. Un Etat unitaire national est la forme du pouvoir qui favorise le mieux, et même la seule qui favorise

vraiment la lutte de la bourgeoisie contre l'éparpillement politique féodal, obstacle à l'expropriation capitaliste et à la concentration des moyens de production. En conquérant l'État national, la bourgeoisie capitaliste parvient à mettre en déroute les ultimes résistances féodales. Mais ceci ne signifie nullement que le capitalisme économique se développe dans le cadre étroit de l'État national.

L'État national est l'arme politique de la révolution antiféodale et constitue, au terme du cycle historique bourgeois, la barricade contre-révolutionnaire qui s'oppose au prolétariat. Mais le marché national, à l'intérieur duquel le capitalisme fait ses premiers pas, est déterminant pour le développement du capitalisme à la condition qu'il soit solidement et largement lié au marché mondial. Ceci est valable pour l'histoire passée, pour ce qui se passe présentement, et tant que le capitalisme parviendra à se maintenir en vie. Faut-il en administrer des preuves ? Nous avons montré dans le paragraphe 5 comment, en substance, le capitalisme occidental est né avec les découvertes géographiques et la formation du marché mondial qu'elles ont provoquée.

Une nouvelle preuve nous est fournie par l'expérience historique de deux puissances, très différentes tant par leurs dimensions physiques que par les particularités de leur développement historique, la République de Venise et la Chine médiévale. L'une était parvenue à se placer sur la voie d'une large expansion politique et économique lorsque, à la suite des découvertes de routes inter-océaniques, les États atlantiques d'Europe occidentale se sont lancés à la conquête de la suprématie maritime. La seconde avait déjà liquidé, à la même époque, une grande partie des formes féodales et avait introduit, spécialement dans le domaine du commerce, des formes typiques du capitalisme. Pourtant, l'une et l'autre de ces puissances ne purent continuer de se développer, et durent même à la longue abandonner des positions déjà conquises. Et tout cela parce que, pour différentes raisons, elles furent écartées du marché mondial.

Le capitalisme économique ne se forme donc pas dans la chaise close de l'État national, qui sert uniquement à la conservation du pouvoir de la classe bourgeoise.

7° La question de savoir si, une fois libérés du colonialisme, les pays afro-asiatiques crouperont dans un immobilisme respectueux des formes économiques et sociales actuelles, ou bien réussiront à pousser vers l'avant la révolution antiféodale en déblayant la voie aux formes modernes de production — cette question doit être résolue en tenant compte tant des traditions historiques des diverses nations ou agrégats pluri-nationaux, que de leur évolution politique actuelle.

La domination mondiale des grands États impérialistes n'a pas empêché, dans le passé, que des pays arriérés se développent pour devenir, d'instruments passifs de la politique impérialiste qu'ils étaient, des concurrents sur le marché mondial. Au cours du siècle dernier, l'Angleterre et la France, puissances hégémoniques à l'échelle mondiale, ne purent empêcher la révolution économique de l'Allemagne arriérée. Dans notre siècle, en pleine phase impérialiste, l'Angleterre, la France, les États-Unis et la Russie ne purent empêcher

qu'un pays asiatique encore englué dans un semi-féodalisme, le Japon, ne devienne une grande puissance économique et militaire. Les profonds bouleversements politiques, les crises, les conflits militaires produits par les changements du rapport des forces sur le marché mondial, n'ont pu, en aucun cas, être évités.

La théorie révisionniste qui prétend que l'impérialisme tend à comprimer la production capitaliste est intégralement fautive. L'impérialisme, au contraire, est caractérisé par sa folie hyper-productive, continuellement alimentée par la nécessité de faire front au phénomène historique inéluctable de la baisse du taux de profit. La dilatation monstrueuse de branches entières de la production qui ne répondent à aucune véritable exigence sociale, la consommation forcée, ne s'expliquent pas autrement. Le volcanisme de la production comporte nécessairement une intensification inouïe de l'exploitation de la main-d'œuvre et un durcissement inhumain de la peine physique résultant du travail. La réduction du volume des produits économiques, qui ne peut être obtenue que par la destruction radicale des branches de production factices engendrées par la pathologie capitaliste, sera l'objectif fondamental du socialisme qui, sur le terrain économique-productif, visera à réduire à son minimum la prestation forcée de travail humain.

L'expérience « anticolonialiste » des grandes puissances qui ne disposent pas d'empires coloniaux — les Etats-Unis et la Russie — s'insère bien dans ce cadre théorique. En fait, la rupture des barrières protectionnistes qui barricadaient les anciens Empires coloniaux des puissances européennes et l'apparition des Etats afro-asiatiques indépendants sur le marché mondial, délimitent les conditions indispensables à l'élargissement de la sphère économique et politique de ces Etats « anticolonialistes », dont l'économie est en expansion, tandis que les Etats colonialistes sont dans une phase de déclin irrémédiable.

L'évolution économique des Etats afro-asiatiques, en l'absence de la révolution prolétarienne internationale, se trouve enfermée dans une des alternatives suivantes :

a) Une solution « nippo-germanique », c'est-à-dire comparable à la situation historique de pays qui, comme le Japon et l'Allemagne, partant d'un état d'extrême arriération, ont réussi à se donner une structure capitaliste moderne, tout en tombant continuellement dans des conditions de précarité économique et politique déterminées par le déséquilibre entre la capacité productive et la consommation.

b) Une situation « latino-américaine », comparable à celle des pays latins de l'Amérique, dans lesquels la structure capitaliste s'est développée d'une manière unilatérale, les condamnant à la sujétion économique vis-à-vis des puissances mondiales dominantes.

c) Une situation « russe », c'est-à-dire comparable à celle de la Russie staliniste qui, de pays semi-féodal, est parvenue — au travers d'une exploitation intensive du salariat — à atteindre le rang de grande puissance économique.

Naturellement, on ne doit pas exclure le cas où l'obtention de l'indépendance ne changerait rien aux conditions léguées par la domination colonialiste.

Le fait que telle ou telle de ces solutions se trouvera effectivement réalisée en un lieu donné ne dépend évidemment pas de facteurs subjectifs sur lesquels la volonté pourrait agir, mais d'un enchaînement de circonstances objectives, dont la force réelle de la tradition historique propre aux pays considérés n'est pas la moins importante. En fait, il est possible que l'évolution soit plus sûre et plus féconde là où la suppression de la domination coloniale ou paracoloniaire reconstruit l'assemblage des grands Empires pluri-nationaux qui, au moment de la conquête impérialiste, avaient déjà derrière eux une expérience séculaire. Des Etats comme la Chine et l'Inde, qui disposent d'un vaste territoire, de populations très nombreuses et de ressources naturelles importantes, jouissent de plus d'une longue tradition étatique que le colonialisme n'a pas réussi à annihiler. Il est clair, donc, qu'ils ne surgissent pas du néant. Sous de nombreux aspects, tant économiques que politiques, ils reprennent la voie interrompue par l'obstacle du colonialisme.

Dans tous les cas on ne peut nier que le déclin du colonialisme a ouvert une période d'instabilité qui devra se répercuter sur l'alignement des forces mondiales, aggravant les crises et les contradictions de l'impérialisme. Une fois de plus, les centres mondiaux de la contre-révolution se trouvent pris dans une insoluble contradiction entre l'intérêt suprême de la classe bourgeoise qui commande la conservation des structures existantes, et la nécessité inéluctable de participer à l'accroissement cancéreux de la production capitaliste, qui ne peut elle-même s'étendre sans déterminer de profonds déséquilibres du marché et, en conséquence, des conflits politiques et militaires.

8° La critique marxiste a fait justice depuis longtemps de la théorie de la conquête simultanée du pouvoir dans les divers pays. Le parti communiste doit assumer le pouvoir partout où la lutte des classes se conclut par la défaite de la bourgeoisie et de ses agents opportunistes au sein de la classe ouvrière. Mais, comme le confirme l'involution stalinienne, il ne doit jamais perdre de vue qu'il est impossible d'introduire les formes complètes du socialisme tant que l'ennemi de classe n'a pas subi une défaite décisive à l'échelle mondiale.

Le socialisme ne se « construit » pas, ni dans un seul pays, ni dans un groupe de pays, comme le prétendent les faux communistes de Moscou, mais il commencera à surgir dans le monde dès que le prolétariat, organisé en classe dominante, aura étendu son pouvoir sur les principaux pays capitalistes de l'aire Europe-Amérique du Nord. Cela signifie que la révolution socialiste commence bien à l'échelle nationale, suivant le principe marxiste qui veut que le prolétariat combatte avant tout sa propre bourgeoisie, mais se conclut inévitablement à l'échelle internationale.

Malgré le reniement du faux communisme moscovite, il en découle l'exigence d'une organisation internationale de l'action communiste, identique à celle qui fut fondée pour la première fois par les communistes du *Manifeste* ou à la glorieuse Internationale Communiste née de l'explosion révolutionnaire d'octobre 1917.

Entre le camp de la révolution communiste et celui de la conservation capitaliste, toute « coexistence » est impossible. Comme le démontrent les féroces

répressions que le capitalisme fit subir à la révolte prolétarienne et à la première et héroïque tentative d'instauration de l'Etat ouvrier que fut la Commune de Paris; comme le prouve la sanginaire contre-révolution stalinienne qui devait détruire la dictature prolétarienne issue de la Révolution d'Octobre, entre le pouvoir révolutionnaire et les centres impérialistes rien ne peut exister d'autre que la guerre de classe, la lutte jusqu'au dernier souffle, le conflit sans trêve ni armistice.

Le mouvement révolutionnaire communiste repousse toute forme de pacifisme ou d'antimilitarisme petit-bourgeois, en affirmant non seulement l'exigence historique de l'Etat ouvrier, mais encore le principe de la guerre révolutionnaire portée éventuellement au delà des limites politiques que le rapport des forces impose momentanément à la dictature du prolétariat.

9° Le socialisme restant le seul et l'irremplaçable objectif de la lutte internationale des communistes, il est clair que la réalisation *complète* du programme communiste est strictement liée au déroulement de la lutte des classes dans le monde, et en particulier dans les principaux pays capitalistes. Le communisme ne pourra réaliser intégralement son programme social que lorsque la contre-révolution bourgeoise aura été définitivement abattue, et que l'Etat ouvrier sera devenu la puissance mondiale dominante. Alors seulement, la dictature prolétarienne pourra entreprendre à fond la transformation révolutionnaire de la structure économique héritée du capitalisme et ouvrir la voie au processus historique proprement socialiste qui a comme point d'arrivée la liquidation de la division de la société en classe et la dissolution de l'Etat.

Entre la conquête du pouvoir, tout d'abord dans les centres les plus faibles du front de la classe bourgeoise, suivie immédiatement des premières « interventions despotiques » dans les rapports économiques, politiques et sociaux, et la victoire complète sur le capitalisme mondial, doit s'insérer, comme nous le montre la Révolution russe, la lutte armée entre le camp révolutionnaire et les Etats capitalistes. Ou la guerre des classes entre capitalisme et socialisme se conclura par la victoire du prolétariat, et le programme communiste pourra alors se réaliser intégralement; ou bien la contre-révolution bourgeoise et l'opportunisme réussiront à battre le prolétariat — comme cela se produisit en Russie en 1926, le stalinisme agissant comme l'instrument objectif de la contre-révolution anticommuniste internationale — et dans ce cas même les mesures immédiates prises par la dictature prolétarienne lors de sa constitution seront contraintes de disparaître.

10° Le programme immédiat de la classe ouvrière concerne la conquête et la conservation du pouvoir. Contre toutes les écoles opportunistes, y compris celle des faux communistes moscovites, il faut insister sur le fait que la conquête du pouvoir par le prolétariat ne peut être obtenue au travers des voies légales offertes par les constitutions bourgeoises, mais seulement par l'assaut armé contre les structures étatiques qui exercent la dictature de la classe bourgeoise. Contre toutes les versions de l'Anarchisme, on doit rappeler que le prolétariat ne peut refuser de s'organiser à son tour en classe dominante, et qu'il accepte donc de se forger un appareil d'Etat pour l'utiliser contre

l'ennemi de classe. Contre les hésitations des « Gauchistes » qui plient sous la pression du démocratism, nous devons réaffirmer énergiquement que l'agent qui assume l'exercice de la dictature prolétarienne sur la bourgeoisie détronée ne peut être que le parti communiste organisé à l'échelle internationale.

Il en découle que la conservation du pouvoir politique arraché des mains de la bourgeoisie et de ses valets opportunistes ne peut être assurée que par une forme dictatoriale qui exclut non seulement les forces politiques de la bourgeoisie, mais aussi les partis politiques nés de la dégénérescence opportuniste. Conquis par la force, le pouvoir doit être défendu et conservé par la force et, s'il le faut, par la terreur politique appliquée aux classes dépossédées. Mais tant que la dictature prolétarienne est en guerre contre les forces de la contre-révolution bourgeoise, la suppression économique et sociale — et non pas seulement politique — du capitalisme ne peut être réalisée intégralement. Les transformations post-révolutionnaires destinées à abolir le cloisonnement de la vie productive sur la base de l'entreprise, le mercantilisme, la division du travail, etc., de même que les formes juridiques qui régissent la production de l'espèce humaine sous le capitalisme, ne peuvent que suivre la victoire politique définitive sur le capitalisme.

11° Le passage du programme immédiat à la réalisation intégrale du programme communiste n'est pas lié seulement au déroulement de la guerre des classes qui, localement et internationalement, suit la conquête du pouvoir par le prolétariat. Il dépend également étroitement du niveau social atteint par les divers pays.

Dans les pays de capitalisme développé de l'Europe et de l'Amérique du Nord, dans lesquels le capitalisme a entièrement parcouru son cycle historique, le socialisme peut directement s'implanter sur la structure économique et sociale existante, dès qu'elle est passée sous le contrôle de la dictature prolétarienne. Les classes intermédiaires, qu'il n'est pas possible d'exproprier à coup de décrets, mais qui disparaîtront au fur et à mesure que seront éliminées les bases de la petite production, survivront nécessairement à la disparition de la grande bourgeoisie. Quant à celle-ci, il est possible de l'expulser dès la conquête du pouvoir, des leviers de commande de l'appareil productif industriel. Dès lors, la classe ouvrière, disposant d'un appareil industriel hautement concentré, est en mesure d'en utiliser toute la puissance pour concentrer les moyens de production éparpillés entre les mains des petits producteurs.

Dans les pays de capitalisme sous-développé, comme ceux de l'Amérique latine, dans lesquels il n'existe pratiquement pas d'industrie et où l'agriculture est basée sur d'antiques pratiques manuelles, l'élimination de la petite production constituera un problème plus difficile pour l'Etat ouvrier. En fait, la grande propriété capitaliste, telle qu'elle est pratiquée par les entreprises monopolisatrices énormes (dont le type est l'United Fruit Company) ou par les propriétaires fonciers détenant des domaines immenses (comme les « estancieros » argentins), si elle diminue la sphère d'application de la petite production moléculaire, ne comporte pas pour cela un degré très important de mécanisation de l'appareil technique. En conséquence, toute lutte visant à exproprier les grandes propriétés foncières porte en elle le germe du partage

des grands domaines, qui est actuellement la solution réactionnaire des « progressistes » locaux, et contre laquelle l'Etat ouvrier ne pourra lutter que dans la mesure où il pourra résoudre les graves problèmes posés par l'absence d'une industrie.

Une autre question se pose, celle de savoir s'il conviendra de créer localement des noyaux industriels ou bien de laisser subsister l'actuelle géographie économique intercontinentale, en supprimant naturellement le rapport mercantile qui, sous le capitalisme, réduit les pays de l'Amérique Latine à une réserve de chasse pour les monopoles industriels yankee. Quoi qu'il en soit, la transformation économique dans un sens socialiste impliquera de plus grands efforts et une lutte plus dure dans les pays sous-développés que dans ceux qui sont complètement évolués dans le sens capitaliste.

Dans les pays de l'aire pré-capitaliste, comme les colonies afro-asiatiques, les problèmes sont encore plus complexes. Ici, non seulement l'industrie moderne est absente — en négligeant quelques complexes qui, dans tous les cas, sont en rapport avec l'industrie de transformation des matières premières —, mais, de plus, les prémisses historiques de l'industrialisation font défaut. C'est aujourd'hui seulement que surgissent dans ces pays — et dans certains seulement — des mouvements innovateurs qui tendent à débarrasser les grandes masses humaines de structures rurales archaïques (le village indien, l'association tribale africaine, etc.) avec lesquelles tout progrès est impensable. Il faut pourtant affirmer énergiquement que le communisme marxiste se garde bien de se laisser influencer par la rhétorique sur le « progrès de la civilisation » : il découvre dans le mode de vie des soi-disant « primitifs » des traces profondes du premier communisme qui, certainement, opposerait aux transformations économiques du communisme moderne une résistance bien moindre que celle de certains monstrueux préjugés fomentés par l'idéologie actuellement dominante. Mais cet avantage ne pourra certes contrebalancer la difficulté fondamentale des pays pré-capitalistes, à savoir l'absence ou le faible poids social du prolétariat.

En laissant de côté la lutte pour la conquête du pouvoir et en supposant même que les résistances de la contre-révolution bourgeoise aient été vaincues à l'échelle internationale, il n'en reste pas moins que les transformations économiques post-révolutionnaires connaîtront des difficultés considérables. En conséquence, les périls de restauration contre-révolutionnaire seront bien plus grands dans les pays arriérés que dans les pays dont le capitalisme est parvenu à la phase ultime de son cycle historique.

LE ROLE DU PARTI DANS LA RÉVOLUTION RUSSE

Troisième partie

BILAN DU BOLCHEVISME

La sélection du parti prolétarien révolutionnaire.

Nos précédents articles retraçaient les principaux épisodes de la phase préliminaire à la révolution d'octobre 1917 : la formation du noyau marxiste dans le pays des tsars, la naissance et le développement de la fraction bolchevique au sein de la social-démocratie russe. La troisième et dernière partie, que nous découperons pour des raisons de place en deux chapitres, doit être consacrée à la période décisive de la révolution russe, celle qui vit le triomphe armé du prolétariat et la création de la Troisième Internationale, mais aussi sa dégénérescence ainsi que celle de l'Etat ouvrier issu de l'insurrection victorieuse d'octobre.

Avant de l'aborder, il nous faut achever l'examen des grandes étapes de la formation du parti bolchevik dont nous avons exposé dans nos chapitres antérieurs les aspects les plus importants. Nous savons que le marxisme russe dut combattre deux puissantes déviations du mouvement socialiste : le *populisme* qui prétendait arriver à la société sans classe en « escamotant » la phase de mercantilisation et d'industrialisation de l'économie, en s'appuyant sur la paysannerie « communautaire » et non sur le prolétariat ; le *révisionnisme social-démocrate*, imité de l'Occident, et qui, sous couvert de ne pas mêler le prolétariat à une révolution bourgeoise, éliminait en fait le seul facteur social capable de renverser le tsarisme et d'avancer d'une étape historique indispensable à l'épanouissement de la lutte moderne des classes en Russie.

Pour achever de relater ce laborieux processus de sélection politique qui donna naissance au vrai parti de la révolution il faut encore dire quelques mots d'autres dissensions internes de la social-démocratie russe qui, tout en mettant en cause des déviations de même nature idéologique que celles que nous avons déjà vues, expriment plus directement les vicissitudes de la lutte prolétarienne sous le tsarisme, durant toute la période où la coalition des deux classes dominantes russes, propriété féodale et bourgeoisie capitaliste, se dissimulait habilement sous des querelles de programme et de théories.

Ces deux déviations furent le *marxisme légal* et l'*économisme*. Sous couvert de désavouer le terrorisme individuel et stérile des héritiers politiques du populisme, les « marxistes légaux » niaient le principe même de la violence révolutionnaire, n'acceptaient qu'une action légale et une propagande subordonnée aux exigences draconiennes de la censure tsariste. C'était ne divulguer du marxisme que ce que la coalition dominante voulait bien en tolérer, c'est-à-dire, en définitive, dans un pays où le grand capital et l'autocratie avaient partie liée, ce qui, dans la doctrine de Marx, peut paraître acceptable pour la

bourgeoisie : la reconnaissance du rôle historiquement progressif du capitalisme, sa supériorité à l'égard de la féodalité. Mais c'était oublier un fait essentiel : si le prolétariat a un intérêt certain à l'avènement de formes démocratiques dans un *pays féodal*, ces formes démocratiques ne peuvent représenter le but de sa lutte, mais simplement une étape à laquelle il ne participe que parce qu'elle aura pour effet de mettre face à face les vrais protagonistes de la lutte pour le socialisme. Revendiquer le capitalisme *sans révolution*, accepter la modernisation économique des formes de production *au sein du féodalisme* et sous la férule de l'autocratie c'était en fait ne revendiquer du capitalisme que son contenu contre-révolutionnaire : la substitution des privilèges du grand capital à ceux de l'aristocratie foncière. Ceux qui, de nos jours, sont partisans de la modernisation des rapports sociaux dans les pays arriérés, mais dans le cadre de la domination impérialiste, n'agissent d'ailleurs pas autrement.

Les tenants de l'économisme partageaient la même erreur. Prétendant que la lutte politique en Russie n'intéressait que la bourgeoisie, puisqu'elle avait pour premier objectif la république démocratique, ils engageaient le prolétariat à se borner à des conquêtes *économiques* et le dissuadaient de poser le problème du pouvoir. C'était ignorer que l'appareil d'Etat de la monarchie était le soutien direct de l'exploitation capitaliste et de sa tyrannie sans frein : les travailleurs ne pouvaient donc poser la moindre revendication sans en trouver les sbires sur leur chemin. Mais c'était surtout *disjoindre* l'économie de la politique, la revendication immédiate de la revendication historique, renoncer à l'indispensable instrument de la lutte prolétarienne : le parti.

Lorsque la conjoncture de la crise impérialiste transporta ces luttes internes, du champ restreint du conflit entre les tendances à l'action politique de grande envergure, les « légalitaires » et les « apolitiques » se retrouvèrent d'ailleurs dans le camp de la contre-révolution. L'important, pour l'organisation prolétarienne, c'est qu'ils aient été expurgés de ses rangs, avant le déclenchement des hostilités de la guerre sociale. Il ne s'agissait pas d'une lutte entre personnes physiques mais de la lutte continue que le courant radical doit mener jusqu'au triomphe de la révolution et dans les rangs même des organisations ouvrières de masse. L'adversaire y est toujours l'opportunisme, que celui-ci prenne l'aspect insidieux d'une proposition de collaboration « d'égal à égal » avec la bourgeoisie (comme le proposaient les réformistes d'occident), qu'il se démasque comme une plate soumission à l'autorité de l'Etat, comme le « marxisme légal », ou encore qu'il se réfugie dans la neutralité sociale de « l'économie pure ».

Mais la plupart des historiens du bolchevisme semblent s'être donné pour tâche de dissimuler l'importance politique de ces conflits internes en les considérant comme d'obscures querelles académiques. Que ces luttes aient pourtant sauvé la salubrité et la pureté politiques du parti russe, on peut aisément s'en convaincre en considérant qu'ils furent le plus souvent déclenchés sur des questions d'organisation, de rapports internes de politique et de discipline *dans le parti*. Le combat contre le marxisme légal et contre l'économisme tranchait dans la chair vive du parti ; il mettait en cause des chefs et militants formés à l'école de l'orthodoxie marxiste et dont certains détenaient la direction de la revue politique fondée, tout au début, par Lénine et Plékhanov :

Ishkra, qui fut vraiment « l'étincelle » du marxisme révolutionnaire dans le chaos idéologique du socialisme « spécifiquement russe ». D'autant plus dramatiques en étaient les conséquences : il fallait amputer une organisation encore faible d'énergies humaines très précieuses. C'est un fait que Lénine s'y attacha sans faiblesse, et cela doit être rappelé au moment où l'opportunisme (même celui des « redresseurs » de parti) s'abrite toujours derrière des considérations de force numérique qu'il faudrait réaliser à tout prix.

La même observation s'impose d'ailleurs au sujet de la rupture avec les menchevicks qui constituaient, non pas quelques individualités comme celles des défenseurs du marxisme légal et de l'économisme, mais toute une aile forte et puissante dans le parti. Nous y revenons parce que, vis-à-vis d'eux, la divergence se manifesta aussi sur le terrain des rapports de discipline interne de l'organisation. Pour la fraction menchevique l'épreuve politique s'accomplit au moment de la révolution de 1905, comme nous l'avons déjà exposé. C'était alors une question de *tactique* à suivre dans la révolution russe. Bien plus tard elle devait s'achever sur le plan des *principes politiques* fondamentaux du marxisme face aux questions essentielles de *l'Etat* et de la *Révolution* que Lénine, brillamment, exhuma dans toute leur pureté révolutionnaire, de l'œuvre de Marx et d'Engels. Mais tout au long de la controverse entre les deux courants de la social-démocratie russe, les frictions se succédèrent sur la question des normes pratiques d'organisation. La polémique sur ce terrain prit un tour d'autant plus acéré que la critique contemporaine et ultérieure ne sut jamais en déceler la véritable portée et s'acharna, jusque sous la plume de très grands noms politiques, à réduire le débat à des questions de personne, en concluant à « l'esprit dictatorial » de Lénine.

La vérité c'est qu'à cette époque, non seulement la social-démocratie russe mais toute la Seconde Internationale, était déjà travaillée par l'opportunisme qui devait ouvertement s'affirmer plus tard. Cependant tous les partis de l'organisation continuaient formellement à se déclarer d'accord sur le principe de la lutte de classe et de la révolution comme seule forme d'instauration du socialisme, tandis que le révisionnisme, officiellement condamné, ne progressait que d'une façon souterraine, à l'insu même de ceux qui devaient en être ensuite les victimes. Il s'agissait donc, pour Lénine, qui jugeait au comportement menchevik, jusqu'où pouvait conduire l'éclectisme idéologique importé de l'Ouest, de trouver des moyens *pratiques* de sauvegarder l'intégrité prolétarienne des cadres de l'organisation. De là son acharnement contre les revendications d'*autonomie* des intellectuels socialistes en matière de *science* et de *culture*. Il SAVAIT qu'il n'existe pas de mode de pensée qui ne soit conditionné par la lutte sociale, et que ceux qui réclament, dans le camp du prolétariat, le droit de spéculer à leur aise avec les « idées » ne le font que pour éviter, le plus souvent sans s'en rendre compte, d'affronter en toute clarté la question de la violence sociale. Le plus souvent, lorsque celle-ci se déchaîne sans les prévenir, elle les trouve désarmés, prompts à passer dans le camp réactionnaire. Contre R. Luxembourg, qui n'avait que le tort de prêter à toute la social-démocratie sa propre générosité et sa propre chaleur révolutionnaire, Lénine s'est expliqué sur ces points à propos des conditions spéciales de l'activité politique en Russie. Mais sa position de principe est universellement valable et elle rejoignait, déjà à cette époque, les préoccupations des fractions de

gauche de la social-démocratie qui se rendaient bien compte du risque qu'il y avait à laisser les représentants socialistes au parlement « autonomes »... c'est-à-dire livrés à l'influence corruptrice du temple de la bourgeoisie.

La critique par Lénine de la *liberté de la science et de la culture* est riche de plus d'un enseignement. Nous n'en retiendrons qu'un seul, qui est redevenu d'actualité à la suite des attaques récentes contre le « dogmatisme » — auquel on assimile aujourd'hui la rigueur de programme et de doctrine la plus élémentaire — rendu responsable de tous les méfaits politiques du stalinisme. Les tout-derniers adversaires du mouvement de Moscou, qui n'ont, dans la plupart des cas même pas la force de rompre avec une école politique qui a fait le plus scandaleux des marchandages de principes, lui reprochent précisément de n'être pas assez *éclectique*, de ne pas les laisser libres de penser ce qu'ils veulent et de ne pas leur permettre de s'acoquiner, politiquement, avec qui leur plaît. Or c'est par cette *tolérance* à l'égard de conceptions non-marxistes et anti-prolétariennes que commença la décadence des partis de la Troisième Internationale. En quoi consiste en effet la « liberté de penser » pour celui dont le métier est de tourmenter sa matière grise ? À revendiquer la libre disposition de la seule marchandise qu'il puisse produire, tout comme le bourgeois capitaliste dispose des propres produits de son activité. Peu importe qu'il la mette sur le marché pour de l'argent, ou des avantages matériels, ou seulement de la considération et des honneurs ; peu importe ce qu'il en retire : la chose grave, c'est la domination du producteur par le produit dès que celui-ci devient une marchandise, quel que soit le type d'activité dont il provient. Si bien que celui qui accepte « d'échanger des idées » (et le propre de la « liberté de culture » est précisément de permettre cet échange) accepte du même coup d'introduire dans son mode de pensée des considérations, et des préjugés qui altèrent sa vision politique de classe. On ne saurait concevoir que le socialisme, qui implique le monopole de la classe révolutionnaire sur tous les moyens de production, fasse exception pour cette machine à produire qu'est le cerveau de l'intellectuel. Pour l'organisation prolétarienne, qui a payé son autonomie idéologique au prix de tant d'efforts et de sacrifices, c'est un véritable désastre que de subir, par le commerce — tout spirituel — de ses intellectuels, l'introduction frauduleuse des produits frelatés de la culture bourgeoise. Et c'est pourquoi, exiger de tous les membres du parti la même fidélité et la même rigueur doctrinales n'est nullement un acte d'arbitraire de l'organisation, un crime de lèse-dignité humaine, mais sa principale garantie d'intégrité idéologique.

L'évocation de cette polémique contre l'éclectisme idéologique nous permet maintenant de conclure ce rappel des principaux aspects de la préparation révolutionnaire du parti bolchevick. Elle condense en effet autour d'une seule question, celles des conditions pratiques d'adhésion au parti et de sa discipline, toute l'expérience des combats antérieurs menés pour faire de ce dernier l'outil solidement trempé de la prise du pouvoir et du socialisme. Toutes les expériences passées, toutes les compromissions écartées au prix d'un déchirement de l'organisation n'auraient été qu'inutiles épreuves si les éléments plus directement au contact du monde bourgeois et de ses suggestions corruptrices, avaient la *liberté* de traduire en influences internes et même en termes

d'action leur propre versatilité politique, fruit des oscillations de leur comportement social.

« A la fin des fins, disait Plékhanov devenu opportuniste, tout tournera autour d'un seul homme qui, *ex providentia*, réunira en lui tous les pouvoirs. » Appliquée à l'autorité de Lénine cette formule fut la source des spéculations les moins fondées sur la nature du parti bolchevick. A l'époque où celui-ci était encore le parti révolutionnaire de classe, ce ne fut jamais la dictature d'un seul homme qui conduisit l'organisation. Quelle que fut la grande autorité morale de Lénine, la seule dictature qui présida aux destinées du parti fut la *dictature des principes*, sans laquelle il n'est absolument pas possible, ne disons même pas d'intervenir efficacement dans la lutte, mais d'en avoir seulement une vision exacte. Les derniers transfuges du mouvement de Moscou, dans leur haine sacrée du « dogmatisme », s'empressent de confondre la dictature des principes avec la dictature policière à la Staline, basée sur l'empirisme et les inspirations contradictoires. Qu'ils se hâtent de profiter du répit que leur laisse l'accalmie sociale touchant à sa fin pour s'illusionner sur la « liberté de culture » qu'ils croient avoir conquise, avec le XX^e congrès, ignorant encore qu'ils n'ont échappé au « dogmatisme » que pour tomber dans l'éclectisme et la compromission. Une véritable réaction de classe contre la dégénérescence staliniste naîtra lorsque l'avant-garde ouvrière fera sien l'ensemble des méthodes d'organisation qui firent la force du parti bolchevick ; le programme d'octobre ne pouvant être débité en tranches au gré de chacun.

Le bolchevisme contre la guerre impérialiste.

La défaite de la révolution de 1905 avait ouvert une longue période de répression : c'est la réaction stolypienne, du nom du premier ministre du tsar. Mais à la veille de la guerre de 1914 la lutte ouvrière était sur le point de secouer à nouveau la torpeur sociale russe lorsque l'ouverture des hostilités interrompit les premières grèves. Pour peu de temps cependant, car la révolution que des générations entières avaient attendue en vain se présentait désormais comme une échéance inévitable que la guerre, avec ses misères et ses revers, ne pouvait que précipiter.

Lénine avait dit et répété que cette révolution serait *bourgeoise*, c'est-à-dire que son résultat dans le domaine de l'économie serait de développer le mode bourgeois de production, même si, pour y parvenir, elle devait éliminer politiquement, voire physiquement la bourgeoisie. Ce n'était qu'après la victoire révolutionnaire du prolétariat occidental qu'elle pourrait devenir socialiste. Car la vision de Lénine, quoi qu'on ait pu en dire depuis, n'avait pas changé entre les révolutions de 1905 et de 1917. Seules les conditions politiques résultant de la précipitation de la situation internationale étaient profondément modifiées. La révolution de 1905 avait éclaté dans le ciel serein d'une période de prospérité mondiale du capitalisme. Celle de 1917 se présentait alors que la guerre, depuis trois ans déjà, se déchainait au sein de la vieille société. Le lien de la révolution russe avec les objectifs propres au prolétariat européen n'en devenait que plus étroit. Selon Marx et Engels la chute du tsarisme « devait soulever l'occident ». Si elle survenait en plein conflit militaire international elle ne pouvait jouer ce rôle qu'en bouleversant radicalement le front de classes, en rompant l'union sacrée patriotique, en transformant la guerre

impérialiste en guerre civile révolutionnaire. Que fallait-il pour cela ? Tout d'abord que l'insurrection populaire, qui faisait chanceler en Russie l'édifice branlant du tsarisme, se termine par une victoire totale sur les classes possédantes. Ensuite que le prolétariat occidental se dresse tout entier contre la guerre et échappe à l'influence politique de ceux qui l'y avaient livré. Deux conditions donc étaient nécessaires que nous examinerons alternativement par l'examen de la situation intérieure russe et de la situation internationale.

Il n'est guère utile de s'étendre sur la fragilité de l'Etat autocratique, miné par mille contradictions, et auquel le déclenchement des hostilités devait porter un préjudice fatal. Il faut toutefois rappeler que sans secousse extérieure aucune insurrection n'aurait pu en venir à bout. Pour qu'il s'en produise une de grande envergure il avait déjà fallu la défaite militaire essuyée contre le Japon en 1905. Jusque-là aucun mouvement politique n'avait eu la force de mettre sérieusement en danger le despotisme moscovite. D'une première phase de convulsion historique, celle de la grande vague européenne des révolutions bourgeoises et des mouvements d'unification nationale, le bastion de la réaction cosaque était sorti indemne. L'échec du faible courant libéral russe laissait intacte cette menace permanente de répression qui guettait non seulement les insurrections ouvrières dans les pays capitalistes mais encore toutes les tentatives démocratiques en vue de secouer le joug des monarchies autochtones ou étrangères. La seconde phase de convulsion ne pouvait survenir que d'une explosion violente des contradictions capitalistes devenue depuis système mondial. Cette seconde crise, Lénine l'avait depuis longtemps prévue et il en avait méticuleusement décrit les causes et les symptômes : c'est l'analyse, demeurée classique, de l'impérialisme.

« L'impérialisme, écrivait-il, est le capitalisme arrivé à un stade de développement où s'est affirmée la domination des monopoles et du capital financier ; où l'exportation des capitaux a acquis une importance de premier plan ; où le partage du monde a commencé entre les trusts internationaux et où s'est achevé le partage de tout le territoire du globe entre les plus grands capitalistes. » La conséquence la plus visible de ce phénomène c'est l'éclatement de guerres qui remettent en cause ce partage, c'est la précipitation de toute l'humanité dans une folle course jalonnée de carnages et de destruction. Mais c'est aussi l'intensification des contrastes sociaux, la rébellion des populations assujetties, la possibilité d'unifier la révolte de toutes les classes exploitées en une seule lutte pour la révolution socialiste. C'est enfin l'éclatante vérification de la prédiction de Marx sur la « catastrophe finale » qui attend le mode capitaliste de production. Le coup de tonnerre d'août 1914, en mettant un terme à une période de quarante années de relative paix sociale et internationale, réduisait à néant toutes les illusions sur la possibilité d'un avènement pacifique du socialisme et désavouait ceux qui, pour continuer à défendre ces illusions, n'avaient pas reculé devant une alliance avec les adversaires jurés du prolétariat.

Mais cette confirmation du marxisme révolutionnaire, la classe ouvrière la payait cependant de la ruine de son organisation internationale. Et, pour n'avoir pas compris le phénomène impérialiste, toute la social-démocratie passait avec armes et bagages dans le camp social des belligérants, dont le

drapeau de « droit et de civilisation » recouvrait en fait l'objectif sordide de conservation des privilèges sociaux. Ainsi désarmé le prolétariat occidental n'était évidemment pas en mesure de remplir la seconde condition du succès de la révolution socialiste en Russie : son propre soulèvement contre sa bourgeoisie. Effectivement, la lutte des communistes pour accélérer cette révolte fut rude, et quoiqu'elle ne restât pas sans effet politique, ne fut pas couronnée par une victoire. Mais Lénine savait découvrir, sous des conditions subjectives défavorables, les prémisses objectives d'une situation qui, au contraire, seraient propices à la future offensive internationale du prolétariat. Pour comprendre sa position dans la question de réorganisation du mouvement révolutionnaire international, il est donc nécessaire de rappeler que la déchéance de la social-démocratie comportait aussi un aspect positif : d'une part, il est vrai, elle désarmait la classe ouvrière devant le carnage impérialiste, mais de l'autre elle tranchait un problème décisif d'orientation politique. Elle démontrait en effet que la Seconde Internationale avait trahi le socialisme parce qu'elle s'était écartée de la ligne du « Manifeste Communiste » qui assigne au prolétariat la destruction de l'Etat bourgeois, la dictature des classes exploitées et non la pacifique transformation de la société. Tout doute sur ces points étaient balayés par la gravité même de l'erreur commise : la dispersion, sous le feu des canons, de l'idyllique tableau du capitalisme dit « libéral » prouvait que la paix et l'harmonie — toutes relatives — de la période qui venait de s'écouler n'étaient pas la règle historique de ce système, mais une exception et un accident dans la voie toute de feu et de sang de la domination bourgeoise. Par là était éliminée la fausse perspective d'un accès pacifique au socialisme et s'ouvrait à nouveau toute large la voie maîtresse de la révolution sociale : le retour à la ligne classique révolutionnaire n'était plus la conviction d'une *tendance* du mouvement ouvrier, c'était la seule issue historique possible à l'entreprise criminelle de misère et de destruction du capitalisme décadent.

Cet aspect positif de la faillite social-démocrate échappait pourtant à de nombreux éléments sains du socialisme occidental qui, tout en se dressant avec un courage exemplaire contre la politique chauvine d'union sacrée, ne discernaient pas la véritable alternative que posait la crise impérialiste. Là où il fallait, avec Lénine, clamer « guerre ou révolution », ils ne pensaient que « guerre ou paix », voulant ainsi, en revenant au statu quo de la période pré-belligérante, faire rétrograder le processus historique qui, de l'impérialisme ne peut aller qu'au socialisme et non revenir au libéralisme bourgeois.

A la lueur de ce fait, nous comprenons mieux, avec le recul, la lenteur de l'évolution politique des militants les plus sincèrement socialistes vers la position des bolchevicks. On connaît la faiblesse numérique et politique de ceux qui s'opposèrent alors à la guerre, particulièrement en France. Toutes les sections de la Seconde Internationale, après avoir dénoncé durant des années le massacre qui se préparait, et menacé la bourgeoisie de la grève générale si le conflit venait à éclater, se trouvèrent complètement désemparées à la nouvelle de la mobilisation générale, totalement désarmées par le revirement de leurs chefs qui, dans leur énorme majorité, découvrirent mille et une raisons d'appeler le prolétariat à l'union sacrée belliciste dans chacun des camps militaires en présence. Quelques mois après l'ouverture des hostilités, lorsque

s'évanouit l'espoir d'une guerre « fraîche et joyeuse », cette imposture ne pouvait pourtant manquer de susciter, la colère et le désespoir aidant, de vives réactions dans la base des partis et des syndicats. Bien rares cependant furent les militants qui comprirent le caractère inexorable de la perspective qui s'ouvrait. Il ne suffisait plus, en effet, de « faire pression » en faveur de la paix, ce qui était absolument inopérant avant que la destruction militaire ait accompli sa tâche « d'assainissement » de l'économie et que se soit déterminé un vainqueur indiscutable présidant au repartage du monde. Il fallait ou regrouper les forces en vue de prendre à la gorge le pouvoir bourgeois ou subir la guerre jusqu'à ses ultimes conséquences suivant l'exemple typique que devait offrir le second conflit mondial de 1939-45 à la fin duquel, en l'absence de toute réaction de classe du prolétariat, le capitalisme put assouvir intégralement sa soif de destruction, sacrifier encore des millions de vie, dévaster des pays entiers alors que *militairement* la victoire d'un des groupes de belligérants était déjà acquise.

Si les adversaires de la guerre, au cours des années 1915-16 ne comprenaient pas l'alternative de Lénine : « guerre ou révolution », c'était à cause d'une indéniable *immaturité politique* à laquelle il faudra plus tard imputer, sinon la cause déterminante de l'échec de la révolution européenne, du moins la banqueroute doctrinale et politique par laquelle cet échec s'est soldé.

Le contraste entre cette faiblesse et l'attitude radicale et décidée de Lénine nous fait mieux comprendre en quoi réside la force du vrai parti prolétarien. D'un côté, en effet, nous trouvons des notions superficielles, une vague tradition de lutte de classe, une idéologie confuse d'anarcho-syndicalisme ou de démocratie petit-bourgeois ; de l'autre le fruit d'un effort opiniâtrement poursuivi pendant de longues années et n'ayant laissé dans l'ombre aucun point d'économie, d'histoire ou de philosophie. Chez Lénine, la possession de la théorie et de la doctrine, alliée à une inébranlable conviction révolutionnaire, réalisa ce miracle : un noyau de quelques militants inconnus lançant au capitalisme une véritable déclaration de guerre sociale qui, quelques mois plus tard, suscitera, avec les événements de Russie la *grande peur* de la bourgeoisie mondiale.

Au milieu de l'inconsistance politique des divers « adversaires de la guerre » rescapés de la déchéance du mouvement politique et syndical, cette position révolutionnaire conséquente s'était cristallisée autour de Lénine et s'affirma à la Conférence Zimmerwald en 1915 à laquelle les socialistes suisses et italiens avaient convoqué tous les militants de la Seconde Internationale se déclarant pour la fin des hostilités. Elle y fut la seule tendance qui développa des vues révolutionnaires, refusant toute conciliation avec l'Internationale des renégats, décidant d'en créer une nouvelle, proposant aux prolétaires de tous les pays non pas un pacifisme d'impuissance ou de compromis, mais l'insurrection armée.

C'est en mesurant le chemin parcouru depuis cette obscure confrontation de quelques militants dans un petit village de montagne jusqu'à l'éclatante victoire d'Octobre qu'on mesure toute la force historique et sociale que représente la théorie révolutionnaire. Si on se replace dans ce climat dramatique de 1914, si on se représente cette avalanche de nouvelles terribles qui parvinrent à Lénine dans son réduit suisse, on devine quelle dut être la puissance de sa

conviction lorsque, en pleine débâcle du mouvement international, sans attendre, il se mit à poser les grandes lignes de sa reconstruction. Invasion de la Serbie, mobilisation générale, trahison de toutes les « têtes » de la social-démocratie et même défaillance de quelques sincères bolchevicks : autant de coups directs à la perspective révolutionnaire qui découragèrent les plus résolus mais n'eurent pas raison de sa foi. Il fallait reconstruire l'Internationale, tout dépendrait, du point d'appui que l'on pouvait trouver dans la chute du tsarisme, depuis longtemps jugé comme le plus fragile et le plus tenu « chaînon » de la coalition des forces de conservation sociale. Seul ou presque, Lénine traça ce plan international de reprise prolétarienne. Il dut s'employer à convaincre son entourage politique direct et renouer la discussion avec les rares éléments révolutionnaires survivant à la débâcle du mouvement international. Qu'au terme de cette besogne ingrate, entreprise en pleine désorientation des esprits et sans autre certitude du réveil ouvrier que celle que donne la foi dans le déterminisme de l'histoire c'est là une victoire, peut-être la plus directe mais non la moins glorieuse sur le défaitisme de classe. C'est le démenti le plus éloquent opposé par avance à nos frontistes d'aujourd'hui qui, parce que le mouvement plie et recule sous la pression de l'adversaire victorieux, ne songent qu'à chercher appui du côté des classes ennemies et de leurs agences politiques.

Les vrais chefs du prolétariat n'ont que faire du réconfort de la popularité et des ovations de la foule. A des milliers de kilomètres de Lénine, les masses russes sans le connaître ou presque, empruntaient déjà la voie qu'il traçait dans son cabinet de travail. A cette pointe avancée du prolétariat qui, en Russie, relevait la tête malgré la guerre, il ne manquait pas d'agitateurs pour galvaniser les énergies, il ne manquait qu'une chose, ce tout qui englobe et l'expérience acquise et la fidélité à la doctrine révolutionnaire : une *direction politique*.

Lénine et ses quelques fidèles rentrèrent en Russie en avril 1917 où se place le tournant décisif de la révolution russe. Les renégats de Moscou, qui ont célébré sans modération toute son œuvre écrite, lui ont marchandé, non sans raison, l'hommage qu'on doit à un de ses textes de volume extrêmement modeste mais qui est peut-être le meilleur résumé de son rôle génial dans la révolution : les *Thèses d'Avril*. On comprend la discrétion des stalinistes : ce texte affirme un principe fondamental qu'ils ont abandonné, celui de l'étroite solidarité entre la révolution russe et la révolution internationale. L'essentiel de ce document, que Lénine devait ensuite défendre devant le Comité Central du parti, est déjà contenu dans la péroraison qu'il fit, à peine descendu du wagon qui le ramenait en Russie, à la foule d'ouvriers et de soldats venus l'accueillir. Le texte formule un programme qui répond aux principales revendications des masses : nationalisations du sol, des banques, contrôle des Soviets sur la production, suppression de la police, armement des ouvriers, etc. Mais surtout il réclame *tout le pouvoir aux Soviets* et dénonce la participation à la guerre impérialiste. Ce dernier point est une véritable bombe jetée sur l'appareil du parti car ce dernier, sans s'en douter peut-être, glisse insensiblement vers la collaboration à la guerre que Staline et sa « Pravda » ont déjà soutenue en mars 1917.

On peut se demander, surtout après la lecture des historiographes stali-

nistes qui bavardent à ce sujet autour de la nécessité d'un « nouveau programme », si la déclaration faite par Lénine à son arrivée en Russie ne constituait pas un tournant par rapport à ses positions précédentes. Il n'en est rien. Bien qu'improvisée, son allocution exprime une conviction décisive longuement mûrie. Elle replace la révolution russe dans son cadre international et montre tant ce qu'elle a à attendre du mouvement ouvrier européen que la contribution qu'elle doit apporter à sa réorganisation.

Parlant du conflit, Lénine le caractérisait, dès 1915, comme « une guerre entre esclavagistes pour le partage des esclaves et le renforcement de l'esclavage ». Une révolution radicale, même populaire — *bourgeoise* donc — est incompatible avec une politique de participation à une « guerre entre négriers qui se disputent leur bétail ». Pour réaliser une telle révolution il faut rompre avec ceux qui sont partisans de cette guerre. Pour la lier avec l'action internationale du prolétariat il faut donner à celui-ci le premier exemple de destruction de cette union sacrée qui constitue, dans la grande tourmente qui ensanglante l'Europe et le monde, la condition nécessaire à la conservation des intérêts établis. Voilà ce qu'il faut s'enfoncer dans la tête pour comprendre les problèmes passés et à venir de la politique prolétarienne à l'égard de la guerre impérialiste. C'est là l'essentiel de ce qu'il faut savoir pour élucider l'attitude du gouvernement dégénéré de Moscou lors du second conflit mondial et particulièrement au moment décisif de son dénouement, lorsque les apôtres du faux communisme réussirent à persuader la classe ouvrière de la possibilité de faire surgir la révolution socialiste de leur *participation* à la guerre impérialiste : quand on a siégé aux côtés des cinq ou six « Grands », il est bien sûr qu'on ne peut plus aider une révolution, quelle qu'elle soit, prolétarienne ou bourgeoise-démocratique comme celles qui se déroulent actuellement dans l'aire afro-asiatique.

Les « Thèses d'Avril » remettaient donc le mouvement russe sur sa véritable voie, celle d'une révolution qui ne pouvait remplir ses tâches démocratiques que sous la direction du prolétariat et à laquelle seul l'appui des exploités du monde entier pouvait permettre d'affronter les tâches du socialisme, ce qui exigeait qu'ils s'insurgent contre l'appareil d'Etat qui les opprimait, des démocraties les plus républicaines d'Occident aux régimes féodaux les plus barbares et les plus rétrogrades d'Asie.

De cette période décisive pour l'avenir de la révolution russe, un autre aspect mérite d'être souligné. Pour défendre ses fameuses « Thèses » devant les assises supérieures du parti, Lénine se retrouva *tout seul*, délaissé même par les camarades d'exil qui avaient pourtant suivi la maturation de ces thèses durant les mois d'isolement et d'impuissance. Ces camarades qui étaient, *en principe*, d'accord avec Lénine, s'effrayaient des difficultés *pratiques* à surmonter pour faire accepter une plateforme qui contrastait si profondément avec les illusions fermement ancrées, pouvait-on croire, dans l'opinion générale. On sait quel acharnement mit le chef du parti à les propager et à les faire triompher : il sentait sa position bien plus proche des militants de la base, même s'ils partageaient encore de nombreux préjugés, que des hésitations des responsables du parti. Sans craindre de nous répéter nous n'hésiterons pas à dire, une fois de plus, que l'*essentiel*, en de pareils moments, le facteur décisif

qui retourne les situations, ce n'est pas la ridicule arithmétique des « opinions » mais l'armement théorique du parti. C'est l'analyse serrée des conditions réelles, la certitude qu'en d'aussi profonds bouleversements, les vieux et solides principes classiques forgés au feu des luttes antérieures doivent forcément se rencontrer avec l'impétueuse poussée sociale. S'il est facile de le constater aujourd'hui à propos de Lénine et de la révolution russe, cette évidence ne désarme pas pour autant les fétichistes de la force numérique et les superstitieux de la démocratie qui l'entretiennent. Ils pullulent, en effet, les gens qui se revendiquent du succès de l'Octobre russe, mais au lieu d'en rechercher les causes dans la cohérence de la position et dans la fidélité doctrinale, invoquent on ne sait quel hasard providentiel ou la machiavélique habileté d'un stratège politique.

Verdict russe pour le bolchevisme.

A ce tournant de la situation, après le redressement politique opéré par les *Thèses d'Avril*, la perspective de la révolution russe est intégralement posée. C'est donc sur la base de ce plan d'action du bolchevisme qu'il faut porter un jugement à son égard, décider si, après cette expérience, ses méthodes et ses principes politiques sont ou non acquis pour le communisme et le prolétariat.

C'est effectivement au cours des rapides mois de février à octobre 1917 que va se vérifier, au profit des bolchevicks, le critère que nous avons posé au début de cette étude comme essentiellement distinctif de l'organisation politique de classe : la faculté d'identifier la nature historique et sociale de toute révolution moderne et de déterminer la place qu'elle doit prendre et le rôle qu'elle doit jouer dans la perspective socialiste internationale du prolétariat.

Qui fera la révolution en Russie, quand et comment ? Ce sont là les principales questions que la révolution russe posait au mouvement socialiste. On se rappelle que Plekhanov d'abord, Lénine ensuite, y répondirent en affirmant que seul le prolétariat pouvait diriger cette révolution et y entraîner la paysannerie, qu'il le ferait en liaison étroite avec la lutte du prolétariat européen, qu'il y appliquerait l'intégrale orthodoxie de Marx et d'Engels dans les questions du pouvoir, de la dictature révolutionnaire et du rôle de l'Etat.

Les événements de l'année 1917 se conforment à ces prévisions dont la lutte entre les partis nous donne un tableau fidèle et suggestif. Toutes les forces politiques de la Russie, à l'exclusion du seul parti de Lénine, furent éliminées de la scène politique au fur et à mesure que leur impuissance à résoudre les problèmes de la révolution devint patente et lorsqu'aucune supercherie de propagande ne leur permit plus de dissimuler leur véritable nature sociale, non pas révolutionnaire et prolétarienne, mais réactionnaire et petite-bourgeoise.

La révolution ne survient que lorsque toutes les autres solutions sont épuisées. Cette concise et rigoureuse formule de Trotsky, le parti révolutionnaire doit savoir l'appliquer en dressant l'inventaire des étapes transitoires que la révolution doit traverser et en préparant le réquisitoire de l'histoire contre

les forces politiques pseudo-révolutionnaires qui doivent s'y briser. En février 1917 le gouvernement provisoire n'avait rien fait d'autre que *prendre la relève* de l'autocratie tsariste renversée par l'agitation de la rue comme par une simple chiquenaude. Les partis qui s'y partageaient les responsabilités avaient tous les mains liées par leurs alliances politiques intérieures et internationales, contraints par leur dépendance à l'égard du capitalisme européen comme par leur fidélité aux classes possédantes russes de poursuivre, par une adhésion inconditionnée à la guerre impérialiste, la chimère classique de l'expansionnisme pan-slave que la perspective du proche écroulement de la puissance turque avivait. Il se confirmait ainsi, par cette castration de la révolution antisariste au profit du capitalisme russe et européen, que rien de décisif, selon la vieille formule de Marx, ne pouvait être fait en Russie indépendamment d'une étroite liaison de la lutte des masses slaves avec le prolétariat occidental. Pour remplir ses tâches propres comme pour permettre le réveil de classe du prolétariat international enchaîné sur les champs de bataille de la guerre impérialiste, l'insurrection des masses de Moscou et de Pétrograd devait s'affranchir à la fois de cet impôt de sang consenti au capital franco-anglo-saxon et des partis politiques qui le lui imposaient. Rompre avec cette complicité odieuse, en détacher principalement toute l'énergie des masses rurales, c'était donc en premier lieu, comme le vit clairement Lénine, arracher aux opportunistes et petits-bourgeois une clientèle politique qui leur était encore fidèle mais qu'ils étaient en train de trahir.

Alors que la trame des rapports politiques, dans les périodes de paix sociale, apparaît complexe sinon inextricable, le propre d'une situation révolutionnaire c'est de partager nettement la société en deux grands camps politiques ; d'un côté ceux qui sont « pour », de l'autre ceux qui sont « contre ». Dans la phase impérialiste du capitalisme particulièrement, la révolution bouleverse tout le contenu politique des propagandes et des programmes propres aux partis qui servent de piliers à la société bourgeoise. Elle révèle ce que cachent les étiquettes politiques, elle creuse un fossé infranchissable entre les promesses et les actes, elle arrache le voile qui recouvre la sordidité des collaborations électorales et des combinaisons parlementaires, elle supprime enfin toute velléité de solution intermédiaire entre dictature du capital et dictature du prolétariat. La société russe de 1917 n'échappait pas à ce schéma du monde capitaliste moderne. Toutes les tendances opportunistes et petites-bourgeoises du « socialisme » russe que le bolchevisme avait combattus pendant trois décades se démasquèrent de février à octobre 1917, non pas comme étant au service des classes moyennes, mais comme instruments exclusifs du *grand capital*. Les populistes, champions de la paysannerie traditionnelle, prirent la tête d'une coalition politique dont la direction effective appartenait à un homme de main de la monarchie et de l'aristocratie foncière. Les menchevicks, partisans d'une *opposition* loyale à la bourgeoisie devinrent zélés propagateurs de l'adhésion à la politique de guerre de l'impérialisme. Inévitablement, au cours des rapides mois de février à octobre 1917, la révolution devait les chasser du pouvoir pour sélectionner sa propre perspective en même temps que le seul parti capable de la réaliser.

Ce processus apporte le démenti le plus formel à l'argument des oppor-

tunistes, selon lesquels le prolétariat étant minoritaire dans la société, il ne peut vaincre qu'en faisant aux autres classes d'importantes concessions de principe sur son propre programme. La conquête de l'appui massif de la paysannerie par les bolchevicks prouve exactement le contraire. Trois mois après la chute du tsar, les élections au premier congrès des Soviets respectaient fidèlement la configuration sociale russe, chaque parti bénéficiant de la confiance de la classe dont il était le représentant. Par ses paysans, disait Lénine, la Russie est le pays le plus petit-bourgeois d'Europe. Venaient donc en tête les deux partis qui se partageaient le contrôle des classes rurales et de la petite-bourgeoisie urbaine : les Socialistes-révolutionnaires, avec 258 députés, les menchevicks avec 248 représentants. Les bolchevicks qui bénéficiaient de l'appui du prolétariat, et notamment de la confiance des ouvriers d'immenses usines comptant des dizaines de milliers de salariés, mais qui étaient également soutenus par les soldats de corps de troupes entiers, n'arrivaient pourtant qu'à 105 sièges. Ces résultats donnaient la majorité aux opportunistes et conciliateurs dans tous les organes légaux. Alors que s'affirmait l'existence de *deux pouvoirs* officiels absolument opposés dans leur substance sociale comme dans leur nature historique — le gouvernement provisoire et les Soviets — la direction effective de l'État appartenait au premier nommé, sous l'étiquette duquel manœuvrait en réalité la contre-révolution monarchique. Les Soviets, forme adéquate du pouvoir révolutionnaire n'avaient qu'une autorité formelle du fait qu'en son sein dominaient, non le parti prolétarien, mais les conciliateurs de la social-démocratie et du populisme.

C'est pourquoi la formule d'agitation lancée par les bolchevicks « Tout le pouvoir aux Soviets » ne pouvait être efficace qu'à la condition d'arracher la direction de ces organismes aux complices de la bourgeoisie. Pour déplacer le rapport des forces en faveur des bolchevicks il fallait que l'exaspération de la masse paysanne devant le refus de satisfaire à sa revendication essentielle — le partage de la terre — fasse lentement mais sûrement son œuvre. Mais il fallait aussi que la politique du gouvernement provisoire subit une grave crise. Celle-ci survint à la suite de l'offensive militaire désastreuse des Russes sur le front de Galicie qui déclencha la colère populaire. Mais il était encore trop tôt ; la grande manifestation de rue, que les bolchevicks d'ailleurs jugeaient prématurée, n'aboutit qu'à une dure répression au cours de laquelle le parti de Lénine fut mis hors-la-loi et devint l'objet de calomnies inspirées du plus stupide chauvinisme. Plusieurs mois furent nécessaires pour remonter ce handicap, définitivement liquidé avec la tentative de restauration monarchique conduite par le général tsariste Kornilov. Bon gré mal gré, le nouveau régime politique ne dut alors son salut qu'à l'intervention massive des ouvriers. En contrepartie le gouvernement provisoire avait perdu tout ce qui lui restait de prestige et d'autorité ; aux yeux de toute la population, les bolchevicks s'étaient affirmés comme le seul parti capable de mener à terme la révolution. A la veille de l'insurrection d'Octobre qui devait leur donner le pouvoir, ils disposaient à peu près de la majorité dans les Soviets et les municipalités.

Mais ce qu'il importe ici ce n'est pas tellement de rapporter ces diverses péripéties que de souligner la force avec laquelle elles démontrent la validité des grands principes du marxisme. La plupart des révisionnistes d'aujourd'hui

voudraient au contraire déduire de « l'expérience russe » la justification du retour qu'ils proposent aux principes et conceptions qu'elle a précisément éliminés. Ils pensent que le socialisme est possible par la méthode parlementariste et les coalitions gouvernementales de type bourgeoise dont la forme « *Soviet* » est la négation politique et la condamnation historique. Ils croient que le mouvement prolétarien peut vaincre dans le cadre de la coexistence de *plusieurs* partis ouvriers alors que, dans le seul pays où une telle coalition était possible du fait que le prolétariat n'était pas la seule classe à lutter, les partenaires politiques du bolchevisme s'en éliminèrent d'eux-mêmes dès lors qu'il ne s'agissait plus de réaliser la révolution anti-féodale mais de passer à ses tâches *socialistes*. Anarchisme et réformisme sont les deux pôles de l'éventail des déviations opportunistes du mouvement prolétarien. A une extrémité la conception de la révolution *sans Etat révolutionnaire ni parti*, à l'autre celle qui admet l'Etat et le parti mais non la révolution ; parmi les nuances intermédiaires celles qui veulent le parti sans programme, et celles qui posent la théorie sans le parti. Contre toutes ces aberrations les événements que nous avons rapportés démontrent que ces quatre termes sont inséparables du succès révolutionnaire. Pas de pouvoir réel des masses sans dictature révolutionnaire des Soviets. Pas d'efficacité des Soviets sans la présence en leur sein du parti de classe. Sur la base de l'éclectisme politique, pas de véritable parti de classe, qui n'existe qu'autour d'un programme défini, en dehors duquel il n'y a que l'expression d'intérêts sociaux étrangers et hostiles à la révolution socialiste.

Les deux faces de la révolution russe.

Après avoir situé la révolution d'Octobre dans le mouvement prolétarien international et résumé son bilan russe, il nous faut nous expliquer sur un point particulièrement délicat : comment une révolution dont les tâches immédiates ont été aussi catégoriquement définies comme bourgeoises peut-elle se concilier avec une perspective générale socialiste ? La réponse à cette question doit nous conduire à déterminer ce qui, dans cette révolution était déjà socialiste et ce qui y était encore bourgeois. Il est bien évident que tout pouvoir révolutionnaire ayant triomphé de l'autocratie tsariste se heurtait d'abord à une tâche historique bourgeoise : destruction des rapports de servitude dans les campagnes, développement de l'industrialisation, création du marché intérieur. On a expliqué pourquoi la bourgeoisie russe était incapable de jouer un tel rôle et pourquoi le prolétariat dut l'assumer. Mais il est non moins clair que ce dernier, parvenu au pouvoir, ne se confinerait pas dans un pur et simple « *interim* » historique. En réduisant le retard économique russe, en instaurant des formes de production identiques à celles qui existaient en Occident depuis plus d'un siècle, il ne travaillait pas pour le capitalisme mais pour le socialisme. Etant donné l'impossibilité de procéder rapidement à la destruction des catégories fondamentales du capitalisme — marché, monnaie et division du travail — le pouvoir prolétarien concentra ses forces, en Russie, dans la lutte contre leurs expressions politiques et d'organisation productive, s'efforçant d'y appliquer les grandes mesures adoptées déjà par la Commune de Paris : rotation des tâches et limitation de toute rétribution des cadres, représentants et

délégués au montant du salaire de l'ouvrier qualifié. S'il n'y parvint pas ce n'est pas à cause d'un vice de principe ou du caractère chimérique que les sociaux démocrates prêtaient à ces conceptions, c'est tout simplement parce que les circonstances mêmes de la guerre civile et de l'échec de la révolution européenne les en empêchèrent.

Aurait-il donc été possible, dans de meilleures conditions, d'œuvrer pour le socialisme tout en gérant une économie capitaliste ? Ceci cessera d'apparaître comme un paradoxe si on comprend qu'une véritable révolution sociale ne « construit » pas une forme économique nouvelle mais *détruit* les rapports de production existants, c'est-à-dire la forme d'Etat qui en est l'expression et l'instrument de défense. Une fois la dictature prolétarienne instaurée, les tâches intermédiaires qui se présentent **DEPENDENT** du degré de développement économique-social du pays ; mais tant que cette dictature parvient à se maintenir, les transformations économiques qu'elle réalise, fussent-elles même, comme dans la Russie arriérée, de nature *capitaliste*, sont sur la voie du socialisme.

Ce qui est contre-révolutionnaire, en effet, ce n'est pas d'utiliser au profit du socialisme le développement et la généralisation des conquêtes techniques de la production moderne, c'est de penser que cette tâche est réalisable par un Etat lié aux classes possédantes, c'est de la croire possible dans le cadre de la « *coexistence pacifique* » d'intérêts sociaux antagoniques. Si nous disons que la révolution russe était bourgeoise « économiquement », c'est-à-dire au point de vue de l'*étape* effectivement atteinte dans la *succession historique des modes de production*, nous n'en soulignons pas moins que *politiquement* elle était prolétarienne. C'est sur ce dernier plan seulement, et non sur celui de l'économie où la transformation est d'évidence beaucoup plus lente, qu'il est possible de brûler les étapes historiques. Mais ce n'était possible, dans la Russie de 1917, que parce que le prolétariat, en une brève période, avait fait *deux révolutions* : une révolution qui avait vaincu le féodalisme, une révolution qui avait triomphé de la bourgeoisie. Cela n'infirme en rien le fait que l'économie n'arrivait encore et péniblement qu'au niveau de la première. En somme la révolution russe avait atteint l'objectif que s'était posée, sans succès, la révolution allemande de 1848. Chez cette dernière, il s'agissait aussi d'instaurer un pouvoir *socialiste* dans une « aire » historique où les formes de production, selon les régions, en étaient encore à liquider les résidus de la féodalité.

On vient plus vite à bout de certaines classes — comme, en Russie, des propriétaires fonciers et des capitalistes — que de la division en classes elle-même, parce que celle-ci est liée à des techniques économiques et à des structures sociales (qu'on pense surtout à l'agriculture) qu'on ne peut révolutionner aussi vite, surtout dans un pays arriéré, qu'on a abattu l'ancien Etat politique. Dans une économie retardataire comme celle de la Russie, la marche vers le socialisme n'était ni rapide ni rectiligne. Si on examine les rapports de production dans ce pays au lendemain de la révolution d'Octobre, on les découvre extrêmement complexes et hétérogènes : il existe des secteurs capitalistes et même pré-capitalistes (exploitation individuelle, économie naturelle) au côté du secteur socialiste d'Etat. Encore ce dernier n'est-il socialiste « qu'en puissance » car il respecte les catégories fondamentales de l'économie capitaliste :

salariat, système monétaire, division par entreprises de tout le secteur étatisé. SI ON L'APPELLE « SOCIALISTE » C'EST UNIQUEMENT PARCE QU'IL MET SA CAPACITE PRODUCTIVE AU SERVICE D'UN ETAT LUTTANT SUR LE PLAN INTERNATIONAL POUR LA REVOLUTION SOCIALISTE. Chose qui ne va pas sans une lutte intérieure pour *défendre le prolétariat* dans le partage du revenu social et *briser le vieux despotisme de fabrique*.

Ces notions sont primordiales pour un examen sérieux des causes réelles de la dégénérescence de l'Etat ouvrier russe. Tout d'abord parce que l'imposture stalinienne du « socialisme dans un seul pays » s'est appuyée précisément sur une interprétation abusive de cet épithète « socialiste » appliquée à l'industrie d'Etat soviétique : celle-ci n'était nullement socialiste « en soi » mais seulement en fonction de la politique internationale de l'Etat russe. Certains anti-stalinistes ont même poussé cette déformation jusqu'à l'absurdité, appelant « socialisme » toute appropriation des moyens de production *par n'importe quel Etat*. Ensuite parce qu'il existe d'autres critiques de la révolution russe qui, au moment de la tactique de repli adoptée par Lénine en 1921, et qui comportait des concessions importantes aux secteurs privés de la production, ont crié à la trahison, à l'abandon de l'économie socialiste, alors que celle-ci, au sens strict du mot n'a jamais existé en U.R.S.S.

Mettre les choses au point sur cette question de la nature véritable de l'économie russe après Octobre 17 ce n'est en rien diminuer les mérites des bolchevicks et ternir l'éclat de leur révolution. Cette précision, au contraire, ne souligne que davantage l'extraordinaire audace politique du gouvernement révolutionnaire qui aborda les tâches du programme économique dans un esprit authentiquement socialiste. Dans une ambiance mercantile capitaliste, au sein d'une société encore dominée par l'appât du gain, l'affairisme des spéculateurs, ils adoptèrent hardiment des méthodes d'organisation du travail qui sont de pure inspiration *communiste*. Ils anticipèrent sur la forme que revêtira le travail dans la société de demain, c'est-à-dire, émancipé des impératifs sordides de la jouissance et de l'accumulation, libéré du *despotisme de fabrique* et de la discipline imposée : les « samedis communistes » sont des prestations gratuites de travail consenties par tous les membres du parti dans les moments du plus complet dénuement et des restrictions alimentaires les plus draconiennes, pour remettre sur pied les transports et autres moyens indispensables à l'activité productive. Le contraste est formidable, tout à l'honneur du parti de Lénine, entre ces efforts collectifs désintéressés et l'inexorable pression d'un milieu économique arriéré et délabré. Tandis que, d'un côté on incitait par l'exemple au travail gratuit pour sauver la révolution, on devait de l'autre miser à fond sur le moteur tout à fait réactionnaire de l'intérêt immédiat et individuel du travailleur : offrir des bonifications aux rares ouvriers qualifiés, maintenir la hiérarchie des salaires en contradiction totale avec l'évolution vers le socialisme. En 1940, Malenkov, au moment où il gagnait ses galons de haut fonctionnaire politique dans un parti et un Etat depuis longtemps perdus pour la révolution, eut le front d'appeler « *égalitarisme putride des salaires* » la résistance des ouvriers russes aux méthodes stakhanovistes. La seule et vraie *putréfaction* de la révolution russe n'est pas sans rapport au contraire avec cette *inégalité* de la rétribution de la force de travail que les bolchevicks furent

contraints de respecter puisqu'en raison de la dislocation de la production industrielle, et de la présence dans le camp agraire d'une classe de producteurs indépendants qu'on ne pouvait collectiviser en un jour, la loi de la valeur et donc la psychologie de l'intérêt individuel continuait à s'imposer **DANS TOUTES LES SPHERES SOCIALES**, incrustant plus solidement qu'on ne l'aurait cru une des bases économiques et sociales de la dégénérescence capitaliste de l'Etat ouvrier.

Le drame de la révolution d'Octobre on peut donc le résumer ainsi : d'un côté le pouvoir prolétarien bandait toutes ses forces pour *dépasser* le cadre historique et économique de la révolution ; de l'autre il *devait* tolérer et même encourager l'implantation de conditions matérielles qui constituaient autant d'obstacles à ce dépassement et autant de menaces de recul et d'involution. Ces deux aspects correspondant d'ailleurs aux *deux faces* de la révolution russe, l'une politique-socialiste, l'autre économique-bourgeoise. Entre ces deux tendances antagoniques le conflit devait-il fatalement se terminer par la victoire du capitalisme, comme cela s'est effectivement produit ? Nul ne pouvait l'affirmer avant la défaite de la révolution européenne qui, seule, aurait pu trancher cette grave contradiction. C'est donc sur ce dernier plan que s'est joué le sort du socialisme russe et international ; c'est là qu'il convient de rechercher les « enseignements » de la révolution d'Octobre. Avant d'y arriver toutefois, ce que nous ferons dans notre prochain numéro, nous pouvons méthodiquement vérifier, en dépit des calomnies et falsifications diverses, que sur les deux tableaux de la situation russe, le parti bolchevik, aussi longtemps qu'il fut celui de Lénine et du prolétariat, ne s'est pas écarté de ses principes et de son objectif final.

Les conquêtes socialistes d'Octobre.

La réussite politique de la révolution russe peut se découper en trois chapitres, identiques par leur importance historique universelle comme par la vigueur de leur réalisation pratique sans bavures. Le premier concerne la dénonciation de la Seconde Internationale, coupable de capitulation générale devant la guerre impérialiste, et l'appel pour la formation d'une nouvelle organisation mondiale du prolétariat. Le second est la réhabilitation, dans la pratique comme dans la théorie, des positions fondamentales du marxisme touchant aux rapports du prolétariat avec les autres classes de la société, leurs idéologies et leurs partis. Le dernier enfin concerne le problème du pouvoir politique, la nature de l'Etat et son rôle dans la société de classe.

Le marxisme russe n'a pas seulement fait ses preuves parce qu'il a su prévoir les événements de 1917 et les utiliser pour la révolution des masses — ce que certains attribuent, non pas à la science de l'histoire, mais au hasard ou à l'improvisation — mais parce que cette intervention victorieuse du prolétariat était le couronnement de tout un effort théorique antérieur de portée universelle, consacré à l'analyse, à la critique politique, et à la lutte contre le révisionnisme doctrinal.

Dans ce vaste travail, la notion de la faillite de la Seconde Internationale

s'accompagne de la conviction qu'il ne s'agit pas là d'un accident historique mais de l'échéance prévisible d'un processus opportuniste qui ferma les yeux de la plupart des militants sur le phénomène impérialiste qui domine tout notre siècle. Peu importe que Lénine ait été tout d'abord surpris par l'importance *quantitative* de la débandade idéologique de la social-démocratie. Ce qui compte c'est qu'il avait, toute prête pour la reconstruction du mouvement, une ligne politique qui, non seulement, expliquait la défaite subie mais encore y discernait les conditions historiques de la reprise révolutionnaire : les bases de principe d'une nouvelle organisation mondiale du prolétariat, les formes concrètes de l'internationalisme prolétarien, la prise du pouvoir comme objectif immédiat et universel de la classe ouvrière.

L'étude des rapports du mouvement ouvrier avec les autres classes de la société, et particulièrement avec la paysannerie, qui tenait en Russie une si grande place, n'est pas moins nette et solide dans le mouvement bolchevik. Le fait que, parmi toutes les classes intéressées à la chute du tsarisme, le prolétariat fut la seule à impulser et à prendre la direction de la révolution prouve bien qu'il est la seule classe révolutionnaire moderne et que toutes les conceptions qui misent, dans un sens socialiste, sur d'autres facteurs sociaux, sont irrévocablement appelées à servir d'arguments idéologiques de la contre-révolution. Ainsi le pseudo-extrémisme des populistes, qui proposait un socialisme russe sans prémisses capitaliste et prolétarienne, conduisit ses partisans à se prostituer au service de la réaction monarchique et du capitalisme international. La paysannerie, en effet, peut bien fournir une *force* pour la révolution démocratique en pays arriéré, mais le *programme* révolutionnaire, c'est le prolétariat et lui seul qui le détient. Aussi les partis de la paysannerie, capables quelquefois d'héroïsme aussi longtemps que le féodalisme résiste, perdent-ils toute valeur politique subversive dès lors qu'il est abattu. Cette vocation des partis *intermédiaires* entre grand capital et prolétariat se vérifie dans le processus révolutionnaire d'Octobre 17 au cours duquel toutes les écoles politiques attachées aux divers objectifs de la révolution démocratique, sont vidées de toute substance et rejetées par le mouvement au fur et à mesure que ces objectifs sont atteints.

Connaître les divers intérêts sociaux qui provoquent un bouleversement historique c'est essentiellement, aux yeux du marxisme, connaître les moyens grâce auxquels celui-ci peut trouver une issue socialiste : la connaissance sociale n'ayant pas d'expression plus haute que *l'action* révolutionnaire. La question du *pouvoir* et de la *dictature*, toute une génération d'opportunistes l'avait faussée en l'identifiant à la règle du jeu démocratique et à la « conquête des voix ». Ce n'est pas un hasard si l'œuvre maîtresse de Lénine, « *L'Etat et la Révolution* » sortit au moment de la révolution d'Octobre. Lénine y expose minutieusement les falsifications apportées par les sociaux démocrates à l'œuvre d'Engels sur la nature et le rôle de l'Etat. L'Etat n'est pas une force éternelle au-dessus des classes, c'est *l'instrument* d'oppression d'une classe sur une autre. A ce titre il est tout autant nécessaire au prolétariat dans sa révolution qu'il le fut à la jeune bourgeoisie révolutionnaire. Mais, pour cette même raison, l'Etat du prolétariat ne saurait être le *même* Etat, ni un Etat « permanent » dont il suffirait aux classes exploitées de *s'emparer* pour l'utiliser à leur profit.

L'Etat bourgeois doit être *détruit*. La prise révolutionnaire du pouvoir c'est précisément la destruction de l'Etat existant par un nouvel Etat, l'Etat révolutionnaire qui, tout en étant un instrument de coercition — « une trique, rien de plus » — est cependant l'Etat de la majorité de la population, l'Etat de ceux qui, jusque-là furent spoliés et opprimés et qui, à la différence du précédent, doit *dépérir* de lui-même lorsqu'auront disparu les conditions qui motivent son existence : les contrastes sociaux d'intérêts, la division de la société en classe et la division du travail qui en est à la fois la lointaine origine et la dernière survivance.

Sur ces trois questions le bilan de la révolution russe fût à tel point positif qu'il lui rallia, dans tous les pays, non seulement les révolutionnaires de la Seconde Internationale mais même des non-marxistes, syndicalistes et anarchistes. Mais dans l'esprit des gens cette réussite apparaît aujourd'hui bien avilie par le sort qu'a subi l'Etat prolétarien russe et son parti : la Troisième Internationale a repris les voies qu'elle avait dénoncées chez son aînée, les partis de Moscou ont à leur tour sombré dans l'électoratisme, l'Etat russe est devenu un Etat de conservation capitaliste, sa politique est une politique de collaboration avec toutes les autres classes, son idéologie plus proche de celle de la démocratie bourgeoise et du populisme que de la doctrine de Marx. On peut donc se demander, avec quelque apparence de bon sens, si les trois grands points que nous avons cité à l'actif du mouvement d'Octobre, sont vraiment, comme nous l'affirmons, un acquis définitif pour le prolétariat.

Le problème, à première vue, apparaît diffus et complexe du fait qu'on doit tenir compte de la défaite qu'incontestablement le prolétariat a subi et qui pèse encore de toute sa force sur toute la société. Dans le camp ouvrier la grande masse suit encore les partis dégénérés ; les minorités d'avant-garde rejettent en bloc tout le passé (souvent sans le connaître) et recherchent un « nouveau » très frelaté. On peut toutefois simplifier les choses pour peu qu'on veuille se reporter aux conditions et objectifs du mouvement qu'on veut juger. La révolution d'Octobre, avons-nous dit, devait libérer la société russe des formes sociales autocratiques et ensuite « soulever l'Occident ». Il est bien évident que cette seconde tâche s'est soldée par un fiasco total. Nous en donnerons les raisons dans notre prochain numéro et expliquerons comment, à l'encontre des opinions les plus répandues, ce n'est pas la direction de Moscou, en dépit de ses erreurs d'appréciation et de ses fautes tactiques, qui a sabordé la révolution européenne mais la défaite de celle-ci qui a perdu la direction de Moscou en transformant en véritable opportunisme ce qui n'était auparavant que propension à la manœuvre et au compromis. L'involution interne et la contre-révolution stalinienne qui devaient conclure, dans le défaitisme et la trahison, tout le processus, relève par ailleurs d'un autre aspect de notre critique puisqu'elles se caractérisent d'abord par la négation totale des principes que nous avons ici soulignés comme constituant le grand apport programmatique de la révolution d'Octobre.

Mais il demeure les résultats proprement russes. Nous nions qu'en l'état *actuel* ils soient du socialisme ou une étape vers le socialisme. Devons-nous, en conséquence, imiter ceux qui célèbrent Octobre comme une victoire prolétarienne mais désavouent les méthodes d'organisation et les principes politiques

qui l'ont rendue possible et ce, sous prétexte que la suite des événements a déçu le grand espoir international du prolétariat ? Contre ce défaitisme nous avons un argument solide : une telle appréciation suppose une *falsification* complète des données de fait en prêtant au bolchevisme un objectif *d'immédiat socialisme* qu'il ne s'était pas donné pour tâche de réaliser, se bornant sur ce plan, à réorganiser le travail dans les usines et les bureaux, à tendre à l'équilibre entre campagne et ville par un contrôle rigoureux des échanges exercé par l'Etat prolétarien.

Toute la politique de Lénine, nous le prouverons dans notre prochain chapitre, visait à conserver le pouvoir, à le renforcer par toutes les mesures socialement réalisables et à *attendre* la révolution européenne pour « passer au socialisme ». Il suffit de cela pour rejeter cette catégorie de détracteurs qui revendiquent le marxisme tout en lui déniaient une valeur universelle, qui vénèrent l'Octobre russe tout en le rendant responsable des crimes de Staline.

La seconde catégorie d'adversaires qui, à propos de la révolution russe, dénigrent la véritable doctrine marxiste, c'est celle des partisans inconditionnés de la ligne staliniste du tournant de 1926 jusqu'à aujourd'hui. A leurs yeux il n'y a pas de problème, des « erreurs » et des « excès » tout au plus mais qui n'entament pas la nature socialiste de l'actuel système russe. Par contre cette apologie ne laisse plus rien subsister des principes de Lénine et de son œuvre de réhabilitation du marxisme révolutionnaire. Cette catégorie est la plus puissante mais ce sont les faits qui déjà la trahissent et révèlent, même au public inaverti, ce qu'elle est réellement, non pas une force révolutionnaire mais une coterie d'opportunistes au service de *tout* capital. Pratiquement enchaînée aux contradictions du monde bourgeois dont elle est devenue un des plus importants piliers, la voici contrainte de rejeter toute phraséologie révolutionnaire et de se débarrasser de tout ce qui, formellement, la rattache encore au passé prestigieux du bolchevisme, c'est-à-dire la revendication de la violence et de la dictature comme norme de la révolution socialiste.

Cette dernière prise de position, par sa netteté, éclaire notre problème. La révolution européenne a échoué c'est un fait ; la double-révolution russe s'est résorbée en une seule, c'est non moins clair : elle a instauré les formes modernes, capitalistes de production en Russie. Mais *même cela* elle n'aurait pas pu le faire si le prolétariat n'avait pas pris l'affaire en mains, si le mouvement n'avait pas été conduit par un vrai parti marxiste et sur la base d'une connaissance exacte de toutes les données que le marxisme a élucidées. Comme nous l'avons montré à propos de la polémique autour de l'ouvrage « Deux tactiques de la Social-Démocratie », les critères d'une révolution populaire-démocratique sont *a fortiori* valables pour une révolution prolétarienne : pas de transformation sociale et économique profonde sans insurrection armée des masses et dictature sur les classes dépossédées. Or cette règle générale de *toutes* les révolutions, les hommes du Kremlin la considèrent désormais comme *exceptionnelle*, spéciale à la Russie d'une certaine époque. Par là ils démontrent n'être plus des révolutionnaires mais des bourgeois. En effet c'est là qu'ils imitent le mieux leurs confrères occidentaux. Sans la découverte de cette règle, sans sa réhabilitation contre tous les timorés et hésitants du mouvement ouvrier russe et international, *il n'y aurait pas eu de révolution en Russie*. Ils ne

seraient pas là, eux et tous leurs parasites, privés ou d'Etat, à bénéficier des agréments et privilèges que leur octroyent les formes modernes de production que cette révolution russe, à défaut de faire triompher internationalement le socialisme, a tout de même victorieusement implantées dans le plus rétrograde des pays féodaux. Non seulement ils bafouent les positions fondamentales du prolétariat dans la double-révolution russe mais, en philistins conséquents, vont jusqu'à mépriser toute violence révolutionnaire pour toute transformation sociale, y compris celle qui n'aboutit qu'au capitalisme : de même les bourgeois d'Occident avaient rapidement renié les Cromwell et Robespierre qui leur avaient ouvert les voies de la domination.

Mais le prolétariat, qui pâtit toujours davantage de cette exploitation pourra-t-il se dresser contre elle sans revenir à ses armes traditionnelles, à la formation d'une nouvelle internationale qui balayera à nouveau tous les faux socialismes, y compris le russe ? Parviendra-t-il à extirper le capitalisme sans une dictature plus sévère que celle des bolchevicks ? Il est bien sûr que non. La force internationale de la bourgeoisie est bien plus grande qu'en Octobre 17, l'Impérialisme bien plus armé et monstrueux qu'au temps de Lénine, ses agents plus nombreux et plus vils que ceux de la vieille social-démocratie. Comment les armes théoriques, les principes et les méthodes d'organisation qui ont permis, une première fois, de faire trembler la vieille société, ne seraient-ils plus efficaces lorsque le grand mouvement, aujourd'hui assoupi, se réveillera ? Poser la question c'est y répondre car ces armes sont le produit historique direct et inséparable de ce mouvement, dont le réveil est lui-même contenu dans les lois de l'économie capitaliste.

(La fin dans le prochain numéro.)

APPENDICE AUX « ÉLÉMENTS DE L'ÉCONOMIE MARXISTE »

1 - SUR LA MÉTHODE DIALECTIQUE

La présente note est un rappel de concepts connus sur la méthode dialectique suivie par Marx dans ses expositions économiques et historiques (1). Elle veut être une introduction à des recherches plus amples que devrait affronter cette revue, sur un thème qu'il n'est guère heureux d'appeler *Philosophie marxiste, Partie philosophique du marxisme*. Un titre semblable serait en contradiction avec la claire énonciation d'Engels :

« Dès lors que chaque science spéciale est invitée à se rendre un compte exact de la place qu'elle occupe dans l'enchaînement général des choses et de la connaissance des choses, toute science particulière de l'enchaînement général devient superflue. De toute l'ancienne philosophie, il ne reste plus alors à l'état indépendant, que la doctrine de la pensée et de ses lois, la logique formelle et la dialectique. Tout le reste se résout dans la science positive de la nature et de l'histoire. » (Anti-Dühring, Ed. Soc., p. 56-57.)

L'école marxiste a affirmé d'une manière décisive que, puisque les phénomènes de la nature physique ont été traités par la recherche expérimentale et non plus au moyen de données de la révélation ou de la spéculation, en substituant les sciences à la « philosophie naturelle », de même, à leur tour, les faits du monde humain : économie, sociologie, histoire, doivent être traités par la méthode scientifique, en éliminant toute prémisse arbitraire de nature transcendantale ou spéculative.

Puisque la recherche scientifique et expérimentale n'aurait aucun sens si elle se limitait à *trouver* les résultats sans les transmettre et les *communiquer*, les problèmes de l'exposition ont la même importance que ceux de la recherche. La philosophie pouvait être un produit individuel, au moins dans sa forme ; la science est un fait et une activité collectifs.

La méthode de liaison et de présentation des données, par l'usage du langage comme par d'autres mécanismes symboliques plus modernes, constitue donc une discipline générale pour les marxistes également.

Cette méthode, toutefois, diverge substantiellement de celle des écoles philosophiques bourgeoises modernes qui, dans leur lutte critique contre la culture religieuse et *scolastique* parvinrent jusqu'à la découverte de la dialectique. Pour elles, et pour Hegel surtout, la dialectique vit, se trouve et se découvre dans l'*esprit* humain par des actes de pensée pure, et ses lois, avec

(1) « Éléments de l'Économie marxiste », illustration et commentaire du Livre I du *Capital*, ont été publiés dans les n° 2, 3, 4, 5 et 7 du *Programme Communiste*.

toute leur construction, *préexistent* à l'abord du monde extérieur, qu'il soit naturel ou historique.

Les matérialistes bourgeois affirmèrent bien que le monde naturel, matériel existe avant la pensée qui l'étudie et le découvre ; mais il leur manqua la force de se hisser à la même hauteur dans les sciences de la société humaine et de l'histoire, et de comprendre, dans le monde matériel lui-même, l'importance du changement perpétuel.

Comme nous y avons déjà fait allusion dans une note à la Première Section de l'« Economie marxiste » (1), l'étude que nous introduisons ici pourrait être intitulée : *Marxisme et théorie de la connaissance*.

Une semblable étude, d'une part, devrait développer les thèmes fondamentaux fournis par Engels dans l'*Anti-Dühring* et par Lénine dans *Matérialisme et Empirio-criticisme*, en liaison avec les résultats de la science postérieurs à l'époque de ces deux classiques ; d'autre part, s'opposer à la tendance dominante dans la « pensée » contemporaine qui, conduite pour des raisons de classe, à la bataille contre la dialectique déterministe dans les sciences sociales, prétend s'appuyer sur les récentes conquêtes de la Physique pour rejeter le déterminisme en général.

Il faut donc avant tout que les militants marxistes s'orientent sur la valeur de la dialectique. Celle-ci affirme que les mêmes lois et connections valent pour la présentation du processus naturel et du processus historique. Elle nie toute présupposition idéaliste, comme la prétention de trouver dans la tête de l'homme (ou de l'auteur de « systèmes ») des règles irrévocables, auxquelles la recherche serait soumise dans chaque domaine. Elle affirme, en ce qui concerne l'ordre causal, que les conditions physiques et matérielles de la vie de l'homme et de la société en déterminent et en modifient sans cesse la façon de sentir et de penser. Mais elle voit également dans l'action de groupes d'hommes situés dans des conditions matérielles analogues, des forces qui influent sur la situation sociale et parviennent à la transformer. Là est le véritable sens du déterminisme de Marx. Ce n'est ni un apôtre, ni un illuminé, mais un « Parti de classe » qui peut, dans des situations historiques données, « découvrir », non dans la tête de l'homme, mais dans la réalité sociale, les lois d'une formation historique future qui détruira la formation présente. Dans toutes ces énonciations fameuses : « la théorie qui s'empare des masses et devient une force matérielle » — « le prolétariat qui est l'héritier de la philosophie théorique allemande » — « changer le monde au lieu de l'expliquer comme l'ont fait les philosophes depuis des siècles », se retrouve intégralement le contenu *réaliste* et positif de la méthode ; et c'est donc avec cohérence que nous rejetons cette thèse : par des opérations purement mentales il est possible d'établir des lois auxquelles la nature aussi bien que l'histoire sont « obligées » de s'assujettir.

Donc, rien de mystérieux ou d'eschatologique dans le passage de la *nécessité* à la *volonté* révolutionnaire, de la froide analyse de ce qui est advenu et advient à l'appel pour le « combat violent ».

(1) *Programme Communiste*, n° 2, pp. 117-119.

Cette vieille équivoque soigneusement entretenue doit être éliminée à la lumière des textes eux-mêmes et en rappelant le cours historique des recherches et des études de Marx et Engels. Nous revendiquons la claire cohérence de leur construction, et celle-ci doit être défendue à la lumière des données les plus récentes, dans le domaine naturel comme dans le domaine social, qui aujourd'hui échappent plus que jamais à la pédanterie métaphysique et au romantisme idéaliste, et qui sont tous deux plus que jamais explosifs — et révolutionnaires.

Sur tout cela nous donnerons maintenant quelques notes, de caractère élémentaire. Elles se rattachent à l'avant-dernier paragraphe de l'avant-dernier chapitre du *Capital*, qui fut l'objet de très vives polémiques entre Engels et Dühring et où est cité la « négation de la négation » pour justifier le passage : artisanat — capitalisme — socialisme.

I. - DIALECTIQUE ET METAPHYSIQUE.

Dialectique signifie liaison, c'est-à-dire relation. Comme il y a des relations entre une chose et une autre chose, entre un événement et un autre événement, de même existe-t-il des relations entre les reflets (plus ou moins imparfaits) de ce monde réel dans notre pensée, et entre les formules que nous adoptons pour le décrire et pour emmagasiner et exploiter pratiquement la connaissance que nous en avons acquise. Donc notre manière d'exposer, de tirer des conclusions peut être guidée par certaines règles, correspondant à une heureuse interprétation de la réalité. De telles règles forment la logique en tant qu'elles déterminent les formes du raisonnement. Et, d'une manière plus générale, elles forment la dialectique, en tant qu'elles servent de méthode pour relier entre elles les vérités scientifiques acquises. Logique et dialectique nous permettent de progresser lorsque, partant de notre manière de formuler certains résultats de l'observation du monde réel, nous voulons parvenir à énoncer d'autres propriétés déduites de ces résultats. Si ces propriétés prouvent leur validité dans le domaine expérimental, cela signifiera que nos formules et notre manière de les transformer étaient suffisamment exactes.

La méthode dialectique s'oppose à la méthode métaphysique. Celle-ci — héritage tenace d'une manière viciée de formuler la pensée, dérivant des conceptions religieuses basées sur la révélation dogmatique — présente les concepts des choses comme immuables, absolus, éternels et réductibles à quelques principes premiers, étrangers les uns aux autres et ayant une sorte de vie autonome. Pour la méthode dialectique, non seulement toutes les choses sont en mouvement, mais dans leur mouvement elles s'influencent réciproquement si bien que leurs concepts, c'est dire les reflets des choses elles-mêmes dans notre esprit, sont également reliés entre eux. La métaphysique procède par antinomies, c'est-à-dire par termes absolus qui se contredisent l'un l'autre. Ces termes opposés ne peuvent jamais se mêler ni se rejoindre ; de leur liaison, rien de nouveau ne peut sortir qui ne se réduise à la simple affirmation de la présence de l'un et de l'absence de l'autre, et vice-versa.

Donnons quelques exemples. Dans les sciences naturelles l'immobilité et

le mouvement s'opposent du point de vue métaphysique : il n'y a pas de conciliation possible entre les deux choses ; en vertu du principe formel de non-contradiction, ce qui est immobile ne se meut pas, ce qui se meut n'est pas immobile. Mais déjà l'école éléatique montrait, avec Zénon, la fausseté d'une distinction qui paraît aussi sûre : la flèche *en mouvement*, tandis qu'elle passe en un point de sa trajectoire, est en ce point, et donc *ne se meut pas*. Le navire se meut par rapport à la rive, le passager sur le pont *marche* en sens inverse : il est immobile par rapport à la rive et donc *ne se meut pas*. Les prétendus sophismes étaient des démonstrations de la possibilité de concilier les contraires : repos et mouvement. Mais c'est seulement en décomposant le mouvement en de nombreux éléments punctiformes d'espace et de temps qu'il sera possible à la mathématique infinitésimale et à la physique moderne, non aveuglées par la méthode métaphysique, de résoudre les problèmes des mouvements non rectilignes et non uniformes. Aujourd'hui, on considère que mouvement et repos sont des termes relatifs, le mouvement ou le repos absolus n'ayant aucun sens.

Autre exemple : pour l'Astronomie des métaphysiciens tous les corps placés au-delà de la « sphère du feu » sont immuables et incorruptibles ; leurs dimensions, forme, mouvement restent éternellement égaux à eux-mêmes. Les corps terrestres sont au contraire transformables et corruptibles de mille manières. Il n'y a pas de conciliation possible entre ces deux parties opposées de l'Univers. Aujourd'hui, nous savons qu'au contraire les mêmes lois d'évolution sont valables pour les astres et pour la terre, qui est un « morceau de ciel » sans pour autant assumer de mystérieux titres de noblesse. Pour Dante, l'influence des planètes incorruptibles sur les vicissitudes de la corruptible humanité était une grande question, alors que pour la science moderne les influences réciproques entre la terre et les autres parties de l'univers sont d'observation quotidienne, sans qu'elle croie pour autant que les étoiles se meuvent pour marquer notre destin.

Enfin, dans le domaine humain et social, la métaphysique introduisit deux principes absolus fondamentaux : le Bien et le Mal, acquis d'une manière plus ou moins mystérieuse à la conscience de tous, ou personnifiés dans des êtres ultra-terrestres. Nous avons déjà fait allusion à la relativité des concepts moraux, à leurs changements et à leurs bouleversements selon les lieux, les époques et les situations des classes.

La méthode métaphysique, avec ses identités et contradictions absolues, engendre de grossières erreurs, car elle est traditionnellement enracinée dans notre mode de pensée, même si nous n'en sommes pas conscients. Le concept des antipodes sembla pendant longtemps absurde ; on rit de Christophe Colomb qui cherchait l'Orient vers l'Occident, toujours au nom de la contradiction formelle des termes. De même, c'est une grossière erreur métaphysique que de résoudre de deux manières seulement les problèmes humains, comme ceux, par exemple, de la violence et de l'Etat : c'est-à-dire en se déclarant *pour* la violence ou *pour* l'Etat ; *contre* l'Etat ou *contre* la violence. Dialectiquement, au contraire, ces problèmes se relient dans leur moment historique et se résolvent simultanément par des formules opposées : en soutenant l'usage de la violence pour abolir la violence, l'emploi de l'Etat pour abolir l'Etat.

L'erreur des *autoritaires* ou des *libertaires* par principe est également métaphysique.

II. - DIALECTIQUE IDEALISTE ET DIALECTIQUE SCIENTIFIQUE.

Toutefois, l'introduction de la dialectique peut s'entendre de deux manières très différentes. Énoncée la première fois par les plus brillantes écoles cosmologiques de la philosophie grecque comme méthode pour la connaissance naturelle débarrassée de préjugés « a priori », elle succomba par la suite dans l'acceptation d'autorité des textes aristotéliens, — non parce qu'Aristote ne sentit point la valeur de la dialectique, en tant qu'interprétation de la réalité, mais parce que la décadence scientifique et le mysticisme dominant des époques successives fossilisa, en les immobilisant, les résultats de la philosophie aristotélienne.

On a coutume de dire que, dans la philosophie critique moderne, la dialectique réapparaît et triomphe chez Hegel, où Marx l'aurait trouvée. Mais la dialectique de ces écoles philosophiques, bien qu'elle débarrassât le maniement du raisonnement des entraves formelles et verbales de la scolastique, présupposait que les lois de la construction de la pensée sont à la base de la construction réelle du monde. La science humaine chercherait tout d'abord dans l'esprit de l'homme lui-même les règles suivant lesquelles les vérités énoncées doivent être reliées l'une à l'autre ; puis elle chercherait à encadrer sur ce schéma toutes les notions que nous avons sur le monde extérieur. La logique et la dialectique pourraient donc être établies et formulées par un travail purement mental : toute science dépendrait d'une méthodologie à découvrir dans la boîte crânienne de l'homme, ou pour mieux dire dans la tête de l'auteur individuel du système. Cette prétention est justifiée par l'argument habituel : dans la science le facteur des éléments extérieurs à étudier se rencontre inévitablement avec le facteur de la personnalité humaine, par lequel toute science est donc conditionnée. En conclusion, la méthode dialectique à présupposition *idéaliste* a, elle aussi, un caractère métaphysique, même si elle prétend appeler ses constructions purement mentales du nom de *science*, au lieu de révélation, de *critique* au lieu d'apriorisme absolu, d'*immanence* des possibilités de la pensée humaine, au lieu de transcendance par rapport à elle, comme c'est le cas pour les données des religions ou des systèmes spiritualistes.

Pour nous, la dialectique est valable dans la mesure même où l'application de ses règles n'est pas contredite par le contrôle expérimental. Son emploi est certainement nécessaire, puisque nous devons également traiter les résultats de toute science par l'instrument de notre langage et de notre raisonnement (aidé par le calcul mathématique : les sciences mathématiques elles-mêmes ne sont point basées sur de pures propriétés de la pensée, mais sur les propriétés réelles des choses). La dialectique, donc, est un instrument d'exposition et d'élaboration, non moins qu'un instrument polémique et didactique ; elle sert à se défendre des erreurs engendrées par les méthodes traditionalistes de raisonner, et à atteindre ce résultat *très difficile* : ne pas introduire inconsciemment dans l'étude des données arbitraires fondées sur des préjugés. Mais la dialectique est à son tour un reflet de la réalité, et ne peut prétendre par

elle-même la contraindre ou l'engendrer. La dialectique ne nous révélera jamais rien par elle-même ; elle possède néanmoins un énorme avantage sur la méthode métaphysique en ce qu'elle est dynamique, alors que celle-ci est statique ; parce qu'elle *cinématographie* la réalité, au lieu de la *photographier*. Je sais peu de choses d'une automobile lorsque je sais que sa vitesse instantanée est de 60 km/h, sans savoir si elle augmente ou diminue. J'en saurais encore moins si je connaissais seulement le lieu où elle se trouve dans une photographie instantanée. Mais, sachant qu'elle roule à 60 km/h, si elle accélère de 60 à 120, dans quelques secondes elle sera fort loin, si elle est en train de freiner elle s'arrêtera quelques mètres plus loin. Le métaphysicien qui me fournit le « où » et le « quand » du phénomène ne savait *rien* vis-à-vis du dialecticien qui m'a fourni le rapport entre le « où » (espace) et le « quand » (temps), que l'on appelle *vitesse* ; ou, mieux encore, le rapport entre la vitesse et le temps (accélération). Ce processus logique correspond, dans la théorie mathématique des fonctions, aux dérivées successives.

Si je connais la dialectique j'évite de dire deux bêtises : l'automobile roule vite, donc d'ici peu de temps elle sera loin ; l'automobile roule lentement, donc d'ici peu elle sera encore proche. Je serais pourtant tout aussi ingénu que le métaphysicien si, par goût de « faire de la dialectique », je conclusais : l'automobile va lentement, donc d'ici peu elle sera loin, et vice-versa. La dialectique n'est pas le sport des paradoxes ; elle affirme qu'une contradiction *peut* contenir une vérité, non que *toute* contradiction contient une vérité. Dans le cas de l'automobile la dialectique m'avertit que je ne puis conclure grâce au raisonnement pur, tant qu'il me manque d'autres données : la dialectique ne les remplace pas à priori, mais *m'oblige*, lorsqu'elles manquent, à les extraire de nouvelles observations expérimentales : dans notre cas, une seconde mesure de vitesse faite quelques instants après.

Dans le domaine historique, celui qui dirait : la Terreur, étant donnés les moyens qu'elle employa, fut un mouvement réactionnaire, raisonnerait en métaphysicien ; mais ce serait un bien piètre dialecticien celui qui jugerait le mouvement de Thiers comme révolutionnaire, à cause de la répression des Communards.

III. - LA NEGATION DE LA NEGATION.

Revenons à la négation de la négation. Pour la méthode métaphysique, devant deux principes opposés, mais fixes, si l'on nie l'un on obtient l'autre ; si, ensuite, on nie le second, c'est pour retomber dans le premier : deux négations équivalent à une affirmation. Exemple : les esprits sont bons ou mauvais : un tel nie que Lucifer soit un esprit mauvais. Je nie ce que dit un tel : en conséquence j'affirme que Lucifer est un esprit mauvais.

Du point de vue dialectique, durant les négations et les affirmations les termes ont changé de caractéristiques et de position, si bien qu'après avoir nié la première négation on ne retombe plus dans l'affirmation primitive pure et simple, mais on parvient à un résultat nouveau. Par exemple : dans la Physique aristotélicienne tout corps tend vers son lieu et, pour cela, les corps

pesants descendent ; l'air qui s'élève, ou la fumée, ne sont pas des corps pesants. Après s'être mis ce faux schéma en tête, les péripatéticiens dirent d'innombrables bêtises pour expliquer le mouvement du pendule, qui se soulève et s'abaisse à chaque oscillation. Au contraire, la question vue d'un point de vue dialectique s'expose beaucoup mieux (mais pour y parvenir il ne suffisait pas de penser, il fallait *expérimenter*, comme le fit Galilée).

Les corps pesants tombent. Les corps qui ne tombent pas ne sont pas pesants : mais alors le pendule est-il ou n'est-il pas un corps pesant ? Voilà la difficulté des Aristotéliens, voilà qu'est violé le principe sacré « d'identité et de non-contradiction ». Si, au contraire, on dit que les corps pesants *accélèrent* vers le bas, il pourra se faire qu'ils s'élèvent, à condition de retarder (décélérer). Le pendule a une vitesse initiale, qui augmente pendant qu'il descend et diminue pendant qu'il remonte. Nous avons tout d'abord nié la direction du mouvement, pour nier ensuite le sens de l'accélération. Toutefois nous avons fait un pas en avant non seulement en acquiesçant le droit d'affirmer que le pendule est toujours un corps pesant, mais surtout en découvrant que la gravité n'est pas cause de mouvement, mais d'accélération — découverte centrale de l'œuvre de Galilée et sur laquelle se fonde la science moderne. Tout ceci, pourtant, ne se réalise pas en maniant la dialectique, mais bien en mesurant le mouvement des pendules : la dialectique sert seulement à briser les entraves formelles et verbales des vieilles énonciations.

Lorsque nous aurons affaire à la négation d'une négation il ne faudra pas croire que nous sommes revenus à notre point de départ : nous devons nous attendre, grâce à la dialectique, à être amenés à un point nouveau : ce qu'il est et où il se trouve, c'est la recherche positive et expérimentale qui pourra nous le dire, et non pas la dialectique.

IV. - CATEGORIES ET « FORMES A PRIORI ».

Avant d'illustrer la négation de la négation par l'exemple de caractère social que nous avons rencontré dans le texte de Marx, il est bon de dire encore quelque chose sur le caractère également arbitraire de la métaphysique et de la dialectique idéaliste.

En partant de la constatation que nous ne connaissons le monde extérieur que par la voie de processus *psychiques* (que l'on se réfère soit au sensualisme, c'est-à-dire à la doctrine qui fonde la connaissance sur les sens, soit à l'idéalisme pur qui la fonde sur une projection de la pensée subjective), les philosophies traditionnelles soutiennent toutes que le système de la connaissance, la science concrète, se plie à certaines *normes* préexistantes qui gisent à l'intérieur de notre moi. Ces principes premiers que l'on faisait apparaître comme indiscutables précisément parce qu'ils étaient indémonstrables, furent appelés *catégories*. Dans le système aristotélien les catégories (la différence entre cette signification du terme et la signification courante de classe, ou regroupement est bien claire) sont les dix suivantes : substance, quantité, qualité, relation, espace, temps, position, propriété, action et passion ; elles correspondent aux questions : de quoi est-il formé ? Quelle est sa taille ?

De quelle qualité est-il ? Dans quel rapport est-il avec les autres objets ? Où est-il ? Quand ? Dans quelle position ? De quels attributs est-il doté ? Que souffre-t-il (c'est-à-dire quelle action s'exerce sur lui) ? Par exemple : un homme est une substance vivante et pensant ; il est haut de 1,80 m ; il est de race blanche ; son poids est supérieur à celui d'un autre ; il se trouve à Athènes ; il vit en l'an 516 ; il est assis ; il endosse sa cuirasse ; il parle ; il est regardé par l'assistance.

Les catégories aristotéliennes furent modifiées et leur nombre réduit. Kant en donna un tableau un peu différent tout en continuant à les définir comme des « formes *a priori* » de la pensée, avec lesquelles l'intelligence humaine peut et doit élaborer toute donnée de l'expérience. Selon Kant, l'expérience elle-même est impossible si elle ne se réfère pas à deux « intuitions *a priori* », à savoir la notion d'espace et la notion de temps, qui préexistent dans notre esprit à toute donnée expérimentale. Mais les conquêtes ultérieures de la science moderne ont détruit successivement ces divers systèmes « *a priori* ». Et elles l'ont fait définitivement, même si elles sont encore loin d'avoir répondu d'une façon complète à toutes ces questions auxquelles on se contentait de répondre en fabriquant des « formes *a priori* ». Hegel, déjà, pouvait dire que la qualité se réduisait à la quantité. (Un homme est blanc et non pas nègre parce que dans l'analyse de son pigment figure un certain chiffre et non pas un autre.) Kant aurait été très surpris de voir que les physiciens (relativité d'Einstein) traitent l'espace et le temps comme une grandeur unique ou que, d'un commun accord, ils suspendent leur décision sur le divorce ou la fusion de ces deux irréductibles catégories au résultat de certaines expériences positives de Physique ou d'Astronomie, ne laissant à Madame l'Intelligence que le loisir de *s'habituer* au résultat qui en découle.

Marx repousse le froid *empirisme* de ces penseurs qui affirment qu'ils ne nous est possible que de récolter des données du monde extérieur, comme autant de constatations sans liens entre elles, isolées, sans parvenir à leur systématisation et sans que nous puissions savoir si nous recueillons ainsi des renseignements certains sur la réalité objective, ou bien seulement de douteuses impressions de nos tissus sensibles. Une telle méthode, sur laquelle se replie la pensée de la bourgeoisie — dans le domaine de l'étude économique également — après ses premières et audacieuses systématisations, correspond au conservatisme d'une classe parvenue au pouvoir et protège ses privilèges des analyses trop corrosives. Marx, tout en lui attribuant une grande importance sociale, n'est pas pleinement satisfait du *matérialisme* des encyclopédistes français qui, malgré sa vigueur révolutionnaire qui heurte de front les préjugés religieux, ne s'est pas libéré de la métaphysique et ne pouvait engendrer d'autre socialisme que celui des Utopistes, péchant gravement par manque de sens de l'histoire. Marx, en troisième lieu, bien qu'ayant puisé largement dans les résultats des systèmes de la philosophie critique allemande, rompt, comme lui et Engels l'ont raconté plusieurs fois, avec son contenu idéaliste dès qu'il aborde les problèmes sociaux, c'est-à-dire dès 1842. Le criticisme des Allemands avait *en commun* avec le matérialisme d'outre-Rhin la dispersion des fantasmes religieux et la liquidation de tout élément dogmatique, transcendant par définition les possibilités rationnelles de l'homme. Mais, *supérieur*

à celui-ci par son dépassement de la métaphysique et sa vision générale du mouvement des choses et des faits, il ne possédait pas la force d'engendrer historiquement une révolution contre le vieux monde féodal allemand comme le firent les élèves politiques des Voltaire, des Rousseau et des d'Alembert. A l'Est du Rhin, la classe bourgeoise n'avait pas été capable de passer du domaine théorique à l'action; le système hegelien fut même utilisé à des fins réactionnaires, et le marxisme rompit avec lui en préconisant la substitution d'une nouvelle classe à la bourgeoisie qui avait épuisé ses possibilités doctrinales et laissé échapper ses possibilités révolutionnaires.

Après avoir ainsi rétabli la position authentique du marxisme vis-à-vis des écoles précédentes, il nous importe de bien marquer que les réserves sur l'empirisme concrétiste (anglais surtout) et le matérialisme métaphysique (français surtout) n'ont jamais le sens d'une reconnaissance du criticisme abstrait des Allemands et de ses recherches abstruses de formes *a priori*.

Il suffit de rappeler la critique de Marx à Proudhon, dans la *Misère de la Philosophie* de 1847, sur l'hybride hégéliano-kantisme de celui-ci. Les catégories de la pensée et de l'esprit y sont plaisamment tournées en dérision, en même temps que la prétention de Proudhon d'être un philosophe... allemand. Ce que nous avons dit sur l'empirisme et le criticisme s'y ramène à cette boutade : « Si l'Anglais transforme les hommes en chapeaux, l'Allemand transforme les chapeaux en idées ! »

On passe ensuite, dans la « Première Observation », à une splendide exposition et en même temps à une critique radicale de la méthode dialectique de Hegel, réduite à une inutile « métaphysique appliquée ». L'empiriste laisse l'individu et le fait isolés dans leur stérilité. Le criticiste, en pleine furie d'abstraction, élimine tous les éléments et toutes les limites du fait singulier qui se réduit finalement à la « pure catégorie logique ». « Que tout ce qui existe, que tout ce qui vit sur la terre et sous l'eau, puisse, à force d'abstraction, être réduit à une catégorie logique; que de cette façon le monde réel tout entier puisse se noyer dans le monde des abstractions, dans le monde des catégories logiques, qui s'en étonnera ? » (Ed. Soc., p. 83.)

Il n'est pas possible de citer et de commenter toute la page. Il reste acquis qu'à l'intérieur du matérialisme dialectique, les « catégories logiques » et les « formes *a priori* » prennent le même chemin que les penseurs de la bourgeoisie révolutionnaire firent prendre aux entités du monde surnaturel, aux saints et aux âmes des morts.

V. - LA NEGATION DE LA PROPRIÉTÉ CAPITALISTE.

Dans le passage que nous avons cité à la fin de l'étude sur l'économie marxiste (1), Dühring prétendait voir une contradiction dans le fait que la nouvelle forme qui remplacera la propriété capitaliste est appelée tout d'abord « propriété individuelle », puis « propriété sociale ».

Engels rétablit exactement la portée de ces expressions en distinguant la

(1) Voir *Programme Communiste*, n° 7, pp. 58-64.

propriété des *produits*, ou biens de consommation, de la propriété des *instruments* de production.

L'application du schéma dialectique de la *négation de la négation* procède clairement chez Marx. Avant de la répéter, essayons de mieux indiquer la portée des *termes* employés. La terminologie a une grande importance pour nous marxistes, soit parce que nous travaillons en passant continuellement d'une langue à une autre, soit parce que, par nécessité de polémique ou de propagande, nous devons souvent utiliser le langage propre à diverses théories.

Arrêtons-nous donc sur trois distinctions terminologiques : biens instrumentaux et biens de consommation — propriété et emploi des premiers et des seconds — propriété privée, individuelle, sociale.

La première distinction est désormais courante, même dans l'économie vulgaire. Les produits de l'activité humaine, ou bien servent à la consommation directe, comme un aliment ou un vêtement, ou bien sont employés dans d'autres opérations productives, comme une pioche ou une machine. La distinction n'est pas toujours facile et il existe des cas mixtes; toutefois tout le monde comprend que l'on répartisse les *produits* en biens de *consommation* et en biens *instrumentaux*.

Il serait bon de ne pas désigner par le terme de *propriété* — même suivi des adjectifs : personnelle, individuelle — la propriété sur le bien de consommation au moment de son emploi. Elle consiste en effet dans ce rapport : celui qui est sur le point de se rassasier tient sa nourriture dans sa main et personne ne l'empêche de la porter à sa bouche. Même dans les sciences juridiques ce rapport ne se définit pas tellement comme une propriété, mais bien plutôt comme une *possession*. La possession peut être de fait et matérielle, ou bien également de droit et légale, mais elle implique toujours le fait de « tenir en main », la disposition *physique* de la chose. La propriété est le rapport par lequel on dispose d'une chose, sans qu'il soit nécessaire de la tenir en main, lorsqu'on détient un titre de papier garanti par une norme sociale.

La propriété est à la possession ce que *l'actio in distans* de Newton, en Physique, est à *l'action de contact*, à la pression directe. Mais comme le terme possession possède une valeur juridique, nous pourrions essayer, pour exprimer le concept pratique de la possibilité de pouvoir manger un morceau de pain ou chausser une paire de souliers, d'utiliser le terme de « disponibilité ».

Nous réserverons le terme *propriété* aux biens instrumentaux : ustensiles, machines, ateliers, maisons, terres, etc...

C'est en appelant *propriété* même la disponibilité de son *propre* logement ou de son *propre* crayon, par exemple, que le *Manifeste* dit que les Communistes veulent abolir la propriété bourgeoise, non la propriété *personnelle*.

Troisième distinction : privé, individuel, social. Droit, pouvoir *privé* sur une chose, sur un bien, consommable ou non (et, auparavant, même sur les personnes et les activités d'autres hommes) signifie droit non étendu à tous, mais réservé à certains seulement. Le terme *privé*, même littéralement,

a une valeur essentiellement négative; ce n'est pas la faculté de jouir d'une chose, mais celle d'en priver les autres — avec l'appui de la loi. On appellera donc régime de *propriété privée* un régime dans lequel certains sont propriétaires, tandis que de très nombreux autres ne le sont pas. Dans la langue du temps de Dante les *uman privati* sont les latrines, lieu où il est de règle que règne un seul occupant : bon symbole de la suavité de l'idéologie bourgeoise !

Propriété *individuelle* n'a pas le même sens que propriété privée. La personne, l'individu sont pensés... par les bien pensants comme personnes bourgeoises, individus bourgeois (Manifeste). Mais nous n'aurons un régime de propriété *individuelle* que lorsque *chaque* individu pourra atteindre la propriété sur quelque chose, ce qui n'est le cas de l'époque bourgeoise, malgré les hypocrisies de la loi, ni pour les instruments ni pour les biens de consommation.

La propriété *sociale*, le socialisme est le système dans lequel il n'y a plus de rapport fixe entre un bien donné et une personne ou un individu donnés. Dans ce cas, il serait bon de ne plus dire *propriété*, car l'adjectif *propre* se réfère à un sujet individuel et non à l'universalité. Toutefois, on parle couramment de propriété nationale et de propriété d'Etat, et nous, marxistes, parlons pour nous faire comprendre, de propriété sociale, collective, commune.

Voyons maintenant les trois phases sociales présentées d'une manière synthétique par Marx pour couronner le premier Livre du *Capital*.

Laissons de côté les époques précédentes de l'esclavagisme et du pur féodalisme foncier, dans lesquels le rapport *personnel*, entre homme et homme, prévaut sur le rapport de propriété entre homme et *chose*.

Première phase. — Société de la petite production, artisanale pour les objets manufacturés, paysanne pour l'agriculture. Dans quel rapport se trouve chaque travailleur, dans sa boutique ou sur sa terre, vis-à-vis des biens *instrumentaux* dont il se sert ? Le paysan est propriétaire de son petit fonds, l'artisan de ses outils simples. Donc, *disponibilité* et *propriété* du travailleur sur ses instruments de production. Dans quel rapport se trouve chaque travailleur vis-à-vis de ses *produits* ? Il en dispose librement et si ce sont des biens de consommation il les utilise à sa guise. Nous dirons alors avec exactitude : *propriété* individuelle sur les biens instrumentaux, *disponibilité* personnelle des produits.

Seconde phase. — Capitalisme. Les formes précédentes sont toutes les deux niées. Le travailleur n'a plus la propriété de la terre, de la boutique, de l'outillage. Les instruments de production sont devenus *propriété privée* de quelques industriels, des bourgeois. Le travailleur n'a plus aucun droit sur les *produits*, même si ce sont des biens de consommation, et ceux-ci sont à leur tour devenus *propriété* du patron de la terre ou de l'usine.

Troisième phase. — Négation de la négation. « Les expropriateurs sont expropriés », mais non pas au sens où l'on exproprierait les capitalistes des usines et de la terre pour redonner vie à une *propriété* individuelle générale des *biens instrumentaux*. Ceci n'est pas le socialisme, c'est la formule « tous propriétaires » des petits-bourgeois, des démocrates chrétiens. Les biens ins-

trumentaux deviennent propriété *sociale*, pour que soient « conservées les acquisitions de l'ère capitaliste » qui ont fait de la production un fait « social ». Ils cessent d'être propriété *privée*. Mais pour les *biens de consommation* ? Ceux-ci sont mis par la société à la disposition générale de tous les consommateurs, c'est-à-dire de *chaque* individu.

Dans la première phase, donc, chaque individu était *propriétaire* de petites quantités d'instruments productifs et chaque individu avait une *disponibilité* de produits ou biens de consommation. Dans la *troisième phase*, la propriété privée sur les biens de production, qui sont de nature sociale, est interdite à tout individu, mais la possibilité — que leur avait ôtée le capitalisme — leur est assurée d'avoir toujours une *disponibilité* sur les biens de consommation. Ceci signifie qu'avec la propriété sociale des machines, des fabriques, etc., renaît — mais combien différente ! — la « propriété individuelle » de chaque travailleur sur une fraction des produits consommables qui existait dans la société artisanale-paysanne, précapitaliste. Mais ce rapport n'est plus privé, il est *social* (1).

Les deux négations en sens inverse ne nous ont pas ramenés au point de départ, à l'économie et à la production éparpillées, moléculaires mais bien au-delà, à la gestion communiste de tous les biens dans laquelle, finalement, les termes de *propriété*, de *biens*, de *part personnelle*, n'auront plus aucune raison d'être employés.

VI. - LA THEORIE DE LA CONNAISSANCE.

Après avoir éclairci ce schéma de l'évolution historique, il est important, du point de vue méthodologique, de citer la réfutation de Dühring par Engels :

« C'est après avoir démontré par l'histoire comment, en fait, le processus s'est en partie réalisé, en partie doit se réaliser encore, que Marx le désigne, entre outre, comme un processus qui s'accomplit selon une loi dialectique déterminée. C'est tout. Nous avons donc affaire derechef à une supposition gratuite de M. Dühring quand il prétend que la négation de la négation doit faire ici

(1) Si certains conservent quelques doutes à propos de notre interprétation des paroles de Marx sur le « rétablissement de la propriété individuelle », et même sur la stricte continuité de la terminologie marxiste, il suffira de leur citer un fragment d'un texte écrit à une autre période et sur un autre thème, *La Guerre civile en France* : « ...les ouvriers n'ont pas plus tôt pris, où que ce soit, leur propre cause en mains que, sur-le-champ, on entend retentir toute la phraséologie apologétique des porte-parole de la société actuelle avec ses deux pôles, Capital et Esclavage salarié (le propriétaire foncier n'est plus que le commanditaire du capitaliste), comme si la société capitaliste était encore dans son plus pur état d'innocence virginale, sans qu'aient été encore développées toutes ses contradictions, sans qu'ait encore été mise à nu son infâme réalité. La Commune, s'exclament-ils, entend abolir la propriété, base de toute civilisation. Oui, Messieurs, la Commune entendait abolir cette propriété de classe, qui fait du travail du grand nombre la richesse de quelques-uns. Elle visait à l'expropriation des expropriateurs. Elle voulait faire de la propriété individuelle une réalité, en transformant les moyens de production, la terre et le capital, aujourd'hui essentiellement moyens d'asservissement et d'exploitation du travail, en simples instruments d'un travail libre et associé. Mais c'est du communisme, c'est l'« impossible » communisme ! »

office de sage-femme en accouchant le futur du sein du passé, ou que Marx nous DEMANDE DE FAIRE CREDIT A LA NEGATION DE LA NEGATION POUR NOUS LAISSER CONVAINCRE QUE LA COMMUNAUTE DU SOL ET DU CAPITAL... EST UNE NECESSITE. » (Ouvrage cité, p. 165.)

En conclusion la dialectique nous sert (comme le dit Marx dans sa préface au *Capital*), soit pour exposer ce que la recherche analytique a mis en lumière, soit pour détruire les obstacles élevés par les formes théoriques traditionnelles. La dialectique de Marx possède la plus grande force de destruction. Les philosophes s'épuisaient à construire des systèmes; les révolutionnaires dialectiques détruisent par la force les formes consolidées, qui veulent barrer la route à l'avenir. La dialectique est l'arme qui sert à briser ces barrières dont la destruction rompt le charme de l'éternelle immuabilité des formes de la pensée — qui se révèlent alors être continuellement changeantes et se calquer sur les bouleversements révolutionnaires des formes sociales.

Notre méthode de connaissance doit nous conduire au *pôle opposé* de cette énonciation que nous trouvons chez Benedetto Croce, dans une de ses Notes contre une œuvre de vulgarisation du matérialisme dialectique, de source stalinienne : « La dialectique a lieu uniquement dans le rapport entre les catégories de l'esprit et elle s'applique à résoudre le vieux dualisme bien net, et qui semblait quasi désespéré, entre valeur et non-valeur, vrai et faux, bien et mal, positif et négatif, être et non-être. »

Pour nous, au contraire, la dialectique se déroule dans ces représentations en changement continu par lesquelles la pensée humaine reflète les processus de la nature et en retrace l'histoire. Ces représentations sont un groupe de relations, ou de transformations, que l'on tend à traiter sans mettre en branle aucune donnée absolue tirée de l'« esprit » et de ses exercices solitaires, par une méthode qui ne diffère en rien de celle qui vaut pour les actions de deux domaines du monde matériel l'un sur l'autre.

Lorsque la pensée conservatrice « moderne » tenta d'unir les forces de l'empirisme et du criticisme dans une commune négation de la possibilité de connaître les lois de la nature comme celles de la société humaine, ce fut Lénine qui, à son tour, prévint l'embûche contre-révolutionnaire et courut sur la brèche.

Le mouvement russe actuel, lié au conformisme de positions constituées, n'a, en aucune manière, la possibilité de continuer cette lutte, même dans le domaine scientifique. La défense et l'attaque de l'école marxiste dans le domaine de la théorie menaceront de se briser sur la contre-attaque désespérée de l'*intelligence* capitaliste mondiale et de ses immenses moyens de propagande, si ne surgissent pas de nouvelles bases pour le travail radical de parti, libre de porter la flamme de la dialectique sur toutes les soudures qui retiennent ensemble des structures artificielles de privilèges et de foi métaphysique en de nouvelles infailibilités.

La doctrine de la Révolution communiste n'a besoin d'aucun sacerdoce, d'aucune nouvelle Mecque.

A propos des blousons noirs

DELINQUENCE ET LUTTE DE CLASSE

La guerre, comme chacun sait, est un puissant facteur de dissolution de la « moralité » publique. Tant que n'apparaît pas au sein de la société une force non seulement indépendante des intérêts sordides qui ensanglantent alors le monde, mais suffisamment puissante et décidée pour leur déclarer sa propre guerre, tout le monde s'y résigne passivement. La classe dominante parce que cette dissolution même la sert. Les classes dominées parce qu'elles ne peuvent pas fournir leurs effectifs au massacre impérialiste d'un côté et, de l'autre, les garder moralement et physiquement intacts pour la lutte contre ses désastreuses conséquences. C'est ainsi que dans le dernier conflit, aucune classe de la société, dans aucun pays, n'est restée indemne de la corruption de guerre, aux yeux du socialisme.

Mais que la « paix » revenue, la criminalité, la délinquence ou même simplement un complet négativisme à l'égard des valeurs « morales » et des idées traditionnelles fleurissent de plus belle; que, surtout, la jeunesse à laquelle on avait prétendu préparer un avenir meilleur par le grand massacre impérialiste (et non pas par une révolution purificatrice) en soit elle-même infectée, voilà ce à quoi personne ne veut se résigner. Ce qui était bienvenu ou toléré pendant la guerre soulève, « en temps de paix », un concert de lamentations. Alors seulement on s'avise de la « décadence » de notre époque. Au flanc d'une société qui se vante d'avoir atteint les buts de sa guerre « civilisatrice », qui prétend être retournée à la stabilité et à la prospérité, et qui escompte un avenir indéfini de progrès et de paix (l'opportunisme ouvrier tout le premier), cette plaie n'est pas seulement un mal social, c'est une marque d'infamie, le sceau de la faillite de toute une génération.

Pour faire un parallèle schématique autant qu'on voudra, mais non pas faux, le « scandale » du premier après-guerre aurait été les « chemises noires » et les « chemises brunes » du fascisme et de l'hitlérisme.

(Cela, c'est la version d'après-coup, car alors les « chemises rouges » faisaient infiniment plus peur. Mais dès lors que le mouvement communiste a renoncé à menacer l'ordre capitaliste régnant, elle devient vraisemblable pour qui ignore l'histoire réelle de la lutte des classes, c'est-à-dire pour 99 % des gens.) La seconde guerre aurait eu pour but d'en purger le monde. Mais quinze ans plus tard, on a internationalement le petit scandale des « blousons noirs », si on nous permet de faire un symbole, sans égard aux habitudes vestimentaires de la jeunesse « égarée » des autres pays. La délinquence du fascisme s'est dépolitisée et désorganisée; elle est devenue voyouterie; *mais elle est là*; elle s'étale, dans les costumes qu'on voudra, non plus seulement dans des pays vaincus, mais au cœur des plus puissantes nations !

Dans les grandes cités d'Amérique et d'Europe, des bandes d'adolescents plus ou moins incontrôlables se constituent, qui parfois prétendent occuper le pavé par la violence et, en tout cas, affichent leur total mépris de toutes les règles de la vie en société, de toute culture, de toute conviction, de toute foi. Dans la nation-modèle du monde, les Etats-Unis, ces bandes vont jusqu'à se livrer à des assassinats et à des forfaits et délits de toutes sortes. A New-York, à la fin de l'été, après qu'en trois mois elles aient exécuté vingt de leurs propres membres, sans compter les victimes « extérieures », adultes ou pas, la police, alertée par les différentes autorités, leur a finalement déclaré la « guerre à outrance ».

Ici une parenthèse vengeresse qui montrera que si les masses sont oubliées, le parti prolétarien, lui, a une mémoire d'éléphant. Il y a une trentaine d'années, les bourgeois du monde clamaient le déchirement de leurs cœurs sensibles devant l'enfance abandonnée de la Russie post-révolutionnaire qui, organisée en bandes familiales, était livrée à la délinquence. A les écouter, ce triste phénomène aurait dû con-

vaincre le prolétariat de renoncer pour toujours à l' « horrible » guerre civile. C'était un mensonge de classe. Les fruits actuels de leur guerre à eux, et, bien pis, de leur paix en apportent la confirmation. Les petits vagabonds russes luttèrent pour leur pitance. Les jeunes délinquants de la prospère Amérique, pour quoi luttent-ils ?

Contre eux, l'état démocratique des Etats-Unis ne craint pas de proclamer la « guerre à outrance ». Personne ne s'en indigné : « Jeunes ou pas, il n'y a que la manière forte quand les choses en arrivent là ! » Pourtant quelle tempête de protestations, il y a trente ans, contre le code stalinien qui frappait de la peine de mort les petits récidivistes russes du vagabondage ! La gauche prolétarienne avait donc bien raison de dire alors aux bourgeois : « Vous vous moquez bien de la cruauté de Staline, et des malheureux enfants ! Vous essayez seulement de faire rejaillir toute cette honte sur le bolchévisme, QUE STALINE A DE-TRUIT ! »

Pour en revenir à 1959, l'Europe étant beaucoup moins civilisée, les choses n'y sont pas arrivées à un point aussi critique qu'aux Etats-Unis. « Dieu merci ! » s'exclame l'homme de la rue, et aussi le militant de type courant, l'opportuniste, pour qui il n'est de corruption bourgeoise qu'en Amérique (même après l'historique rencontre ?). Ils ne voient pas qu'on prend tout droit le même chemin, à la présenter comme le modèle à rattraper « dans le domaine économique », orientation désastreuse dont la Russie khrouchtchevienne n'est pas la seule coupable. Mais ses fonctions n'obligeant pas la police à des perspectives historiques à longue portée, elle est assez rassurante pour le public : nos bandes juvéniles à nous, du vieux continent, ne sont pas formées de véritables délinquants, mais plutôt de voyous, ou même seulement de révoltés. Les teddy-boys londoniens qui ont commis déjà pas mal de crimes raciaux ne peuvent pas, bien sûr, être considérés comme des « continentaux ». Mais quand la voyouterie se développe au point d'entraîner de véritables petits mouvements de masse que la police charge à la matraque, comme il y a deux ans à Stockholm, ou tout récemment en Hollande ; quand elle donne lieu à des incidents de rue comme ceux de l'été à Paris et sur la Côte, l'Amérique n'est peut-être pas aussi loin qu'on veut bien le croire !

••

Tout le monde (policiers, moralistes et philistins, y compris le militant ouvrier que

son opportunisme a ravalé à ce rang) est d'accord sur un point : ce qui est grave, ce ne sont pas tant les sottises des blousons noirs, c'est la dissolution de l'autorité familiale. On espérait qu'elle se ressaisirait, à mesure que la guerre reculerait davantage dans le passé. C'est tout le contraire qui se produit, puisque maintenant les adolescents forment des bandes, et que les membres de ces bandes sont de plus en plus jeunes : entre quatorze et vingt ans, mais toujours plus souvent moins de quatorze. Cette inquiétude s'explique : de tous temps, l'autorité familiale a été la meilleure garantie de l'ordre social.

Le commissaire de police, que ni sa formation, ni son rôle ne disposent à y aller par trente-six chemins, a une solution bien simple : « ficher » les blousons noirs, délinquants présents ou futurs ; convoquer les parents et les « rappeler sévèrement à leurs responsabilités morales ». Il ne s'avise pas, le malheureux fonctionnaire, que ce qu'il devrait convoquer devant son mesquin petit tribunal de police, c'est toute une génération ! Les blousons noirs appartiennent aux classes qu'on appelle « creuses » et qui le sont non seulement par la déficience de moralité, d'énergie, de culture, d'intelligence qu'on leur reproche (de façon combien philistine !), mais aussi par leurs effectifs que l'hécatombe de guerre des hommes, la dispersion des foyers, le malthusianisme des années noires ont sinistrement réduites. Les parents comptent donc parmi les gens qui étaient socialement en âge de procréer entre 1939 et 1945, en gros. Pour cette génération, les joies universellement et hypocritement reconnues comme les plus « sacrées » de l'humanité adulte : l'amour, la paternité, le travail — ont été intimement empoisonnées et annihilées par la misère, la terreur policière, les infamies de toutes sortes des années de guerre, auxquelles il faut ajouter l'incertitude angoissée de l'immédiat après-guerre. Cela a duré au moins dix ans. « Ça n'est pas une excuse ! » tonne l'honorable fonctionnaire de la police ; mais puisqu'il pose la question des « responsabilités morales » (que tout le monde évite, comme trop délicate), les membres défaillants de cette génération martyrisée seraient mille fois en droit de « rappeler sévèrement » les siennes à la Société que M. le Commissaire défend ! Seule leur réelle friolité les en empêchera.

Pour nous, marxistes, il n'y a pas de problèmes de responsabilités morales, parce que c'est la révolution et non un assainissement au reste impossible de la société ca-

pitaliste décadente que nous voulons. La révolution pose un problème de praxis sociale et de classe (1) (« Comment en est-on arrivé là ? Comment en sortira-t-on ? »), non un problème moral.

La morale fait sans doute partie de la praxis ; mais de ce fait, elle ne la détermine pas (et n'en est même pas « un des facteurs déterminants »). Si elle le faisait, comment expliquer les fluctuations du niveau moral général d'une société, dont on admet qu'elles existent dès le moment où on parle de « décadence » ? D'où proviendraient-elles ? Pour le dire, il faut commencer par définir ce qu'il convient d'appeler « moralité » et « immoralité ». Différentes écoles admettent qu'est moral ce qui sert la cause de l'émancipation de l'humanité ; immoral ce qui favorise ou traduit son asservissement. L'école marxiste accepte cette définition, mais elle affirme (c'est en quoi elle se distingue des autres) que la seule cause réellement émancipatrice est celle du prolétariat luttant pour la révolution socialiste. Or cette lutte se heurte à la résistance de la bourgeoisie. Il en résulte que, pour le marxisme, les hauts et les bas de la moralité sociale sont de simples reflets des vicissitudes de la *lutte des classes*.

Quand toute la société se lamente sur la baisse de son propre niveau moral, cela prouve donc non pas que l'ordre établi est immédiatement menacé, mais, tout au contraire, que son ennemi mortel, le prolétariat a reculé, c'est-à-dire s'est détourné de ses buts révolutionnaires. Si bien qu'en réclamant le « ressaisissement moral », la société appelle, sans le savoir, sa propre révolution. C'est que la désagrégation de la force révolutionnaire du prolétariat n'est pas seulement la désagrégation d'une classe, mais quand la révolution de cette classe est devenue une nécessité pressante, une désagrégation de toute la société. La lamentation universelle ne fait que traduire le reflet inévitable de cette nécessité historique dans la conscience collective. Mais lorsqu'une nécessité historique est universellement ressentie de façon confuse, le moment où il y sera satisfait approche. Une société ne se dissout pas passivement sans que, dans toutes les classes, des hommes réagissent à cette dissolution, cherchant la voie de la délivrance de tant de maux. Si ces hommes savent écarter tous les obstacles (combien puissants aujourd'hui !) d'ordre aussi bien moral, intellectuel que matériel qui les séparent de la cause révolutionnaire ; s'en assimiler une fois pour toutes la doctrine ; identifier leur sort à celui du

prolétariat, s'ils proviennent de classes non salariées ; et, tous, le sort du prolétariat à celui de la révolution, alors le parti du socialisme peut renaître. C'est la seule forme de ressaisissement moral et intellectuel que le marxisme prévoit et réclame. Quand cela se produit (« tout le secret de l'histoire est de savoir pourquoi il y a des générations révolutionnaires et d'autres qui ne le sont pas »), c'est justement de la pire désagrégation de la société (et en particulier du prolétariat) que la crise révolutionnaire ressurgit. Cela explique deux conclusions qui sembleraient autrement bien paradoxales. Le bourgeois déplore la dissolution morale générale dans laquelle il devrait reconnaître la victoire authentique de sa classe. Le marxiste, qui y voit le visage repoussant de sa propre défaite, l'accepte comme un joyeux augure. Sachant ne rien avoir à attendre de la délinquance — et de l'esprit de délinquance — qui envahit toute la société sinon l'acceptation passive de l'ordre bourgeois dans le meilleur des cas, il se félicite (comme le fit l'honnête Engels) de son universalisation.

C'est cette dialectique, ardue seulement pour le petit-bourgeois, admirateur imbécile des « gloires » triviales de la « civilisation » capitaliste d'après-guerre, qu'il nous faut appliquer au problème de la jeunesse dont celui dit des « blousons noirs » n'est qu'un aspect aigu. La réaction populaire et banale est de dire : « C'est la faute aux parents », ou bien, par un souci de justice auquel nous avons vu qu'un commissaire de police ne se sent pas tenu : « Tout ça, c'est la faute à la guerre ! » (comme, sous une forme plus distinguée, le fit d'ailleurs M. le Ministre Herzog). Nous ne disons ni l'un, ni même l'autre. La guerre n'est pas une calamité de la nature, mais une catastrophe sociale ; elle doit donc être abordée comme praxis, ce qui ramène fatalement à la *lutte de classes* que le vulgaire (et les ministres) évite instinctivement, surtout

1) PRAXIS : concept propre au matérialisme dialectique. C'est une notion complexe qu'on ne peut pas comprendre sans connaître déjà cette doctrine philosophique. Puisqu'il faut cependant en donner une définition, nous dirons que la praxis marxiste désigne l'activité, sous tous ses aspects, des générations successives de l'humanité, et plus particulièrement des classes, ainsi que ses motivations morales, idéales et — (pour les classes) — politiques et ses reflets théoriques, ses motivations morales, idéales et, au niveau des classes, politiques, le tout considéré dans ses déterminations passées et présentes, matérielles (technique et rapports de production) et historiques (luttés de classes passées).

quand c'est un opportuniste du mouvement ouvrier.

La génération mise en cause dans la personne des frivoles parents des blousons noirs n'est pas historiquement responsable de l'éclatement du second massacre impérialiste, dû, en dernière analyse, à la faillite de la génération précédente qui ne sut pas emprunter, quand il en était encore temps, le chemin de la *révolution sociale*. Elle n'en fut pas moins directement et cruellement victime. Alors de deux choses l'une : ou elle tirait de sa terrible expérience la force de rompre avec la praxis de son aînée (opportuniste des ouvriers, blocage des petits-bourgeois avec le Capital); ou bien toutes les valeurs, toutes les idées de celles-ci, quelle que soit la classe qu'on considère, étaient condamnées à pourrir en elle — et l'action à devenir plus opportuniste, plus prostituée à l'ennemi de classe.

Une telle rupture avec toute une génération exige un formidable déploiement d'énergies de tous ordres. Or toutes les forces vives de cette génération, encore jeune à l'époque, étaient saignées à blanc par la guerre totale, usées dans la féroce lutte quotidienne pour la vie, ou bien alors gaspillées dans une lutte d'aspects insurrectionnels, oui; clandestine, oui; mais au service de la cause sociale ennemie (la vraie cause de la corruption) parce que *sous son contrôle politique*. Détérioration nouvelle de la praxis !

Il est bien évident par ailleurs qu'une telle rupture n'allait pas sans de profondes transformations intellectuelles et morales que les dictatures de guerre et la collusion de l'opportuniste ouvrier avec l'ennemi de classe rendaient absolument impossible. Toute la presse, tous les partis falsifiaient effrontément toutes les données passées, présentes et futures de l'histoire à un degré inouï. Mais pour rétablir la vérité, il n'y avait pas suffisamment de révolutionnaires, et ceux qui *pouvaient* passer pour tels subirent une répression d'une férocité jusqu'à inconnue. Circonstance aggravante, ce ne fut pas seulement de la part des hitlériens, mais des staliniens en personne, qui profitèrent du maquis inextricable du camp de concentration, ou, à l'inverse, du camp de concentration qu'était, pour le socialisme, le maquis, pour assassiner des « gauchistes ».

La rupture ne se produit donc pas ; et il fallut subir le pourrissement de la génération-responsable dans la génération-victime. Les preuves ? *La guerre impérialiste ne se transforma pas en guerre civile*, et la terreur de guerre survécut à la guerre

même avec l'implantation des deux colosses militaristes en plein cœur de l'Europe. Alors, avec le retour des conditions prosaïques, l'« héroïsme » révéla son vrai visage de basse brutalité ; la révolte ne put plus cacher son conformisme, lorsqu'elle se laissa désarmer sans murmures, par ordre même des soi-disant « chefs communistes » ; l'égoïsme privé que secrète toute société de classe se donna d'autant plus cours que l'humanité avait été plus frustrée. Moralement, l'immédiat après-guerre fut un déchainement de basses passions et de basses jouissances qui aurait balayé dans sa vague bourbeuse tout souci sérieux et honnête de comprendre le passé, et d'en faire la critique, à supposer qu'isolément il ait été ressenti. Politiquement, l'opportuniste ouvrier effectua une nouvelle glissade à droite qui ne faisait que frapper en formule la pratique de la guerre : *sauvez la nation !* Dans toutes les classes, l'antifascisme de guerre s'avilit progressivement en *fascisme passif !*

TELLE EST L'EDUCATRICE QUE LE CATACLYSME A FORMÉE. Incapable de rompre révolutionnairement avec les valeurs et les idées d'une aînée faillie, mais tout aussi incapable de leur garder une foi intacte puisqu'elle avait contribué à les avilir, quels principes et quelle foi une telle génération aurait-elle pu inculquer et infuser à sa cadette ? Sans force contre la génération précédente, sans fierté d'elle-même, quelle *autorité morale* peut-elle exercer sur la suivante ? Il ne lui reste donc qu'à assister à la dégradation de sa propre morale, de sa propre culture, de sa propre politique dans celles de ses enfants, impuissante, et d'ailleurs indifférente parce qu'elle sent bien qu'elle ne mérite pas de survivre.

C'est ainsi que la dialectique de l'histoire vivante, qu'aucune mesure de police n'arrêtera, semble accomplir la menace biblique : « Ils seront maudits jusqu'à la quatrième génération ! » Après les classes « creuses », on verra les classes « pleines » !

Comme il avait raison, ce lecteur irrité qui écrivait récemment à son journal : « Laissez donc le problème de la *jeunesse* tranquille, et occupez-vous plutôt de la *bêtise générale* !... »

La raison générale de l'intéressante dissolution de l'autorité familiale, c'est donc la faillite historique de la génération qui a laissé le capitalisme renforcer tous ses organismes de défense après la SECONDE guerre impérialiste mondiale, au mépris de toute l'expérience historique accumulée depuis l'Octobre russe de 1917. La raison particulière de cette dissolution, c'est

l'émancipation bourgeoise de la femme jusque la pivot de la stabilité du foyer. C'est un sujet assez important pour qu'il faille lui consacrer une étude à part. Ici tirons seulement les conclusions : l'émancipation bourgeoise de la femme, c'est son passage de l'esclavage domestique à l'esclavage salarié (phénomène analogue à ce qui se produit quand l'artisan est prolétarié — ou, cas plus rare, devient petit capitaliste). Elle n'adoucit pas les maux de la société capitaliste, mais les porte au contraire à leur comble. En jetant dans la concurrence (essence de la vie sociale dans une société divisée en classes) un sexe qui en était resté relativement à l'écart, elle augmente la masse des intérêts privés en lutte, les exaspère, ajoutant à la généralisation du salariat celle de la prostitution. Un cynisme mâle dans les rapports de sexe vient s'ajouter un cynisme femelle qui marque sans doute la fin d'une résignation séculaire, mais certainement pas celle que le marxisme souhaitait, et que la révolution socialiste aurait apportée. Ce n'est pas un hasard si dans la seconde moitié de ce XX^e siècle (qu'on dit être celui de l'émancipation féminine par impuissance à lui trouver des gloires moins douteuses) l'idéal de Femme qui s'impose non seulement à de malheureux blousons noirs des deux sexes, mais à presque toute l'humanité civilisée est la pin-up, c'est-à-dire la Prostituée Idéale, puisqu'au lieu du corps vivant elle ne vend que la décevante image de ce corps.

✱

Avec la dissolution de l'autorité familiale, la raison la plus fréquemment invoquée de la « crise de la jeunesse » est la « technique moderne ». Ces adolescents (dont on nous dit qu'ils ne sont pas seulement des fils à papa, mais bien souvent de jeunes travailleurs régulièrement employés qui haïssent leur travail), presque encore des enfants, qui ne s'intéressent à rien, ne respectent rien, se moquent absolument de tout *sauf* de ne pas posséder l'argent nécessaire pour jouir des biens produits en masse par l'économie moderne — en particulier des rutilantes mécaniques — serait un phénomène de l'« époque technique ». C'est faux, et cela arrange l'ordre constitué. Pas plus que la guerre, le développement de la technique et de la production ne tombent du ciel sur l'humanité : la technique appartient à la praxis sociale, et la société est dominée par la BOURGEOISIE — ou par le capitaliste collectif Etat. Il ne faut donc pas parler des maux apportés par

l'hypertrophie technique EN GENERAL, mais par une technique qui ne s'est hypertrophiée que PARCE QU'elle était au service de l'impératif économique PROPRE AU CAPITALISME : la production croissante de RICHESSES. Si nous maudissons et voulons, nous marxistes, renverser la domination bourgeoise ce n'est pas parce qu'elle engloutit telle fraction du fameux revenu national dans une consommation parasitaire : c'est parce qu'en imposant ce but à toute l'économie, non seulement elle ECRASE LE PRODUCTEUR, mais comme la prospérité actuelle le démontre jusqu'à l'écoeurement, parce qu'elle corrompt les besoins mêmes, non seulement du producteur, mais des classes moyennes qui s'accrochent alors féroceement à la mamelle du Capital et à la conservation de classe.

Il y a tout de même une hypocrisie de classe considérable (ou une bêtise inqualifiable) à ne voir la stupidité et la monstruosité de cet impératif capitaliste de la « richesse croissante » que lorsqu'il s'exprime avec la violence et l'unilatéralité de la jeunesse. Pourquoi, si la production pléthorique d'automobiles (par exemple), ou de motos de compétition qui sont plus des engins de mort que des moyens de se déplacer, ou de tout ce qu'on voudra de semblable, est un riant spectacle d'ingéniosité et de travail humains, de progrès et de promesse de bien-être — pourquoi diable la passion monomaniacale du « blouson noir » pour l'automobile rutilante ou la moto vertigineuse deviendrait-elle un tableau consternant du « matérialisme » et de la « bêtise » modernes ? On regarde l'économie avec l'œil de l'homme d'affaires cynique qui n'a pas à savoir si sa marchandise *satisfait* des besoins, ou au contraire les pervertit ; mais quand on reporte les yeux sur la vie sociale, on retrouve l'œil de l'honnête homme pour y déplorer cynisme et corruption. On voit bien que la mentalité de l'homme d'affaire s'est répandue comme une syphilis à toutes les classes. Alors, pourquoi n'en pas tirer la conclusion qui s'impose à un esprit un tant soit peu honnête : c'est la dictature économique, politique et partant morale de cette classe qui doit tomber ! Qu'on regarde l'économie non pas avec la joie féroce des « bonnes affaires » (qui sont faites par les autres, d'ailleurs, et c'est le comble !), mais avec les yeux du marxisme, c'est-à-dire avec les yeux que devraient avoir les prolétaires, et on n'aura ni de ces surprises, ni de ces lamentables contradictions ! D'un côté, l'effort de travail écrasant dans la géhenne bruyante de l'usine,

puis la torture quotidienne de la ville-monstre avec ses moyens de transport surpeuplés, ses logements étriqués, ses arbres qu'on coupe, voilà le tableau pour la *production* ; pour la *vie sociale* qui en résulte, limitons-nous aux exemples fournis par la description des blousons noirs : le besoin de la moto qui remplace — et détruit — le besoin naturel et humain de l'exercice physique ; ou le besoin de la pin-up, qui remplace le besoin naturel et humain de la femme.

Le vainqueur de l'Annapurna, devenu Ministre de la Jeunesse (carrière qu'un ouvrier qui n'avait peut-être pas perdu toute conscience de classe résumait lapidairement : « être monté si haut pour tomber ensuite si bas ! ») nous dit que cette jeunesse est affectée d'un « complexe d'agressivité à l'égard de toute la société ». Le contraire serait étonnant — et au reste décevant. Mais il s'agit non de la société réelle qui est la *société de classe*, avec son État oppresseur et patelin, son économie démente : qui leur aurait appris à identifier ainsi la source du mal ? Il s'agit d'une société abstraite, la Société en général, contre l'Individu en général, c'est-à-dire abstrait lui aussi — tout au plus, peut-être, les aînés qui ont mal fait ce monde, ce qui est certes exact, mais qui revient encore une fois à poser la question sous l'angle de la responsabilité morale des individus, et non sous l'angle de la *lutte de classe*.

Ce que n'ont pas su faire les aînés, ce n'est pas encore cette génération-là qui le fera dans une proportion assez importante pour que le problème révolutionnaire puisse enfin recevoir une solution qui a trop tardé de décades entières ! Pour les jeunes intellectuels, c'est l'horrible prostitution du marxisme que l'on voit dans le Parti officiel du communisme qui empêche toute rupture avec leur classe, toute orientation de leur révolte. Pour les jeunes ouvriers, c'est non seulement cela, mais aussi l'avi-lissement inouï de la pratique syndicale : humilité dérisoire des revendications, fragmentation des mouvements, lâcheté des directions devant le patronat. Sous prétexte de « ménager » la force collective de la classe, elle a encouragé le gaspillage monstrueux de forces individuelles qui s'usent chaque année dans ces heures supplémentaires destinées à satisfaire les besoins du pauvre individu — travailleur écrasé — ou le despotisme des convoitises de sa femme. Misérable philistin d'opportuniste qui après cela déplore que le jeune ouvrier ait appris à réclamer sa part du produit social non plus à la façon du prolétaire, mais à celle

du voleur (ou dans le meilleur des cas, du bourgeois) ! Qu'il ait à l'égard du *travail* et de la *famille* (de la femme) une mentalité de voyou ! Effets fatals de la détérioration de la praxis ! Mettez la lutte de classe et la pensée révolutionnaire à la porte, c'est la délinquance et une bêtise effroyable à vos yeux mêmes, bourgeois ou opportunistes que vous soyez, qui rentreront par la fenêtre. Si seulement la vitale révolution n'était en jeu, nous nous réjouissons mille fois de ce châtement, qui n'est pas encore assez sévère pour vous.

A ces jeunes, il faudrait, nous dit-on, « un idéal et des distractions saines ». Un idéal ET des distractions ? A quel dévorant idéal ces Messieurs pensent-ils donc ? Et quelles distractions saines imaginent-ils dans les villes surpeuplées, obsédées par la pornographie dessinée, filmée, chantante et dansante qui s'y étalent partout, mais enfiévrées en réalité par bien autre chose, par le rythme dément de vie qu'impose à toute la population la suprême exigence capitaliste : production ! production ! production !

Les mesures que M. Maurice Herzog prévoit (non pour donner un « idéal », car cela ne se fabrique pas à volonté comme un slogan de publicité, mais des « distractions saines ») sont typiquement fascistes — ou réformistes, ce qui revient au même puisque le seul héritier sérieux du réformisme social-démocrate est le réformisme d'État, dont le fascisme « actif » a été le premier modèle historique. Banale-ment, c'est la multiplication des « foyers » de jeunes, mais de façon plus intéressante, la création de sociétés utilisant le *travail gratuit* des jeunes et leur donnant des *responsabilités de gestion* qui leur avait été refusées jusque-là : bref, un socialisme pour rire, à usage puéril, sous la coupe de l'État capitaliste. S'il est vrai comme l'a dit M. Herzog (qui semble n'avoir eu que les pieds gelés dans ses exploits passés) que le « *courage utile* » exaspère la jeunesse parce qu'il *sert l'ordre établi*, il y a tout lieu de croire que cette réédition de la vieille formule hitlérienne — et stalinienne — des « camps de jeunesse », cet « *emploi utile des loisirs* » exaspérera tout autant parce qu'il *servirait* le malin capitaliste qui a trouvé, à se pencher sur la jeunesse, le bon truc pour se procurer un excédent de plus-value. On ne biaise pas aussi mesquinement avec une vérité que les marxistes sont les seuls à répéter : le grand problème n'est pas tant de *donner des loisirs* que de *révolutionner les conditions de travail*, en supprimant l'opposition entre la ville et la

campagne, la division sociale des tâches et, partant, le monopole bourgeois de la culture ; bref, de créer les conditions qui permettront enfin l'apparition d'un *homme social* pour lequel le travail sera une « manifestation nécessaire de sa nature humaine », au lieu de cet individu égoïste, que la société bourgeoise mutilé et déforme en le rendant inapte à toute tâche que celle que le hasard lui a imposée, pour lequel il est une torture, sans cesser d'être au fond un besoin.

Tout ce qui reste donc de plus sérieux dans le discours du ministre interpellé sur la question des « blousons noirs » c'est qu'il existe dans la jeunesse de cette humanité triturée de toutes les façons par la monstrueuse organisation capitaliste une *violence* qu'il s'agit de *détourner*. Savez-vous comment ? En « développant les *sports de risque* dans les milieux les plus vulnéra-

bles » (?) Cadavres d'Ascari, de Behra et de tant d'autres, levez-vous : vous êtes l'idéal de l'avenir ! Comprend-on enfin ce qu'est le « fascisme passif » ?

En conclusion, nous ne pouvons que répéter les paroles finales de la plate-forme du parti marxiste qui, alors que l'Italie sortait à peine de la longue phase du *fascisme actif*, jeta le premier les bases d'un retour à la praxis révolutionnaire :

« On a déjà dénoncé dans le fascisme une phase aiguë de la désagrégation pathologique de la société. Mais aujourd'hui les masses prolétariennes constatent plus clairement chaque jour que personne n'a arrêté ni renversé le processus qui, au contraire, se poursuit inexorablement, malgré les remèdes tant vantés des charlatans de la démocratie, et elles sentent que seule la chirurgie radicale de la révolution pourra y mettre fin. »

LA GRANDEUR ET SON PARTI

Qui pourrait nier, maintenant, la validité des positions et la sûreté des prévisions des stalinien ? La paix qu'ils réclamaient en prophétie depuis si longtemps... la voici : « Quelle éclatante confirmation des thèses des XIV^e et XV^e Congrès de notre parti : à notre époque, la guerre n'est pas fatale, elle peut être conjurée, on peut défendre et consolider la paix. » (*L'Humanité*, 25-8-59.)

Il est donc tout naturel que, qui cherche une réponse à la question actuelle : « Que vont faire les ouvriers à la rentrée ? », aille s'adresser aux maîtres du parti de la classe ouvrière, celui de Thorez et de Ducloux. C'est d'autant plus naturel que les stalinien nous en avaient averti : le régime personnel, c'est la misère (les travailleurs n'y ont pas cru à l'époque et ont voté gaulliste). Interrogeons *L'Humanité*. On y trouve cette réponse magnifique : « Ce qui se passera — ces messieurs semblent l'avoir oublié, bien que ce soit une vérité de La Palice — ce sont les travailleurs qui en décideront. Ils décideront quand et comment leur action revendicatrice se déroulera. » (27-8-59.) Surprise ! Le parti, lui non plus, ne sait pas. Il en est réduit au

même point que les autres ! Il ne donne plus de directives, il ne guide plus, il est guidé ! Heureusement une phrase vigoureuse vient tranquilliser le pauvre lecteur, lui rappeler la force du parti, le plus grand de France : « Que le patronat ne se réjouisse pas, les travailleurs savent aussi qu'ils ont pour eux la force de leur nombre et de leur unité, lorsqu'elle est solide. » Mais le parti ?... Ne nous emballons pas ; voici : « Les assemblées syndicales, celles du personnel vont se tenir ; elles feront le point. Qui voudrait prédire ce qui se passera le mois prochain ou en octobre, ne pourra le faire qu'à la manière des faiseurs d'horoscopes. » Et le parti monolithique fort de la théorie géniale ?... C'est au syndicat, c'est aux ouvriers eux-mêmes à trouver la ligne de conduite, à diriger la lutte. Pourtant ne disait-on pas naguère (ce qui était juste), qu'il ne doit pas y avoir de barrière nette entre le syndicat et le parti dans les problèmes de l'action. Y aurait-il donc divorce entre les deux ? Le parti n'aurait-il donc plus la confiance de la classe ouvrière. Et, fâché, la laisserait-il à son triste sort ?

Rien de tout cela. Le parti ne peut pas

s'occuper à la fois de ces bagatelles et de choses importantes comme la Paix. Voilà le problème essentiel. Est-elle là ? Plus de problème. Oui, mais il y a paix et paix : une avec la France et une autre sans. Le gouvernement actuel, disent les stalinien, mène une politique qui va aboutir à ce que la Paix triomphe sans la France ; il ne peut en résulter que l'isolement complet de celle-ci et sa décadence. Le rôle des « communistes » est de lutter pour la paix véritable (s'il y a une anti-France, il y a aussi une anti-Paix). Il faut faire comprendre que la Paix est « l'impératif de notre temps », qu'elle doit naître de la rencontre Ike-Nikita et, que de là, aussi, résultera la grandeur de la France.

••

Nous nous orientons mal lorsque nous ouvrimus ce journal révolutionnaire. La question primordiale, celle qui oblige à analyser des situations, à faire des prévisions audacieuses, à lancer des mots d'ordre, c'est la question de la Grandeur Française et non celle de l'avenir du prolétariat français, et à plus forte raison du prolétariat international ! Nous n'avions rien compris : à situation nouvelle, formule nouvelle : non plus la classe ouvrière et son parti, mais la grandeur et son parti.

C'est ici que commencent les difficultés réelles car il y a grandeur et grandeur. Le prolétariat ou plutôt — employons la terminologie nouvelle — les ouvriers communistes et socialistes (qui doivent réaliser le front unique), sont la force qui doit imposer la paix et sa grandeur, la grandeur et la paix... sociale : « Le Parti Communiste Français appelle la classe ouvrière et le peuple à l'action pour une politique française d'indépendance nationale et de paix conforme à l'esprit de notre temps. » « Que soient créés partout des comités de paix. » (Déclaration du Bureau Politique du Parti Communiste Français, 28-8-59.)

Mais comme on ne gagne qu'à la force du poignet, il faut être intraitable et revenir inlassablement sur ces questions ; et « L'Humanité » publie une série d'articles de R. Guyot « Pour une politique de véritable grandeur française ». Le travailleur peut, chaque jour, se délecter de ces saines lectures, peu importe que le coût de la vie augmente, que des prolétaires se fassent tuer pour... (là il est trop difficile d'intervenir, on ne fait pas d'horoscopes, il ne faut pas donner d'illusions aux ouvriers !). En ouvrant son quotidien, il est sûr de retrouver les mêmes thèmes impitoyablement opposés aux déclarations des

méchants qui travaillent au déclin de la France. Diable ! il y a paix et paix ; grandeur et grandeur.

Et cela ne date pas d'aujourd'hui ! lui apprend-on. Déjà avant la guerre nous avons connu le même combat : le 7 octobre 1938, Thorez disait : « Munich, ce n'est pas la paix », et Marcel Cachin : « Où menez-vous la France ? » (Novembre 1938.) Alors déjà, nous avons conseillé au prolétariat de choisir le parti de la grandeur, il fallait s'allier au plus tôt avec l'U.R.S.S. : « C'est parce que nous avons le souci de la paix et de la sécurité française que nous souhaitons la conclusion de l'alliance franco-soviétique qui reste possible et nécessaire (Œuvres de Thorez, T. XVIII, p. 113). A cette époque le P.C.F. « est la seule formation politique française qui voit clair et défend les intérêts de la France et de la paix » (Jamais ceux du prolétariat, N.D.R.) « L'Humanité », 28-8-59. Ils ont lancé le S.O.S. mais ont été compris trop tard. Hitler envahissait la France, la submergeait de ses Panzers et personne pour défendre la paix et la grandeur. Non, il faut bien s'expliquer : la guerre projetée contre l'Est, était condamnable car anti-prolétaire donc anti-nationale ; mais à partir du moment où les Allemands pénètrent en France « ce n'est plus la même guerre, c'est une guerre nationale comprends-tu ? » (Aragon : *Les Communistes*, T.V.). Il faut croire que certains mirent longtemps à comprendre à moins qu'ils n'aient tout confondu. Ainsi un certain J. Staline déclarait encore en 1952 que la dernière guerre avait été une guerre impérialiste. Vraiment les idoles ont la grandeur courte. Que dire alors d'un certain Lénine qui, en 1914, parlait de « défaitisme révolutionnaire » et de « transformation de la guerre impérialiste en guerre de classes » ? Ne doit-on pas le classer dans le clan de l'anti-paix ? Heureusement ce n'est plus valable de nos jours... c'était le marxisme de l'époque et il ne peut servir à comprendre « l'esprit de notre temps ».

••

Les stalinien ont toujours été les premiers dans la défense de la nation. Malheureusement, au bon moment, ils furent distancés (d'une longueur seulement, mais en politique aussi cela suffit), par de Gaulle. Son appel date du 18 juin, celui du P.C.F. du 10 juillet 1940 : « La France, encore toute sanglante, veut vivre libre et indépendante... La France ne deviendra pas une sorte de pays colonisé ». Ils ne méritaient pas ce coup du sort, les pauvres. Il y a justice et justice, comme pour les der-

nières élections législatives par exemple. Depuis, leur rêve, bien qu'ils ne l'avouassent jamais, fut de rattraper de Gaulle, de combler le retard, comme l'U.R.S.S. se mit en devoir de le faire vis-à-vis des U.S.A. Ils le comblèrent effectivement, après des années de résistance, en 1945. Ce fut la réconciliation. « Construisez, vous revendiquerez ensuite », disait Thorez aux ouvriers qui décidément avaient du mal à comprendre que le parti d'un type nouveau, le parti forgé par des années de lutte contre l'ennemi national était le parti de la grandeur française. Après ce match nul, chacun s'en alla de son côté, l'un dans sa retraite, l'autre dans l'opposition.

Malheureusement en dehors d'eux, personne pour comprendre ce problème. Aussi les gouvernements successifs firent-ils erreurs sur erreurs, trahissant de plus en plus la véritable cause. C'est pourquoi, à propos de l'Union Française, de l'Indochine, de la Tunisie, du Maroc ou de l'Algérie il fallait toujours rappeler les vrais intérêts de la France. Mais les autres firent la sourde oreille et s'entêtèrent dans une politique de décadence. On payait pourtant de sa personne : on vota, on revota même les « pouvoirs spéciaux » pour sauvegarder l'intégrité du pays et faire honte à G. Mollet. On rendit hommage à l'armée du 13 mai. Tout ça parce que le vieux rival, lui aussi ému de la déchéance et du pourrissement du pays, descendant dans l'arène, relançait la compétition pour la grandeur nationale.

De Gaulle gagna encore : il a pris en mains ses destinées. Il ne restait donc plus aux « communistes » qu'à rentrer dans l'opposition et, à nouveau, essayer de combler leur retard. C'est ce qui explique leurs grandes préoccupations et leurs efforts théoriques : il y a grandeur et grandeur ; indépendance et indépendance. « Ce serait beau si c'était vrai. » (Ici s'exprime toute l'amertume de ceux qui ont été déçus dans leurs rêves de grandeur, N.D.R.) On aurait ap-

plaudi des deux mains si une telle volonté d'indépendance proclamée avec une vertueuse indignation n'était pas démentie à l'instant même par des faits réels tels que le prêt de 126 millions de dollars sollicité par le gouvernement gaulliste et accordé par la Banque Internationale (américaine) pour la réalisation d'investissements en Algérie.

« Les Américains, par cette opération, viennent de prendre une nouvelle hypothèque sur le pipe-line d'Hassi-Messaoud à Bougie, en Algérie (l'Algérie c'est la France, N.D.R.), de même que les mines de fer en Mauritanie et celles de manganèse du Gabon, où U.S. Steel pose la griffe. » (« France-Nouvelle », N° 722.)

♦♦

Si, avec cela, le prolétariat n'en prend pas son parti ! En fait, pour le moment, il l'a pris. Il écoute les sermons sur la Grandeur. Il fut pourtant, dans le passé, assez irrespectueux vis-à-vis de celle-ci et des grands hommes. Actuellement, en son nom, des marionnettes discourent et jouent les farces de la décadence bourgeoise. Cela s'appelle trahison et rien de moins. Trahison, bien sûr, puisque proclamer le patriotisme c'est proclamer le front unique avec tous les éléments de la Grande Nation Française ; c'est élever la nécessité de l'Union Sacrée à la hauteur d'un dogme. C'est perpétuellement, et ce, même dans le meilleur des cas, opter pour les réactionnaires de son pays contre les éléments révolutionnaires de celui opposé.

A l'heure actuelle le prolétariat n'existe pas en tant que classe agissante dans l'histoire car, comme le disait Marx, la classe ouvrière est révolutionnaire ou n'est pas. Lorsque les secousses économiques du sous-sol social feront vaciller tous ces histrions stupides, alors il retrouvera l'Histoire et avec elle sa doctrine : le marxisme révolutionnaire pour qui « les ouvriers n'ont pas de patrie ».

ERRATA

Dans notre dernier numéro (Juillet-Septembre 1959), se sont glissées des erreurs altérant gravement le sens du texte et dont nous nous excusons auprès des lecteurs qui auraient eu quelque peine à rétablir d'eux-mêmes la version exacte.

PRESENTATION DU DIALOGUE :

Lire, page 4, ligne 9 : la liberté... ET la plus grande gloire.

DIALOGUE AVEC STALINE :

Lire, page 15, ligne 4 : Engels ne reproche qu'une chose... : DE NE PAS apporter la preuve...

Page 16, ligne 4 avant la fin : ce qui sera arraché aux intérêts PRIVÉS.

Page 17, ligne 7 avant la fin : NOTION (et non pas nation !) prolétarienne.

Page 26, ligne 2 avant la fin : SA zone économique.

Page 32, fin du § 4 : POUR (et non *par*) moi.

Page 34, ligne 2, § 5 : les ouvriers ne reçoivent plus que 352 sur une valeur de 1.000.

Page 35, ligne 8 avant la fin : dont le capitalisme charge son TRONC.

Page 39, ligne 2 : l'attention se porte sur le marché MONDIAL.

Page 42, ligne 10 avant la fin : dans la société SOCIALISTE.

Page 46, ligne 8 : flots de production prémercantile à ABSORBER.

LE « COMMUNISME » RUSSE ET NOUS :

Lire page 54, ligne 10 : d'un état qui... n'a pas perdu son caractère d'instrument d'OPPRESSION du prolétariat.

Page 55, ligne 1 : au moment où le sentiment... par une révolution radicale REAPPARAÎT, on s'aperçoit...

SOMMAIRE :

Page 56, au sommaire du N° 3 (avril-juin 1958), a été omis le titre d'un important article théorique : LE PRINCIPE DEMOCRATIQUE.

CETTE REVUE EST ENTIÈREMENT RÉDIGÉE, COMPOSÉE, ADMINISTRÉE PAR DES TRAVAILLEURS SALARIÉS, A L'EXCLUSION DE TOUTE COLLABORATION DE PROFESSIONNELS OU DE PERMANENTS RÉTRIBUÉS. C'EST LA LEUR CONTRIBUTION A L'ŒUVRE NÉCESSAIRE DE CLARIFICATION. TOI, LECTEUR, SYMPATHISANT, QUELLE EST LA TIENNE ?

PROGRAMME COMMUNISTE NE PEUT VIVRE QUE DES SUBSIDES PROLÉTARIENS. **PROGRAMME COMMUNISTE** NE PEUT FAIRE ENTENDRE SA VOIX QUE PAR L'EFFORT CONJUGUÉ DE TOUS LES RÉVOLUTIONNAIRES SINCÈRES. **PROGRAMME COMMUNISTE** NE PEUT AMÉLIORER SA PÉRIODICITÉ ET AUGMENTER SA MATIÈRE QUE PAR L'AIDE DE TOUS CEUX QUI APPROUVENT SON EFFORT.

LECTEUR, SYMPATHISANT, DIFFUSE

PROGRAMME COMMUNISTE

ECRIS-NOUS — ABONNE-TOI — SOUSCRIS

"L'ÉMANCIPATION DES TRAVAILLEURS SERA L'ŒUVRE DES TRAVAILLEURS EUX-MÊMES!"

SOUSCRIPTION PERMANENTE

LISTE N° 5. — A bas l'opportunisme, 1.200 ; Le Vieux, 300 ; B. M., 27.000 ; Le Chien, 3.000 ; Deux Cheminots, 700 ; Le Métèque, 1.000 ; Honneur aux Noirs de Léopoldville, 1.800 ; André, 350 ; Un du Borinage, 900 ; Le Peintre, 500 ; Les deux Postiers, 1.000 ; Contre l'oppression du Capital, 200 ; Pour la lutte des peuples de couleur contre l'impérialisme, 1.000 ; Pataro, 500 ; Pierre, 5.000.

Total liste N° 5	44.450 fr.
Total des listes précédentes	116.110 fr.
Total de la souscription permanente	160.560 fr.

Sommaire du N° précédent :

(N° 8 - Juillet - Septembre 1959)

Numéro spécial

DIALOGUE AVEC STALINE

**Envoi franco des huit numéros parus jusqu'ici contre paiement
en mandat-poste de la somme de 1.600 Frs à verser à
F. GAMBINI, C. C. P. 2202 22 Marseille**

A paraître aux prochains N° :

La question algérienne
L'évolution du capitalisme mondial
Formulaire économique
Le programme de la société communiste
L'Afrique en marche

**ABONNEMENTS ANNUELS (4 n°) ordinaire : 900 frs
de soutien : 2.000 frs**